

**RAPPORT SEMESTRIEL
30.06.22**

CRELAN FUND

SICAV

Société d'Investissement à Capital Variable
publique de droit belge à compartiments multiples
Société Anonyme

OPC ayant opté pour des placements
répondant aux conditions prévues par la directive 2009/65/CE

SOMMAIRE

1 . INFORMATIONS GENERALES SUR LA SOCIETE D'INVESTISSEMENT	4
1.1 . ORGANISATION DE LA SOCIETE D'INVESTISSEMENT	4
1.2 . RAPPORT DE GESTION	6
1.2.1 . Informations aux actionnaires	6
1.2.2 . Vue d'ensemble des marchés	7
1.3 . BILAN GLOBALISE	10
1.4 . COMPTE DE RESULTATS GLOBALISE	11
1.5 . RESUME DES REGLES DE COMPTABILISATION ET D'EVALUATION	12
1.5.1 . Résumé des règles	12
1.5.2 . Taux de change	13
2 . INFORMATIONS SUR LE COMPARTIMENT ECONOFUTURE	14
2.1 . RAPPORT DE GESTION	14
2.1.1 . Date de lancement du compartiment et prix de souscription des parts	14
2.1.2 . Cotation en bourse	14
2.1.3 . Objectif et lignes de force de la politique de placement	14
2.1.4 . Gestion financière du portefeuille	15
2.1.5 . Distributeurs	16
2.1.6 . Indice et benchmark	16
2.1.7 . Politique suivie pendant l'exercice	16
2.1.8 . Politique future	17
2.1.9 . Indicateur synthétique de risque et de rendement	17
2.2 . BILAN	19
2.3 . COMPTE DE RESULTATS	20
2.4 . COMPOSITION DES ACTIFS ET CHIFFRES-CLES	21
2.4.1 . Composition des actifs au 30.06.22	21
2.4.2 . Répartition des actifs (en % du portefeuille)	25
2.4.3 . Changement dans la composition des actifs (en EUR)	27
2.4.4 . Evolution des souscriptions et des remboursements ainsi que de la valeur nette d'inventaire	27
2.4.5 . Performances	27
2.4.6 . Frais	28
2.4.7 . Notes aux états financiers et autres informations	29
3 . INFORMATIONS SUR LE COMPARTIMENT ECONOSTOCKS	31
3.1 . RAPPORT DE GESTION	31
3.1.1 . Date de lancement du compartiment et prix de souscription des parts	31
3.1.2 . Cotation en bourse	31
3.1.3 . Objectif et lignes de force de la politique de placement	31
3.1.4 . Gestion financière du portefeuille	32
3.1.5 . Distributeurs	32
3.1.6 . Indice et benchmark	32
3.1.7 . Politique suivie pendant l'exercice	33
3.1.8 . Politique future	34
3.1.9 . Indicateur synthétique de risque et de rendement	34
3.2 . BILAN	35
3.3 . COMPTE DE RESULTATS	36
3.4 . COMPOSITION DES ACTIFS ET CHIFFRES-CLES	37
3.4.1 . Composition des actifs au 30.06.22	37
3.4.2 . Répartition des actifs (en % du portefeuille)	38
3.4.3 . Changement dans la composition des actifs (en EUR)	39
3.4.4 . Evolution des souscriptions et des remboursements ainsi que de la valeur nette d'inventaire	40
3.4.5 . Performances	40
3.4.6 . Frais	41
3.4.7 . Notes aux états financiers et autres informations	41
4 . INFORMATIONS SUR LE COMPARTIMENT GLOBAL EQUITY DBI-RDT	42

CRELAN FUND

4.1 . RAPPORT DE GESTION	42
4.1.1 . Date de lancement du compartiment et prix de souscription des parts	42
4.1.2 . Cotation en bourse	42
4.1.3 . Objectif et lignes de force de la politique de placement	42
4.1.4 . Gestion financière du portefeuille	43
4.1.5 . Distributeurs	43
4.1.6 . Indice et benchmark	43
4.1.7 . Politique suivie pendant l'exercice	43
4.1.8 . Politique future	45
4.1.9 . Indicateur synthétique de risque et de rendement	45
4.2 . BILAN	46
4.3 . COMPTE DE RESULTATS	47
4.4 . COMPOSITION DES ACTIFS ET CHIFFRES-CLES	48
4.4.1 . Composition des actifs au 30.06.22	48
4.4.2 . Répartition des actifs (en % du portefeuille)	49
4.4.3 . Changement dans la composition des actifs (en EUR)	50
4.4.4 . Evolution des souscriptions et des remboursements ainsi que de la valeur nette d'inventaire	50
4.4.5 . Performances	51
4.4.6 . Frais	53
4.4.7 . Notes aux états financiers et autres informations	53
5 . INFORMATIONS SUR LE COMPARTIMENT ECONONEXT	54
5.1 . RAPPORT DE GESTION	54
5.1.1 . Date de lancement du compartiment et prix de souscription des parts	54
5.1.2 . Cotation en bourse	54
5.1.3 . Objectif et lignes de force de la politique de placement	54
5.1.4 . Gestion financière du portefeuille	56
5.1.5 . Distributeurs	56
5.1.6 . Indice et benchmark	56
5.1.7 . Politique suivie pendant l'exercice	56
5.1.8 . Politique future	57
5.1.9 . Indicateur synthétique de risque et de rendement	57
5.2 . BILAN	58
5.3 . COMPTE DE RESULTATS	59
5.4 . COMPOSITION DES ACTIFS ET CHIFFRES-CLES	60
5.4.1 . Composition des actifs au 30.06.22	60
5.4.2 . Répartition des actifs (en % du portefeuille)	63
5.4.3 . Changement dans la composition des actifs (en EUR)	65
5.4.4 . Evolution des souscriptions et des remboursements ainsi que de la valeur nette d'inventaire	65
5.4.5 . Performances	65
5.4.6 . Frais	66
5.4.7 . Notes aux états financiers et autres informations	66

1 . INFORMATIONS GENERALES SUR LA SOCIETE D'INVESTISSEMENT

1.1 . ORGANISATION DE LA SOCIETE D'INVESTISSEMENT

Siège de la SICAV

Avenue du Port 86C bte 320 - 1000 Bruxelles

Date de constitution de la SICAV

7 octobre 2010

Conseil d'administration de la SICAV

- Philippe Voisin, Président du Comité de Direction de CRELAN SA, Président
- Geert Noels, Administrateur de ECONOPOLIS WEALTH MANAGEMENT NV, Administrateur
- Joris Cnockaert, Administrateur-Directeur de CRELAN SA, Administrateur
- Christian Steeno, Directeur Politique Commerciale et Marketing de CRELAN SA, Administrateur
- Danny Deceuninck, Responsable de la Section Management produits placements, flux et crédits, CRELAN SA, Administrateur
- Steven De Landtsheer, Responsable Controle & Reporting Operations, CRELAN SA, Administrateur
- Jan Annaert, Professeur de Finance, Département Accounting & Finance, Université d'Anvers, Administrateur Indépendant
- Bruno Tuybens, Conseiller indépendant, Administrateur indépendant

Personnes physiques chargées de la direction effective

- Gregory Cabanetos, Managing Director, Luxcellence Management Company SA
- Jean-Luc Jacquemin, Conducting Officer, Luxcellence Management Company SA
- Pascal Pira, Conducting Officer, Luxcellence Management Company SA

Type de gestion

La Sicav a désigné une société de gestion d'organismes de placement collectif aux fins d'exercer l'ensemble des fonctions de gestion énumérées à l'article 3, 22° de la loi du 3 août 2012 relative aux organismes de placement collectif qui répondent aux conditions de la Directive 2009/65/CE et aux organismes de placement en créances: Luxcellence Management Company SA.

Luxcellence Management Company SA est une société de gestion d'organismes de placement Collectif (OPC), agréée au Grand-Duché de Luxembourg en qualité de société de gestion conformément à la directive 2009/65/CE.

Luxcellence Management Company est entièrement détenue par CACEIS SA, la maison-mère du Groupe CACEIS et fait partie du même groupe que CACEIS Bank , Belgium Branch.

Nom : Luxcellence Management Company SA

Forme juridique : Société anonyme

Siège : 2, Rue Jean l'Aveugle, L-1148520 Luxembourg

Constitution : 31 janvier 1994

Conseil d'administration :

- Guillaume Fromont, administrateur, Président du Conseil
- Grégory Cabanetos, administrateur-délégué à la gestion journalière;
- Lucien Euler, administrateur indépendant
- Aurélien Veil, administrateur.

Comité de direction :

- Gregory Cabanetos, délégué à la gestion journalière
- Jean-Luc Jacquemin, administrateur-délégué à la gestion journalière
- Pascal Pira, délégué à la gestion journalière

Commissaire :

Ernst & Young Luxembourg, 35E Avenue John F. Kennedy, L- 1855 Luxembourg, représenté par Monsieur Pierre-Marie Boul.

Capital souscrit et capital libéré :

EUR 1.000.000,00 entièrement libéré.

Commissaire :

Ernest & Young Réviseurs d'Entreprises SRL, représenté par Jean-François Hubin, De Kleetaan 2, 1831 Machelen.

Promoteur

CRELAN SA, Boulevard Sylvain Dupuis 251 - 1070 Bruxelles

Dépositaire

CACEIS Bank est une société anonyme de droit français au capital social de 1.280.677.691,03 euros, dont le siège est sis 1-3, place Valhubert, 75013 Paris, France, immatriculée sous le numéro RCS Paris 692 024 722, CACEIS Bank agit en Belgique par l'intermédiaire de sa succursale belge, CACEIS BANK, Belgium Branch, située Avenue du Port 86C b315 à 1000 Bruxelles et inscrite au Registre des personnes morales de Bruxelles sous le numéro d'entreprise BE0539.791.736. CACEIS BANK, Belgium Branch a été désignée par l'OPCVM comme dépositaire aux termes d'un contrat de dépositaire daté du 27 février 2015, tels que modifié au fur et à mesure (le « Contrat de dépositaire » ou « Depositary Agreement ») conformément aux règles relatives aux OPCVM et autres dispositions légales applicables.

Gestion financière du portefeuille

ECONOPOLIS WEALTH MANAGEMENT NV, Sneeubeslaan 20 bus 12 - 2610 Wilrijk

Gestion administrative et comptable

CACEIS Bank, Belgium Branch, Avenue du Port 86C bte 320 - 1000 Bruxelles

Service financier

CACEIS Bank, Belgium Branch, Avenue du Port 86C bte 320 - 1000 Bruxelles

Distributeur

CRELAN SA, Boulevard Sylvain Dupuis 251 - 1070 Bruxelles

Liste des compartiments et des classe(s) d'action

EconoFuture (Classe R)

EconoNext (Classe R)

EconoStocks (Classe R)

Global Equity DBI-RDT (Classe E - R)

La description des différentes classes est mentionnée au prospectus.

1.2 . RAPPORT DE GESTION

1.2.1 . *Informations aux actionnaires*

CRELAN FUND, ci-après dénommé, « la SICAV », est une SICAV publique à compartiments multiples ayant opté pour des placements répondant aux conditions de la directive 2009/65/CE et régie, en ce qui concerne son fonctionnement et ses placements, par la loi du 3 août 2012 relative aux organismes de placement collectif qui répondent aux conditions de la Directive 2009/65/CE et aux organismes de placement en créances.

La SICAV est inscrite à la Banque-Carrefour des Entreprises sous le numéro d'entreprise 0830.158.563.

Ses statuts sont déposés au Greffe du Tribunal de l'entreprise de Bruxelles.

Sur demande, les rapports annuels et semestriels peuvent être obtenus, gratuitement, avant ou après la souscription des parts, au siège de la société, auprès des agences de CRELAN SA.

Les frais courants (qui remplacent depuis le 10 juin 2012 le total des frais sur encours) et les taux de rotation du portefeuille pour les périodes antérieures peuvent être obtenus à l'endroit suivant: CACEIS Bank, Belgium Branch, Avenue du Port 86C bte 320 - 1000 Bruxelles.

Les documents suivants et les informations suivantes peuvent être consultés sur le site internet www.crelan.be : le prospectus, les documents d'informations clés pour l'investisseur, les statuts, les rapports annuels et semestriels.

Les informations concernant la SICAV sont tenues gratuitement à la disposition du public auprès de l'organisme assurant le service financier.

L'Assemblée Générale annuelle se tient le deuxième mardi de mai, à 10 heures, ou le premier jour bancaire ouvrable suivant, au siège social de la SICAV ou en tout autre endroit en Belgique désigné dans l'avis de convocation.

Règlement EU 2015/2365 du Parlement Européen et du conseil du 25 novembre 2015 : transparence des opérations de financement sur titres et de la réutilisation

Non applicable.

Droit de vote

Lorsque les actions sont de valeur égale, chacune donne droit à une voix. Lorsque les actions sont de valeur inégale, chacune d'elles confère de plein droit un nombre de voix proportionnel à la partie du capital qu'elle représente, en comptant pour une voix l'action représentant la quotité la plus faible; il n'est pas tenu compte des fractions de voix.

Redemption Gates

Dans le cas d'application de ce mécanisme pour la période sous revue, l'information sera reprise dans chaque compartiment concerné sous le point « Notes aux états financiers et autres informations ».

Règlement SFDR

Le règlement (UE) 2019/2088 du Parlement européen et du Conseil du 27 novembre 2019 sur la publication d'informations en matière de durabilité dans le secteur des services financiers (ci-après « le règlement SFDR ») vise l'obligation pour les acteurs des marchés financiers et les conseillers financiers de publier des informations spécifiques concernant leurs approches relatives à l'intégration des risques en matière de durabilité et à la prise en compte des incidences négatives en matière de durabilité.

Ce règlement s'articule autour de la volonté de l'Union et de ses Etats membres de mettre en oeuvre le programme de développement durable à l'horizon 2030 de manière complète, cohérente, globale, intégrée et effective et en étroite coopération avec les partenaires et les autres acteurs concernés (extrait du règlement SFDR, point (I)).

Ainsi, le règlement SFDR vise l'uniformisation des informations publiées par les acteurs des marchés financiers et les conseillers financiers dans le cadre de l'intégration des risques en matière de durabilité, de la prise en compte des incidences négatives en matière de durabilité, de la promotion des caractéristiques environnementales ou sociales et des investissements durables.

Le risque en matière de durabilité est un événement ou une situation dans le domaine environnemental, social ou de la gouvernance (ESG) qui, s'il survient, pourrait avoir une incidence négative importante, réelle ou potentielle, sur la valeur d'un ou plusieurs investissements détenus par le compartiment.

On distingue dans les risques en matière de durabilité, les risques à court terme et les risques à long terme. Les risques à court terme sont des risques qui résultent d'un événement, soudain par nature, comme par exemple des incidents/accidents (comme des catastrophes naturelles), procédures judiciaires, amendes, etc. Les risques à long terme sont liés à des problèmes qui se développent à plus long terme au fil du temps, comme par exemple, l'impact sur la valeur

d'une entreprise de certains problèmes liés à une mauvaise gouvernance, aux impacts du changement climatique, à la diminution de la biodiversité, etc.

La Sicav intègre les risques en matière de durabilité en tenant compte de caractéristiques ESG dans sa stratégie d'investissement mais le degré d'intégration de ces caractéristiques ESG est propre à chacun des compartiments de la Sicav. Chaque compartiment ne promeut pas nécessairement les caractéristiques ESG ou n'a pas d'objectif d'investissement durable, en conséquence les investisseurs sont invités à se référer à la fiche propre à chaque compartiment pour avoir le détail des caractéristiques ESG applicables.

Les investissements réalisés par la Sicav en tenant compte des caractéristiques ESG peuvent entraîner une réduction de l'univers d'investissement, ce qui peut augmenter le risque de concentration du portefeuille. En raison de l'application des caractéristiques ESG, la Sicav ne répondra pas à chaque opportunité d'investissement qui se présente.

Les compartiments EconoStocks, Global Equity DBI-RDT et EconoFuture, promeuvent certaines caractéristiques environnementales et/ou sociales et des pratiques de bonne gouvernance mais n'ont pas pour objectif un investissement durable. Ils donneront, dans les limites de la politique de durabilité applicable, priorité aux critères ESG sur les critères financiers dans le processus d'investissement.

Article 6	Article 8	Article 9
EconoNext	EconoFuture	/
	EconoStocks	
	Global Equity DBI-RDT	

1.2.2 . Vue d'ensemble des marchés

Les marchés d'actions occidentaux ont connu un premier semestre très difficile. Les indices boursiers étaient déjà sous pression au début de l'année. Au cours de la seconde quinzaine de mars, ils se sont considérablement redressés, espérant vainement une solution à la guerre en Ukraine, mais depuis lors, ils ont plongé. Au final, l'indice boursier de référence européen (Stocks Europe 600) affichait une baisse d'environ 14% (dividendes inclus) fin juin par rapport à fin 2021. Aux États-Unis, le grand indice boursier S&P 500 a perdu un peu moins de 20%. L'indice boursier technologique Nasdaq a même cédé plus de 29%. Pour les investisseurs européens, la baisse des cours à New York a été un peu moins difficile à digérer parce que le dollar s'est renforcé de près de 7% par rapport à l'euro.

Le très faible semestre boursier n'était pas dû aux résultats des entreprises. En effet, la plupart des entreprises ont présenté d'excellents chiffres annuels et, dans l'ensemble, les résultats du premier trimestre étaient également satisfaisants. La forte baisse des cours boursiers s'explique surtout par les problèmes et incertitudes macroéconomiques, quoiqu'ils finiront par se répercuter sur les résultats des entreprises.

L'une des principales préoccupations est le **dérapage de l'inflation** et le **changement de politique de taux** qui en découle. Après des années d'inflation basse, le monde a été confronté à une flambée soudaine mais persistante de l'inflation. Comme les pouvoirs publics et les banques centrales ont pleinement soutenu l'économie pendant la crise du coronavirus, cette dernière a occasionné peu de dommages financiers à la plupart des entreprises et des particuliers. De ce fait, la confiance des consommateurs et des entreprises s'est rétablie très rapidement, ce qui a entraîné une demande étonnamment forte pour presque tous les produits et services. Dans le même temps, l'offre s'est retrouvée sous pression en raison de fermetures d'usines (à la suite de confinements obligatoires ou volontairement à la suite des ruptures de stock dues au covid), de problèmes logistiques énormes (embouteillages portuaires, diminution des vols, pénurie de chauffeurs...) et d'une chaîne d'approvisionnement défaillante (pénurie de puces et divers autres composants). La combinaison d'une demande forte et d'une offre qui ne pouvait pas suivre a entraîné une inflation élevée. Dans un premier temps, les banquiers centraux ont apaisé les investisseurs en affirmant que la hausse de l'inflation était temporaire.

L'invasion de la Russie en Ukraine a toutefois encore attisé l'inflation. La Russie et l'Ukraine sont des acteurs économiques relativement mineurs sur la scène mondiale, mais elles jouent un rôle clé en matière d'énergie (en Europe) et de certains produits agricoles. Leurs prix ont enregistré une envolée spectaculaire au cours du premier semestre. L'inflation restant obstinément élevée et évoluant vers 10% dans plusieurs pays occidentaux, de plus en plus de banques centrales ont été contraintes d'intervenir (fortement). Elles ont troqué leur politique monétaire très souple de taux ultra-bas en combinaison avec des rachats massifs d'obligations contre une politique de resserrement monétaire (taux plus élevés + suppression progressive des programmes de rachats). La hausse de 75 points de base du taux de référence aux États-Unis par la banque centrale américaine (Fed) a été particulièrement remarquée. Les marchés financiers s'attendent à ce que la Fed procède encore à plusieurs hausses de taux supplémentaires dans les prochains mois.

En Europe aussi, la banque centrale (BCE) doit agir. Elle doit toutefois être beaucoup plus prudente qu'aux États-Unis. La BCE ne prévoit un premier relèvement prudent de taux de base de 25 points de base qu'en juillet de cette année. La BCE doit se montrer plus circonspecte que la Fed car plusieurs pays et banques européens sont vulnérables à des taux plus élevés. En outre, l'économie européenne est beaucoup plus durement touchée par la guerre en Ukraine. L'énergie est le talon d'Achille de l'économie européenne : l'UE importe 40% de son gaz et 27% de son pétrole de Russie. Avec le boycott programmé du pétrole russe, l'Europe semble surtout se tirer une balle dans le pied et, en réduisant ses approvisionnements en gaz, la Russie tient l'économie européenne sous son joug. Les prix élevés du gaz en Europe entraînent également une hausse des prix de l'électricité, car le gaz est l'une des principales sources de production d'électricité en Europe.

Au premier semestre, ce sont les **actions des entreprises à croissance rapide (déficitaires), cycliques et endettées qui ont été les plus sous pression**. Dans les entreprises à croissance rapide, la majeure partie de leurs bénéfices (et donc de leur valeur) se situe dans le futur. En cas de hausse des taux d'intérêt, la valeur des flux bénéficiaires futurs diminue, ce qui justifie une valorisation plus faible. Dans un environnement de hausse des taux, les investisseurs sont plus attentifs à la rentabilité des entreprises. Le refinancement devient plus coûteux et, de ce fait, les entreprises déficitaires ou fortement endettées souffrent d'autant plus. Le ralentissement attendu de la croissance économique pèsera sur les bénéfices des entreprises cycliques. Les investisseurs ont anticipé ce mouvement en réduisant leur position dans ces actions. Les actions d'entreprises qui profitent des taux plus élevés (entre autres, les assureurs) et quelques secteurs peu sensibles à la conjoncture qui peuvent relativement bien répercuter l'inflation (entre autres, certains producteurs de biens de consommation non durables) faisaient partie du petit nombre de gagnants au premier semestre.

Pays émergents

À l'instar du reste des marchés financiers mondiaux, les bourses des marchés émergents ont également connu un premier semestre difficile. Fin juin, l'indice MSCI Emerging Markets - indices larges de marché et baromètre des pays émergents - a perdu plus de 17% en dollars (environ -10% en euros). Ce résultat est évidemment décevant, mais il doit être considéré en perspective par rapport à un MSCI World affichant plus de -20% en dollars et plus de -13% en euros.

Le premier mois de l'année a déjà commencé de manière assez volatile. D'une part, les marchés financiers tentaient d'estimer ce que la banque centrale américaine allait faire en matière de hausse des taux. Par ailleurs, sur le plan géopolitique, la situation tendue entre la Russie et l'Ukraine persistait et personne ne savait comment le conflit allait évoluer ou se terminer. Enfin, la Chine continuait à prendre des mesures très strictes pour ne rien concéder au coronavirus, confinant encore certaines villes lors de l'apparition de nouvelles contaminations. D'autre part, la bonne nouvelle était que, contrairement à l'année dernière, la banque centrale chinoise appliquait manifestement une politique plus souple et qu'elle allait probablement la poursuivre pendant le reste de l'année. Son objectif est en effet de stabiliser quelque peu l'économie en vue du Congrès du parti communiste plus tard cette année. À noter également les belles performances des marchés d'actions en Amérique latine en janvier, en comparaison avec les actions russes qui étaient sous pression.

Alors que le mois de janvier annonçait déjà un début d'année difficile, la volatilité n'a fait que s'aggraver en février. Au moment où la Russie a lancé son invasion en Ukraine, le monde s'est quasi arrêté et toute l'attention des marchés financiers s'est focalisée sur cette guerre. Avant cela, les investisseurs étaient obsédés depuis de nombreux mois par ce que la banque centrale américaine allait faire en matière de hausse de taux cette année, mais cette question a presque immédiatement été reléguée au second plan. Toutefois, cela n'allait pas durer longtemps et cette question allait assez rapidement redevenir un sujet brûlant. En effet, l'inflation avait déjà fortement augmenté avant la guerre et, compte tenu de l'importance de la Russie et de l'Ukraine pour les marchés de l'énergie et de l'agriculture (et donc les prix des denrées alimentaires), l'inflation galopante allait peut-être durer plus longtemps que prévu. En Russie même, les marchés d'actions sont passés en mode krach et le MSCI a même décidé de supprimer la Russie de l'indice MSCI EM.

Le mois de mars n'a pas apporté beaucoup de soulagement et s'est en outre caractérisé par deux quinzaines très différentes. La première quinzaine a été marquée par une forte baisse, avec la poursuite de la guerre contre l'Ukraine, la flambée des prix des matières premières ainsi que du prix du pétrole, et même la remise en question de la fiabilité durable de l'approvisionnement énergétique dans de nombreux pays. Durant la seconde quinzaine de mars, l'espoir régnait en première instance que les négociations entre la Russie et l'Ukraine allaient peut-être déboucher sur un accord de paix. La Chine a mis les choses au point en annonçant notamment qu'elle allait soutenir davantage l'économie, que le régulateur allait commencer à alléger les charges sur les entreprises technologiques et que le marché immobilier ne serait plus mis sous pression. Ces bonnes nouvelles ont entraîné un fort rebond des marchés actions chinois. À peine Shenzhen sortie de quarantaine, la décision de fermer Shanghai, ville de 24 millions de personnes comptant de nombreux sièges d'entreprises importantes, s'avérait quelque peu contradictoire. À ce moment-là déjà, il est devenu manifeste que des mesures de stimulation supplémentaires seraient nécessaires pour atteindre les objectifs de croissance fixés pour cette année. Entre-temps, les taux d'intérêt poursuivaient leur ascension aux États-Unis, mais étant donné que de nombreux pays émergents l'avaient déjà partiellement anticipée l'année dernière, il s'agissait provisoirement d'un non événement.

En avril, la volatilité accrue s'est à nouveau manifestée, avec trois facteurs qui continuaient à dominer plus ou moins l'actualité. Premièrement, la guerre en Ukraine perdurait et il devenait de plus en plus évident qu'elle ne serait pas résolue rapidement. Deuxièmement, la banque centrale américaine avait toujours l'intention de continuer à relever progressivement le taux l'année prochaine afin de juguler l'inflation. Cependant, comme toujours, il subsistait beaucoup d'incertitude sur le parcours et le rythme qui seraient adoptés. Troisièmement, la Chine s'accrochait obstinément à une politique zéro covid (et aujourd'hui encore d'ailleurs). En avril, d'autres villes ont encore été régulièrement soumises à l'une ou l'autre forme de confinement. Cela a évidemment continué de mettre l'économie nationale sous pression, comme en témoignaient les nouvelles ventes au détail qui restaient à la traîne par rapport à la production industrielle. La croissance économique du premier trimestre s'élevait à 4,8%, mais on s'attendait à ce que le deuxième trimestre soit au moins aussi difficile en raison des confinements stricts et, par conséquent, des nombreux problèmes de logistique. Pour contrer quelque peu cette situation, les autorités chinoises avaient déjà annoncé de grands travaux d'infrastructure et de nouvelles mesures.

Le mois de mai a donné des résultats quelque peu mitigés dans l'univers des pays émergents qui, exprimé en euros, s'est finalement quelque peu consolidé après la période tumultueuse précédente. Les contrastes au sein de l'univers des pays émergents restent relativement importants cette année. D'une part, la Chine maintient toujours une politique zéro covid, et d'autre part, les pays producteurs de matières premières tirent leur épingle du jeu dans l'environnement inflationniste actuel. Un pays comme l'Indonésie a enregistré un excédent commercial sans précédent grâce à la forte croissance des exportations de matières premières. Comme indiqué ci-dessus, la situation en Chine était différente jusqu'alors, mais la

lumière apparaissait quand même un peu au bout du tunnel, avec la fin progressive des plus grands confinements urbains. Jusqu'en mai, l'effet négatif de ces confinements stricts a été énorme, tant sur les chaînes d'approvisionnement mondiales que sur les chiffres économiques nationaux chinois. De nombreux analystes soulignaient provisoirement que ce deuxième trimestre ne serait pas encore bon, mais les projections au-delà du second semestre laissaient présager une légère amélioration de la situation. En outre, la Chine ne manquerait certainement pas de continuer à assouplir sa politique monétaire et à stimuler son économie nationale, notamment grâce à des programmes d'infrastructure supplémentaires.

Pendant le mois de juin, outre la guerre qui fait toujours rage en Ukraine, l'attention des analystes s'est à nouveau surtout concentrée sur la banque centrale américaine en ce qui concerne les perspectives de taux et sur la Chine en ce qui concerne la réouverture de l'économie. Alors qu'en mai, le bout du tunnel semblait approcher, avec la fin progressive des plus grands confinements urbains, il ne faut quand même pas perdre de vue que la Chine poursuivra cette politique zéro Covid pendant un certain temps encore. Cela signifie que nous allons probablement encore connaître plusieurs faux départs pendant le reste de l'année.

1.3 . BILAN GLOBALISE

	Au 30.06.22 (en EUR)	Au 30.06.21 (en EUR)
SECTION 1: SCHEMA DU BILAN		
TOTAL DE L'ACTIF NET	704.088.583,95	646.967.057,20
II. Valeurs mobilières, instruments du marché monétaire, OPC et instruments financiers dérivés	663.314.569,29	612.250.957,40
A. Obligations et autres titres de créance		
a. Obligations	224.465.923,54	185.276.627,23
C. Actions et autres valeurs assimilables à des actions	428.387.498,07	388.646.833,96
a. Actions	10.461.147,68	38.327.496,21
E. OPC à nombre variable de parts		
IV. Crédances et dettes à un an au plus	-2.857.039,78	-8.383.448,33
A. Crédances		
a. Montants à recevoir	969.682,14	2.042.111,10
b. Avoirs fiscaux	718.966,65	455.322,97
B. Dettes		
a. Montants à payer (-)	-850.757,00	-1.191.080,33
b. Dettes fiscales (-)		-639.108,64
c. Emprunts (-)	-3.694.931,57	-9.050.693,43
V. Dépôts et liquidités	44.535.349,68	43.847.691,44
A. Avoirs bancaires à vue	44.535.349,68	43.847.691,44
VI. Comptes de régularisation	-904.295,24	-748.143,31
B. Produits acquis	2.253.315,39	1.981.366,21
C. Charges à imputer (-)	-3.157.610,63	-2.729.509,52
TOTAL CAPITAUX PROPRES	704.088.583,95	646.967.057,20
A. Capital	789.478.424,11	590.081.762,70
B. Participations au résultat	-4.129.936,94	4.681.091,73
C. Résultat reporté	16.404.662,12	5.167.010,71
D. Résultat de l'exercice (du semestre)	-97.664.565,34	47.037.192,06

1.4 . COMPTE DE RESULTATS GLOBALISE

	Au 30.06.22 (en EUR)	Au 30.06.21 (en EUR)
SECTION 3: SCHEMA DU COMPTE DE RÉSULTATS		
I. Réductions de valeur, moins-values et plus-values	-100.471.856,42	45.960.113,42
A. Obligations et autres titres de créance		
a.Obligations	-16.332.699,57	-1.190.002,91
b. Autres titres de créance		183.250,00
b.1. Avec instruments financiers dérivés « embedded »		
C. Actions et autres valeurs assimilables à des actions		
a. Actions	-102.006.432,63	39.107.883,38
D. Autres valeurs mobilières	9,36	
E. OPC à nombre variable de parts	-1.366.377,55	1.909.326,55
F. Instruments financiers dérivés		
I.Sur indices financiers		
ii. Contrats à terme		-81.353,64
H. Positions et opérations de change		
b.Autres positions et opérations de change	19.233.643,97	6.031.010,04
II. Produits et charges des placements	8.728.196,13	6.030.054,41
A. Dividendes	7.244.410,18	4.473.294,41
B. Intérêts		
a.Valeurs mobilières/instruments du marché monétaire	2.408.019,83	2.185.797,00
b.Dépôts et liquidités	6.106,73	1.285,77
C. Intérêts d'emprunts (-)	-200.968,31	-120.617,17
E. Précomptes mobiliers (-)		
b.D'origine étrangère	-729.372,30	-509.705,60
III. Autres produits	763,82	
B. Autres	763,82	
IV. Coûts d'exploitation	-5.921.668,87	-4.952.975,77
A. Frais de transaction et de livraison inhérents aux placements (-)	-217.391,84	-153.873,26
C. Rémunération due au dépositaire (-)	-114.345,00	-103.409,72
D. Rémunération due au gestionnaire (-)		
a.Gestion financière	-2.109.304,12	-1.718.376,98
E	-22.035,58	-13.143,78
R	-2.087.268,54	-1.705.233,20
b.Gestion administrative et comptable	-82.756,46	-72.839,75
c.Rémunération commerciale	-2.974.564,67	-2.422.216,17
R	-2.974.564,67	-2.422.216,17
E. Frais administratifs (-)	-28.496,76	-46.523,87
F. Frais d'établissement et d'organisation (-)	-709,25	-9.888,60
G. Rémunerations, charges sociales et pensions (-)	-4.286,38	-4.584,25
H. Services et biens divers (-)	-52.440,18	-52.553,22
J. Taxes	-274.587,90	-265.937,01
K. Autres charges (-)	-62.786,31	-102.772,94
Produits et charges de l'exercice (du semestre)	2.807.291,08	1.077.078,64
Sous Total II + III + IV		
V. Bénéfice courant (perte courante) avant impôts sur le résultat	-97.664.565,34	47.037.192,06
VII. Résultat de l'exercice (du semestre)	-97.664.565,34	47.037.192,06

1.5 . RESUME DES REGLES DE COMPTABILISATION ET D'EVALUATION

1.5.1 . Résumé des règles

Les règles d'évaluation ci-dessous ont été rédigées sur base de l'AR du 10 novembre 2006 relatif à la comptabilité, aux comptes annuels et aux rapports périodiques de certains organismes de placement collectif publics à nombre variable de parts. Plus particulièrement, les dispositions des articles 7 à 19 sont d'application.

Frais

Afin d'éviter des variations importantes de la valeur nette d'inventaire au moment de leur paiement, les charges à caractère récurrent sont provisionnées prorata temporis. Ce sont principalement les commissions et frais récurrents tels que mentionnés dans le prospectus (par exemple, la rémunération pour la gestion du portefeuille d'investissement, l'administration, le dépositaire, le commissaire, ...).

Les frais de constitution sont amortis sur une ou plusieurs années avec un maximum de 5 ans, selon la méthode linéaire.

Comptabilisation des achats et des ventes

Les valeurs mobilières, instruments du marché monétaire, parts d'organismes de placement collectif et instruments financiers dérivés qui sont évalués à leur juste valeur, sont, au moment de leur acquisition et de leur aliénation, enregistrés dans les comptes respectivement à leur prix d'achat et à leur prix de vente. Les frais accessoires, tels que les frais de transaction et de livraison, sont immédiatement mis à charge du compte de résultats.

Créances et dettes

Les créances et dettes à court terme ainsi que les placements à terme sont portés au bilan à leur valeur nominale.

Lorsque la politique d'investissement du compartiment est principalement axée sur le placement de ses actifs dans des dépôts, des liquidités ou des instruments du marché monétaire, les placements sont évalués à leur juste valeur.

Valeurs mobilières, instruments du marché monétaire et instruments financiers dérivés

Les valeurs mobilières, les instruments du marché monétaire et les instruments financiers dérivés (contrats d'option, contrats à terme et contrats de swap) sont évalués à leur juste valeur en respectant la hiérarchie suivante:

- S'il s'agit d'éléments du patrimoine pour lesquels il existe un marché actif fonctionnant à l'intervention d'établissements financiers tiers, ce sont le cours acheteur et le cours vendeur actuels formés sur ce marché qui sont retenus. Dans des cas exceptionnels, ces cours peuvent être indisponibles pour les obligations et pour d'autres titres de créance; le cours moyen sera alors utilisé et cette procédure sera mentionnée dans le rapport (semi-)annuel.

- S'il s'agit d'éléments du patrimoine qui sont négociés sur un marché actif en dehors de toute intervention d'établissements financiers tiers, c'est le cours de clôture qui est retenu.

- Utilisation du prix de la transaction la plus récente, à condition que les circonstances économiques n'aient pas fondamentalement changé depuis cette transaction.

- Utilisation d'autres techniques de valorisation qui doivent utiliser au maximum les données du marché, être conformes aux méthodes économiques habituellement utilisées et être régulièrement calibrées et testées quant à leur validité.

L'évaluation des parts d'organismes de placement collectif à nombre variable de parts non cotés est faite sur la base de la valeur nette d'inventaire de ces parts.

Les réductions de valeur, moins-values et plus-values, qui proviennent des règles ci-dessus, sont imputées au compte de résultats dans le sous-poste concerné de la rubrique «I. réductions de valeur, moins-values et plus-values».

Des variations de valeur relatives à des obligations et autres titres de créance qui résultent de la comptabilisation prorata temporis des intérêts courus, sont imputées au compte de résultats comme éléments constitutifs du poste «II. Produits et charges des placements - B. Intérêts».

La juste valeur des instruments financiers dérivés (contrats d'option, contrats à terme et contrats de swap) est portée dans les différents postes du bilan et hors bilan en fonction de l'instrument sous-jacent. Les valeurs sous-jacentes (des contrats d'option et des warrants) et les montants notionnels (des contrats à terme et des contrats de swap) sont portés dans les postes hors bilan sous les rubriques concernées.

En cas d'exercice des contrats d'option et des warrants, les primes sont portées en majoration ou en réduction du prix d'achat ou de vente des éléments du patrimoine sous-jacents. Les paiements et recettes intermédiaires résultant de contrats de swap sont portés au compte de résultats dans le sous-poste «II. Produits et charges des placements - D. Contrats de swap».

Opérations en devises

Les éléments du patrimoine libellés en monnaies étrangères sont convertis dans la devise du compartiment sur base du cours moyen du marché et le solde des écarts positifs et négatifs résultant de la conversion est imputé au compte de résultats dans la rubrique «I.H. Positions et opérations de change».

1.5.2 . Taux de change

	30.06.22		30.06.21	
1 EUR	1,5204	AUD	1,5797	AUD
	5,4672	BRL	5,9507	BRL
	1,3486	CAD	1,4685	CAD
	1,0009	CHF	1,0962	CHF
	7,0089	CNH	7,6620	CNH
	6,9986	CNY	7,6627	CNY
	4 350,2234	COP	4 428,1509	COP
	24,7355	CZK	25,5070	CZK
	7,4367	DKK	7,4363	DKK
	0,8608	GBP	0,8585	GBP
	8,2036	HKD	9,2095	HKD
	396,7900	HUF	351,0300	HUF
	15 574,5918	IDR	17 195,5505	IDR
	82,5618	INR	88,1480	INR
	142,0297	JPY	131,6231	JPY
	1 357,4123	KRW	1 335,5013	KRW
	21,0928	MXN	23,6119	MXN
	4,6079	MYR	4,9233	MYR
	10,3288	NOK	10,2049	NOK
	3,9735	PEN	4,5450	PEN
	57,4841	PHP	57,8897	PHP
	4,7002	PLN	4,5148	PLN
	57,2385	RUB	86,6345	RUB
	10,7132	SEK	10,1420	SEK
	1,4550	SGD	1,5941	SGD
	31,0849	TWD	33,0422	TWD
	1,0455	USD	1,1859	USD
	17,1271	ZAR	16,9332	ZAR

2 . INFORMATIONS SUR LE COMPARTIMENT ECONOFUTURE

2.1 . RAPPORT DE GESTION

2.1.1 . Date de lancement du compartiment et prix de souscription des parts

Le 06/12/2010 au prix de 100,00 EUR par part.

2.1.2 . Cotation en bourse

Non applicable.

2.1.3 . Objectif et lignes de force de la politique de placement

Objectif du compartiment

L'objectif du compartiment est de faire bénéficier ses actionnaires d'une croissance intéressante à long terme associée à un risque modéré.

Par essence, l'allocation des actifs ainsi que la sélection des valeurs se font par le gestionnaire sur la base d'une vision à long terme tant au niveau macro-économique qu'au point de vue des techniques d'investissement. Une diversification efficace occupe une place significative dans la politique d'investissement.

La politique d'investissement tient compte, en outre, d'une forme de perception des risques actuelle sur l'ensemble des classes d'actifs. Par conséquent, l'allocation d'actif, dans le cadre de la gestion, peut être adaptée régulièrement en fonction des différents paramètres de risque.

Le maintien de rendements stables est également un des objectifs visés par le compartiment.

Aucune garantie formelle n'a été octroyée au compartiment, ni à ses participants.

Indice de référence: Aucun.

Le compartiment est géré de manière active : le gestionnaire du portefeuille d'investissement dispose d'une certaine discréption dans la composition du portefeuille du compartiment dans le respect des objectifs et de la politique d'investissement du compartiment.

Politique de placement du compartiment

Catégories d'actifs autorisés

Pour atteindre son objectif, le compartiment investit essentiellement dans un portefeuille diversifié d'actions (min 0% et max 60% du portefeuille) et d'obligations sans privilégié ni une zone géographique, ni un secteur d'activités.

À titre accessoire, le Compartiment pourra investir jusqu'à 10% de son portefeuille en instruments du marché monétaire, et 20% en parts d'organismes de placement collectif.

La politique de placement respecte les règles définies à l'Arrêté Royal de 2012.

Opérations sur instruments financiers dérivés autorisées

Sous réserve du respect des dispositions légales applicables et des règles imposées par le Conseil d'administration, le Compartiment peut utiliser des instruments financiers dérivés, à la fois comme instruments de couverture et afin d'atteindre les objectifs d'investissement du Compartiment. Les produits financiers dérivés utilisés sont basés sur des actions ou indices boursiers ou sur des titres assimilables à des actions (options, futures, contrats à terme, swaps, etc.), des obligations ou indices obligataires (swaps de taux d'intérêt, contrats à terme, credit default swaps, futures, etc.) ou sur des actifs liquides dans différentes devises. Cette liste n'est pas exhaustive et dépend des objectifs d'investissement du compartiment. Ces instruments sont généralement utilisés pour imiter ou neutraliser les risques inhérents à un investissement plus ciblé et plus souple dans les titres sous-jacents. Leur utilisation n'augmente pas en soi le profil de risque de ce Compartiment.

Garanties financières

Lorsque le compartiment conclut des opérations sur instruments financiers dérivés de gré à gré, le compartiment veille à recevoir des espèces à titre de garantie financière (collateral) et cela dans un but de réduction de l'exposition du risque de contrepartie et conformément aux règles applicables.

Les garanties financières en espèces seront majoritairement placées en dépôts auprès d'entités éligibles et/ou utilisées en obligations d'Etat de haute qualité et en OPC monétaires à court terme. Les garanties financières en espèces seront réinvesties conformément à la réglementation en vigueur.

Le compartiment appliquera une politique de décote de 10% sur les garanties financières en espèces reçues dans une devise différente de la devise d'exposition du compartiment.

Limites de la politique de placement

Le compartiment peut détenir des liquidités sous forme de comptes courants ou dépôts bancaires (<10%). Outre celles déjà précisées, la politique de placement du compartiment est conforme à celle définie par l'Arrêté Royal de 2012 pour les OPC qui répondent aux conditions de la Directive 2009/65/EC.

Le compartiment ne peut pas investir directement dans des "titrisations" ou des "positions de titrisation" au sens du Règlement (UE) 2017/2402 du Parlement Européen et du Conseil du 12 décembre 2017 créant un cadre général pour la titrisation ainsi qu'un cadre spécifique pour les titrisations simples, transparentes et standardisées.

Caractéristiques des obligations et des titres de créances

Les obligations et titres de créance dans lesquels le Compartiment investit sont émis par tout type d'émetteurs: gouvernements, entreprises publiques, entreprises privées et/ou institutions supranationales. Les émissions et/ou les émetteurs auront généralement un rating « investment grade » (minimum BBB- et/ou Baa3). Le Compartiment n'investira pas plus de 50% de son portefeuille en obligations dites « High Yield » (à haut rendement) et en obligations qui n'ont pas de « credit rating » (note de crédit). Le Compartiment n'investira pas plus de 10% de son portefeuille en obligations de marchés émergents et frontières qui auront un rating inférieur à BB- et/ou Ba3. La note retenue sera celle de l'une des agences de notation principales donnant la note la plus élevée. Les obligations et titres de créance d'une durée d'au moins 398 jours au moment de leur émission, restent qualifiés comme des obligations et titres de créance pendant toute la durée de l'instrument.

Caractéristiques des actions

Le compartiment n'investira pas plus de 5% de son portefeuille en actions de marchés émergents et frontières.

Description de la stratégie générale visant à couvrir le risque de change

Le risque de change n'est pas couvert de manière systématique. Les gestionnaires décident de ne pas couvrir ou de couvrir tout ou en partie le risque de change en fonction de leurs attentes quant à l'évolution des devises par rapport à l'Euro. En conséquence, les frais généraux du Compartiment liés à cette stratégie ne subiront pas d'impact important, les frais de transaction restant faibles. En revanche, le Compartiment reste exposé à l'évolution du marché des devises et donc, le coût réel de la stratégie de couverture peut être déterminé, au prorata des actifs investis, sur base de la différence entre le taux d'intérêt de la devise du Compartiment et le taux d'intérêt de la devise vis-à-vis de laquelle une couverture de change doit être établie.

Aspects sociaux, éthiques et environnementaux

Règlement SFDR

Le Compartiment tombe sous l'application de l'article 8 du règlement SFDR.

Le Compartiment promeut certaines caractéristiques environnementales et/ou sociales et des pratiques de bonne gouvernance mais n'a pas pour objectif un investissement durable.

La durabilité est un pilier essentiel du gestionnaire du portefeuille. Le Compartiment promeut certaines caractéristiques ESG (référant à l'aspect Environnement, Social et de Gouvernance). La sélection des différents actifs repose sur une procédure qui combine différentes stratégies et filtres afin d'aboutir un univers d'investissement. Ce processus comprend la combinaison d'une approche d'exclusion dite négative (portant sur l'entreprise elle-même ou l'activité qu'elle génère) et d'une approche d'exclusion dite positive ("best-in-universe") basée sur les recherches menées de manière indépendante. De plus, le Compartiment prend également en compte un certain nombre de positions clairement définies envers les activités controversées.

Les entreprises ne respectant pas les normes internationales telles que définies dans les "Principes du Pacte Mondial des Nations Unies" (UNGCI) ou les réglementations nationales, sont exclues de facto d'une éligibilité du Compartiment.

Tous les détails sur la stratégie d'investissement durable du Compartiment sont disponibles dans la rubrique "Politique d'investissement durable" sur le site www.crelan.be et sont également résumés ci-dessous.

2.1.4 . Gestion financière du portefeuille

Voir 1. Informations générales sur la société d'investissement, 1.1. Organisation de la société d'investissement.

2.1.5 . Distributeurs

Voir 1. Informations générales sur la société d'investissement, 1.1. Organisation de la société d'investissement.

2.1.6 . Indice et benchmark

Non applicable.

2.1.7 . Politique suivie pendant l'exercice

ACTIONS

Au sein du portefeuille, nous avons accordé ces derniers mois plus d'attention à des secteurs moins sensibles à la conjoncture. Au cours du premier semestre, nous avons acheté des actions d'AB Inbev (brasseur de bière) dans le secteur de la **Consommation de base**. Nous avons échangé notre position dans Nestlé (café, chocolat et aliments pour animaux) contre Barry Callebaut, spécialiste du chocolat. Danone, spécialiste des produits laitiers, était également un nouveau venu. L'entreprise s'est dotée d'un tout nouveau top management expérimenté, dirigé par Antoine De Saint-Affrique. La nouvelle direction s'attelle à la relance de la croissance chez Danone. Nous avons vendu Henkel parce que l'entreprise souffre beaucoup de l'inflation élevée et parce que les marges bénéficiaires de l'entreprise restent sous pression.

Les **soins de santé** sont peu sensibles à la conjoncture et tournés vers l'avenir car ils répondent au vieillissement de la population et à l'importance croissante des marchés émergents. C'est pourquoi ce secteur représente une part importante du portefeuille. Dans le secteur, nous avons pris une position dans Medtronic. Cette entreprise propose des solutions innovantes pour le traitement de plus de 70 maladies, de la maladie de Parkinson au diabète. Medtronic se distingue surtout dans les appareils médicaux. Nous avons pris un bénéfice sur le spécialiste du diabète Novo Nordisk et avons acheté des actions des sociétés pharmaceutiques AstraZeneca et Roche, de Johnson & Johnson (médicaments, médicaments sans prescription et appareils médicaux) et de Boston Scientific (appareils médicaux).

Dans le secteur des **Biens de consommation durables**, nous avons acheté des actions de la société de luxe Kering, avant de les vendre plus tard. Nous avons acheté des actions du fabricant d'articles de sport Nike, qui devraient pouvoir continuer à croître durant les prochaines années, surtout en Chine.

Dans le secteur de l'**Industrie**, nous avons pris un bénéfice sur Schneider Electric en raison du potentiel haussier limité du cours. Nous avons partiellement réduit notre position dans ABB, spécialisée dans l'électrification et l'automatisation/robotisation. Les fondamentaux de l'entreprise sont solides mais nous ne sommes pas aveugles face aux vents contraires qu'elle subit à court terme. Nous avons augmenté le poids de Vinci. Ce groupe de construction et de concessions devrait bénéficier de la (poursuite) de la normalisation du trafic routier (concessions autoroutières) et aérien (concessions aéroportuaires). Nous avons acheté des actions dans la société de livraison de colis FedEx. Le nouveau CEO (le deuxième depuis la création de l'entreprise) mise beaucoup sur l'amélioration de la rentabilité de l'entreprise et sur une rémunération plus élevée des actionnaires. La société a augmenté son dividende de plus de 50% et vise une croissance bénéficiaire annuelle moyenne de 14 à 19% pour les 3 prochains exercices. Nous avons pris une position dans Emerson Electric. Cette entreprise est notamment active dans l'automatisation, les systèmes de ventilation et de chauffage, les outils et les compresseurs. Nous avons vendu la participation dans Daimler Trucks et augmenté légèrement la position dans l'entreprise d'emballage Smurfit Kappa et dans Assa Abloy (serrures et contrôle d'accès).

Dans le **secteur financier**, nous avons initié 2 nouvelles positions : BlackRock et S&P Global. BlackRock est le plus grand gestionnaire de fonds du monde. Le groupe propose une large gamme de fonds gérés activement. En outre, BlackRock est également l'un des principaux acteurs dans les instruments d'investissement passifs (ETF), ce qui lui permet de profiter du glissement vers l'investissement passif. Les activités de BlackRock sont très rentables, relativement peu capitalistiques et présentent un potentiel de croissance supplémentaire. S&P Global est surtout connue comme agence de notation. Cette activité représente environ un tiers des bénéfices et est très rentable car le marché est oligopolistique. Par ailleurs, l'entreprise est un important fournisseur de données et de services pour le secteur financier et pour le secteur des transports.

Dans le secteur des **Matériaux**, nous avons vendu la position dans la société de peintures et revêtements Akzo Nobel. Les marges de l'entreprise restent sous pression en raison de l'inflation élevée des coûts tandis que la demande risque de souffrir du ralentissement économique.

Dans le secteur des **Technologies de l'information**, nous avons acheté des actions dans la société de cartes de paiement Visa.

En matière de **Utilities**, nous avons acquis des actions dans la société espagnole Iberdrola, un acteur de premier plan dans le domaine de l'énergie durable. L'entreprise tire également une grande partie de ses revenus de l'exploitation de réseaux électriques, une activité stable et hautement prévisible.

Dans le secteur de la **Communication**, nous avons acheté des actions dans Alphabet, la société mère de, notamment, Google et YouTube. En outre, nous avons pris une première position dans la société de divertissement Walt Disney Company, un acteur mondial de l'industrie des médias et du divertissement. L'entreprise dispose d'un large éventail de personnages emblématiques du cinéma (d'animation) qui permettent au groupe de consolider ou de renforcer sa position de force dans l'industrie cinématographique et les parcs à thème et complexes touristiques. Par ailleurs, le groupe est

également actif dans l'industrie de la télévision américaine et mise en outre sur le développement du service de streaming Disney+.

OBLIGATIONS

L'inflation galopante et le revirement des taux des banques centrales provoquent un bain de sang sur les marchés obligataires. Nous n'avons plus connu de telles pertes sur les obligations depuis cinquante ans. Même l'année historique 1994 est dépassée.

Lorsque les investisseurs parlent de valeurs refuges, ils pensent souvent à des obligations d'État de haute qualité. Ainsi, au cours des cinquante dernières années, vous ne trouverez aucune année civile durant laquelle les obligations d'État américaines (en dollars) ont chuté de plus de 5%. En revanche, cette année, la baisse atteint déjà plus de 10%. Pour trouver une baisse encore plus extrême, il faut remonter à 1842. L'idée que ce type d'obligations vous protège est donc totalement fausse en 2022.

Aujourd'hui, la sagesse boursière selon laquelle ces obligations pourraient contrebalancer les phases de baisse des marchés boursiers n'est pas non plus valable. L'année 2022 est donc en bonne voie pour entrer dans les livres d'histoire comme une année noire pour les investisseurs défensifs. Pour les euro-obligations, le tableau est identique, même si l'historique ne remonte qu'à 1999. Là aussi, nous vivons un krach historique avec une baisse moyenne de 15%.

Dans EconoFuture, les gestionnaires tentent depuis un certain temps de se protéger contre la forte inflation et la hausse des taux d'intérêt. Le choix s'est porté sur des durées très courtes, des obligations indexées sur l'inflation, des obligations émergentes et une sélection d'obligations sans évaluation du crédit, mais aussi des devises étrangères comme le dollar américain. Exception faite de l'avant-dernière catégorie, ces choix ont clairement porté leurs fruits. Nous avons également acheté (temporairement ?) des obligations d'État américaines à long terme après la forte hausse des taux et la crainte croissante d'une récession. La combinaison de ces thèmes génère des rendements nettement meilleurs que les indices obligataires larges, autour de -6%, même si cela reste une forte baisse.

2.1.8 . Politique future

ACTIONS

Au premier semestre, diverses modifications ont été apportées dans le volet actions du compartiment, principalement en raison des développements macroéconomiques. Au sein du portefeuille d'actions, nous sommes restés très attentifs à la diversification, tant au niveau des régions et des secteurs que des entreprises. Grâce à un portefeuille encore plus équilibré géographiquement (pondération accrue des actions américaines), nous voulons profiter des développements macroéconomiques plus favorables aux USA qu'en Europe. Le portefeuille constitue un mélange de sociétés de croissance plus marquées et de sociétés caractérisées par une croissance plus basse mais un flux de revenus stable. Dans les mois à venir, nous voulons continuer à surveiller la diversification au sein du portefeuille comme moyen de limiter la volatilité d'une part, mais aussi comme moyen de générer du rendement. Une éventuelle poursuite du ralentissement de l'économie et ses conséquences pour les entreprises en portefeuille constituent un point d'attention important.

OBLIGATIONS

Il y a deux ans, les taux négatifs étaient encore la norme sur les obligations d'État en euros, mais ce phénomène a aujourd'hui totalement disparu, à l'exception des maturités courtes de quelques mois. Entre-temps, les fortes hausses de taux rendent les obligations de plus en plus attrayantes. Les opportunités sont déjà nombreuses pour les investisseurs buy and hold sur les marchés obligataires, mais généralement dans des titres non souverains. Les taux sur les obligations de qualité libellées en euros approchent 3,5%. Cela fait une dizaine d'années que nous avons vu ce type de taux d'intérêt pour la dernière fois. Pour les titres à haut rendement, le niveau de 10% est même déjà en vue.

Dans les prochains mois, les gestionnaires examineront quelques adaptations à la stratégie, plus spécifiquement pour racheter systématiquement des obligations à plus long terme de noms de qualité sanctionnés à des taux d'intérêt de 5-7%.

Notre vision positive des obligations indexées sur l'inflation a été refroidie après la forte augmentation des attentes en matière d'inflation, mais après le fort recul des prévisions d'inflation, nous n'avons pour le moment plus l'intention de réduire significativement cette catégorie.

2.1.9 . Indicateur synthétique de risque et de rendement

Le compartiment ECONOFUTURE présente actuellement un profil de risque et de rendement de niveau 3 sur une échelle de 1 (risque le plus faible) à 7 (risque le plus élevé). La classe de risque au moment de la création du compartiment était de 3.

L'indicateur synthétique de risque et de rendement est calculé, conformément aux dispositions du Règlement 583/2010 (CESR). L'indicateur synthétique de risque et de rendement classe le Compartiment sur une échelle sur la base de ses résultats passés en matière de volatilité. Cette échelle se présente comme une série de catégories identifiées par des nombres entiers allant de 1 à 7, classées par ordre croissant de gauche à droite et représentant les niveaux de risque et de rendement, du plus faible au plus élevé.

Les données historiques, utilisées pour calculer l'indicateur synthétique de risque et de rendement, pourraient ne pas constituer une indication fiable du profil de risque futur du Compartiment.

Il n'est pas certain que la catégorie de risque et de rendement affichée demeure inchangée au fil de temps. Le classement du Compartiment est susceptible d'évoluer dans le temps.

La catégorie de risque la plus basse n'est pas synonyme d'investissement sans risque.

La catégorie de risque 3 correspond à un potentiel limité de gain et/ou de perte de la valeur du portefeuille, qui s'explique par son exposition diversifiée aux marchés des actions et des obligations, ainsi qu'à des risques de taux d'intérêt, de crédit et de change.

2.2 . BILAN

	Au 30.06.22 (en EUR)	Au 30.06.21 (en EUR)
SECTION 1: SCHEMA DU BILAN		
TOTAL DE L'ACTIF NET	395.609.159,77	337.772.868,37
II. Valeurs mobilières, instruments du marché monétaire, OPC et instruments financiers dérivés	366.003.907,01	313.733.647,03
A. Obligations et autres titres de créance		
a. Obligations	217.314.329,07	169.707.916,06
C. Actions et autres valeurs assimilables à des actions		
a. Actions	140.699.855,44	136.386.890,97
E. OPC à nombre variable de parts	7.989.722,50	7.638.840,00
IV. Crédances et dettes à un an au plus	-1.144.936,33	-1.389.758,21
A. Crédances		
a. Montants à recevoir	187.327,49	138.897,03
b. Avoirs fiscaux	246.234,47	144.486,04
B. Dettes		
a. Montants à payer (-)	-794.704,00	
c. Emprunts (-)	-783.794,29	-1.673.141,28
V. Dépôts et liquidités	30.272.109,12	25.065.751,97
A. Avoirs bancaires à vue	30.272.109,12	25.065.751,97
VI. Comptes de régularisation	478.079,97	363.227,58
B. Produits acquis	2.065.235,70	1.664.411,43
C. Charges à imputer (-)	-1.587.155,73	-1.301.183,85
TOTAL CAPITAUX PROPRES	395.609.159,77	337.772.868,37
A. Capital		
B. Participations au résultat	437.480.744,04	318.746.856,49
D. Résultat de l'exercice (du semestre)	-1.116.198,26	774.057,44
	-40.755.386,01	18.251.954,44

2.3 . COMPTE DE RESULTATS

	Au 30.06.22 (en EUR)	Au 30.06.21 (en EUR)
SECTION 3: SCHEMA DU COMPTE DE RÉSULTATS		
I. Réductions de valeur, moins-values et plus-values	-41.936.846,75	17.494.868,89
A. Obligations et autres titres de créance		
a. Obligations	-15.399.820,02	-764.622,87
b. Autres titres de créance		183.250,00
b.1. Avec instruments financiers dérivés « embedded »		
C. Actions et autres valeurs assimilables à des actions		
a. Actions	-32.718.386,18	14.702.113,84
D. Autres valeurs mobilières	6,81	
E. OPC à nombre variable de parts	-973.459,03	322.080,00
F. Instruments financiers dérivés		
I. Sur indices financiers		
ii. Contrats à terme		-81.353,64
H. Positions et opérations de change		
b. Autres positions et opérations de change	7.154.811,67	3.133.401,56
II. Produits et charges des placements	4.033.482,05	3.112.848,89
A. Dividendes	2.178.891,36	1.512.138,26
B. Intérêts		
a. Valeurs mobilières/instruments du marché monétaire	2.191.034,95	1.823.052,37
b. Dépôts et liquidités	2.464,54	524,73
C. Intérêts d'emprunts (-)	-97.909,68	-45.442,04
E. Précomptes mobiliers (-)		
b. D'origine étrangère	-240.999,12	-177.424,43
III. Autres produits	200,17	
B. Autres	200,17	
IV. Coûts d'exploitation	-2.852.221,48	-2.355.763,34
A. Frais de transaction et de livraison inhérents aux placements (-)	-70.974,25	-46.657,98
C. Rémunération due au dépositaire (-)	-61.035,09	-55.246,42
D. Rémunération due au gestionnaire (-)		
a. Gestion financière		
R	-1.031.131,78	-834.919,93
b. Gestion administrative et comptable	-33.387,87	-29.644,63
c. Rémunération commerciale		
R	-1.460.729,89	-1.179.166,35
E. Frais administratifs (-)	-11.201,82	-16.296,85
F. Frais d'établissement et d'organisation (-)	-466,24	-2.807,09
G. Rémunerations, charges sociales et pensions (-)	-2.344,40	-2.427,87
H. Services et biens divers (-)	-13.340,12	-8.914,29
J. Taxes	-136.667,07	-148.921,60
K. Autres charges (-)	-30.942,95	-30.760,33
Produits et charges de l'exercice (du semestre)	1.181.460,74	757.085,55
Sous Total II + III + IV		
V. Bénéfice courant (perte courante) avant impôts sur le résultat	-40.755.386,01	18.251.954,44
VII. Résultat de l'exercice (du semestre)	-40.755.386,01	18.251.954,44

2.4 . COMPOSITION DES ACTIFS ET CHIFFRES-CLES

2.4.1 . Composition des actifs au 30.06.22

Dénomination	Quantité au 30.06.22	Devise	Cours en devises	Evaluation (en EUR)	% détenu de l'OPC	% Portefeuille	% Actif Net
VALEURS MOBILIERES ET INSTRUMENTS DU MARCHE MONETAIRE NEGOCIES SUR UN MARCHE REGLEMENTE OU SUR UN MARCHE SIMILAIRE							
ECONOPOLIS EMERGING MARKET EQUITIES O Directive 2009/65/CE - Inscrit auprès de la FSMA	39.450	EUR	95,05	3.749.722,50 3.749.722,50	24,93%	1,03% 1,03%	0,95% 0,95%
OPC-Actions				3.749.722,50		1,03%	0,95%
OPC A NOMBRE VARIABLE DE PARTS				3.749.722,50		1,03%	0,95%
ADLER GROUP S.A. 3.25 20-25 05/08A	3.000.000	EUR	54,65%	1.639.500,00	0,45%	0,41%	
AKZO NOBEL NV 2.625 12-22 27/07A	1.500.000	EUR	100,15%	1.502.295,00	0,41%	0,38%	
ARGAN 3.25 17-23 04/07A	4.600.000	EUR	98,49%	4.530.701,00	1,24%	1,15%	
AT&T INC 2.875 20-XX 01/05A	3.000.000	EUR	87,64%	2.629.065,00	0,72%	0,66%	
AT&T INC FL.R 18-23 05/09Q	700.000	EUR	100,51%	703.552,50	0,19%	0,18%	
BRUSSELS AIRPORT C 1.00 17-24 03/05A	300.000	EUR	97,02%	291.058,50	0,08%	0,07%	
COFINIMMO 1.0000 22-28 24/01A	2.200.000	EUR	84,62%	1.861.607,00	0,51%	0,47%	
COMMUNAUTE FLAMANDE 0.375 16-26 13/10A	300.000	EUR	95,52%	286.554,00	0,08%	0,07%	
COMPAGNIE IMMOBILIÈRE DE 3 21-28 12/05A	1.500.000	EUR	98,13%	1.472.013,73	0,40%	0,37%	
CTP NV 0.875 22-26 20/01A	2.000.000	EUR	83,99%	1.679.700,00	0,46%	0,43%	
DS SMITH PLC 1.375 17-24 26/07A	100.000	EUR	97,40%	97.395,50	0,03%	0,03%	
EANDIS SYST OPERATOR 2.00 17-25 23/06A	4.980.500	EUR	100,30%	4.995.292,08	1,37%	1,26%	
HJ HEINZ CO 2.00 15-23 30/06A	500.000	EUR	100,17%	500.870,00	0,14%	0,13%	
IBERDROLA INTL BV FL.R 17-XX 22/02A	2.500.000	EUR	98,19%	2.454.800,00	0,67%	0,62%	
IBERDROLA INTL BV FL.R -49 31/12A	4.000.000	EUR	95,66%	3.826.460,00	1,05%	0,97%	
IMMOBEL 4.75 22-26 29/06A	4.000.000	EUR	102,29%	4.091.760,00	1,12%	1,03%	
KINEPOLIS GROUP SA 2.4 17-25 15/12A	1.000.000	EUR	90,23%	902.298,11	0,25%	0,23%	
KINEPOLIS GROUP SA 2.75 19-26 18/12A	2.100.000	EUR	95,19%	1.999.074,00	0,55%	0,51%	
KRAFT HEINZ FOODS CO 1.50 16-24 24/05A	1.000.000	EUR	98,83%	988.275,00	0,27%	0,25%	
MOLNLYCKE HLDG 1.75 15-24 28/02A	300.000	EUR	99,50%	298.488,00	0,08%	0,08%	
MOLNLYCKE HLDG 1.875 17-25 28/02A	100.000	EUR	98,09%	98.087,00	0,03%	0,03%	
NEXTNSA 1.9500 19-26 28/11A	800.000	EUR	88,92%	711.364,00	0,19%	0,18%	
NN GROUP NV 4.375 14-XX 13/06A	3.300.000	EUR	98,07%	3.236.178,00	0,88%	0,82%	
NN GROUP NV FL.R 14-XX 15/07A	1.000.000	EUR	96,66%	966.600,00	0,26%	0,24%	
NV BEKAERT SA 2.75 19-26 25/10A	1.825.000	EUR	99,66%	1.818.703,75	0,50%	0,46%	
NV BEKAERT SA 2.75 20-27 23/10A	1.953.000	EUR	97,43%	1.902.729,78	0,52%	0,48%	
OEEB INFRA 3.00 13-33 24/10A	350.000	EUR	107,43%	375.991,00	0,10%	0,10%	
ORPEA 2.13 17-24 03/07A	1.000.000	EUR	86,04%	860.380,00	0,24%	0,22%	
ORPEA 2.20 17-24 12/12A	800.000	EUR	71,32%	570.537,08	0,16%	0,14%	
ORPEA 2.5640 20-27 30/11A	2.500.000	EUR	69,43%	1.735.682,08	0,47%	0,44%	
ORPEA SA 2.00 21-28 01/04A	1.900.000	EUR	66,21%	1.257.904,50	0,34%	0,32%	
ORPEA SA 2.625 18-25 10/03A	200.000	EUR	75,04%	150.081,00	0,04%	0,04%	
SKY REGS 2.25 15-25 17/11A	500.000	EUR	100,17%	500.845,00	0,14%	0,13%	
SOLVAY FINANCE FL.R 15-XX 03/06A	1.000.000	EUR	98,43%	984.340,00	0,27%	0,25%	
SOLVAY SA FL.R 18-XX 04/03A	1.000.000	EUR	96,70%	967.005,00	0,26%	0,24%	
STELLANTIS 3.75 16-24 29/03A	2.000.000	EUR	101,52%	2.030.480,00	0,55%	0,51%	
TESSENDERLO CHEMIE 3.375 15-25 15/07A	2.000.000	EUR	99,70%	1.993.970,00	0,54%	0,50%	
TESSENDERLO CHEMIE NV 2.875 15-22 15/07A	765.000	EUR	100,09%	765.673,20	0,21%	0,19%	
UCB 5.125 13-23 02/10A	800.000	EUR	104,75%	838.032,00	0,23%	0,21%	
VALEO SA 3.25 14-24 22/01A	200.000	EUR	99,76%	199.520,00	0,05%	0,05%	
VGP NV 1.6250 22-27 17/01A	500.000	EUR	79,10%	395.510,00	0,11%	0,10%	
VGP NV 2.7500 19-23 02/04A	2.955.000	EUR	99,63%	2.944.110,83	0,80%	0,74%	
VGP NV 3.90 16-23 21/09A	3.707.000	EUR	100,68%	3.732.189,06	1,02%	0,94%	
VGP SA 1.5 21-29 08/04A	2.800.000	EUR	66,92%	1.873.746,00	0,51%	0,47%	
VGP SA 2.25 22-30 17/01A	1.700.000	EUR	69,30%	1.178.083,00	0,32%	0,30%	
VGP SA 3.25 17-24 06/07A	281.000	EUR	99,19%	278.729,52	0,08%	0,07%	
VGP SA 3.50 18-26 19/03A	1.812.000	EUR	97,12%	1.759.823,46	0,48%	0,45%	
VRANKEN-POMMERY 3.45 19-24 19/06A	294.000	EUR	99,80%	293.401,71	0,08%	0,07%	
EUR				71.170.456,39		19,45%	17,99%
APPLE INC 0.7500 20-23 11/05S	2.000.000	USD	98,32%	1.880.979,48	0,51%	0,48%	
APPLE INC 3.85 13-43 04/05S	1.000.000	USD	92,37%	883.504,71	0,24%	0,22%	
AT&T INC 3.65 21-59 15/09S	633.000	USD	74,85%	453.202,44	0,12%	0,11%	

Dénomination	Quantité au 30.06.22	Devise	Cours en devises	Evaluation (en EUR)	% détenu de l'OPC	% Portefeuille	% Actif Net
AT&T INC FL.R 18-24 12/06Q	1.000.000	USD	99,56%	952.359,27		0,26%	0,24%
BARRY CALLEBAUT SV 5.50 13-23 15/06S	1.000.000	USD	100,43%	960.678,57		0,26%	0,24%
GILEAD SCIENCES INC 3.50 14-25 01/02S	1.500.000	USD	98,96%	1.419.917,26		0,39%	0,36%
LENOVO GROUP LTD 5.875 20-25 24/04S	500.000	USD	103,02%	492.723,23		0,14%	0,12%
LEVI STRAUSS CO 3.5 21-31 19/02S	1.000.000	USD	81,50%	779.568,61		0,21%	0,20%
MICROSOFT CORP 2.525 20-50 01/06S	1.000.000	USD	73,66%	704.581,76		0,19%	0,18%
PEPSICO INC 0.7500 20-23 01/05S	2.000.000	USD	98,45%	1.883.303,84		0,52%	0,48%
PROSUS NV 3.6800 20-30 21/01S	1.000.000	USD	80,57%	770.687,26		0,21%	0,20%
QUALCOMM INC 4.65 15-35 20/05S	700.000	USD	102,88%	688.848,34		0,19%	0,17%
SHERWIN-WILLIAMS CO 3.45 17-27 01/06S	1.000.000	USD	95,59%	914.295,28		0,25%	0,23%
SMURFIT CAPITAL FNDG 7.50 95-25 20/11S	400.000	USD	109,75%	419.914,87		0,12%	0,11%
STELLANTIS 5.25 15-23 15/04S	1.450.000	USD	100,90%	1.399.431,34		0,38%	0,35%
USD				14.603.996,26		3,99%	3,69%
TESCO CORP TREASURY 2.5 19-25 02/05A	1.400.000	GBP	95,28%	1.549.546,93		0,42%	0,39%
GBP				1.549.546,93		0,42%	0,39%
LEROY SEAFOOD GROUP FL.R 21-26 17/09Q	10.000.000	NOK	97,37%	942.732,66		0,26%	0,24%
NOK				942.732,66		0,26%	0,24%
OBLIGATIONS-Emis(es) par une entreprise privée				88.266.732,24		24,12%	22,31%
ADLER REAL ESTATE AG 1.875 18-23 27/04A	3.000.000	EUR	78,59%	2.357.790,00		0,64%	0,60%
ALIAIX FINANCE 0.8750 21-28 08/11A	1.700.000	EUR	72,17%	1.226.958,00		0,34%	0,31%
DAIMLER INTL FI 0.625 19-23 27/02A	2.500.000	EUR	99,92%	2.498.062,50		0,68%	0,63%
DAIMLER INTL FIN FL.R 18-23 11/01Q	500.000	EUR	99,98%	499.890,00		0,14%	0,13%
FLUVIUS SYSTEM OPERATOR 4 22-32 06/07A	800.000	EUR	101,18%	809.448,00		0,22%	0,20%
FRESENIUS FINANCE IR 0 21-25 01/04A	1.000.000	EUR	91,08%	910.840,00		0,25%	0,23%
FRESENIUS FIN IRL 3.00 17-32 30/01A	1.450.000	EUR	89,46%	1.297.184,50		0,35%	0,33%
GAS NAT FENOSA FL.R 15-49 29/12A	1.000.000	EUR	93,23%	932.295,00		0,25%	0,24%
GIMV NV 2.2500 21-29 15/03A	500.000	EUR	94,44%	472.175,00		0,13%	0,12%
GIMV NV 3.50 19-31 05/07A	3.450.000	EUR	93,44%	3.223.507,50		0,88%	0,81%
LA LORRAINE BAK 3.0000 20-27 15/12A	2.375.000	EUR	97,14%	2.306.980,00		0,63%	0,58%
NATURGY FINANCE BV FL.R 14-XX 18/11A	400.000	EUR	98,92%	395.662,00		0,11%	0,10%
SIEMENS FIN NV 2.875 13-28 10/03A	200.000	EUR	101,24%	202.483,00		0,06%	0,05%
SMURFIT KAPPA T 0.5000 21-29 22/09A	500.000	EUR	80,02%	400.077,50		0,11%	0,10%
SMURFIT KAPPA T 1.0000 21-33 22/09A	500.000	EUR	71,79%	358.947,50		0,10%	0,09%
SOFINA SA 1.0000 21-28 23/09A	5.100.000	EUR	78,81%	4.019.488,50		1,10%	1,02%
EUR				21.911.789,00		5,99%	5,54%
DEV BANK OF JAPAN 2.625 17-27 01/09S	300.000	USD	96,02%	275.535,42		0,08%	0,07%
DEVELOPMENT BK OF 2.125 17-22 01/09S	500.000	USD	100,02%	478.334,69		0,13%	0,12%
EUROP.INVEST BK 4.875 06-36 15/02S	500.000	USD	116,38%	556.583,29		0,15%	0,14%
KOREA DEV BANK 3.00 12-22 14/09S	1.600.000	USD	100,03%	1.530.938,83		0,42%	0,39%
RECKITT BENCKISER TR S 2.75 17-24 26/06S	2.000.000	USD	98,03%	1.875.402,94		0,51%	0,47%
USD				4.716.795,17		1,29%	1,19%
EUROPEAN INVESTMENT 2.90 15-25 17/10S	3.800.000	AUD	97,61%	2.439.625,74		0,66%	0,62%
AUD				2.439.625,74		0,66%	0,62%
3I GROUP PLC EMTN 6.875 98-23 09/03A	1.600.000	GBP	102,35%	1.902.360,60		0,52%	0,48%
GBP				1.902.360,60		0,52%	0,48%
ASIAN DEVELOPMENT BAN2.375 20-23 29/04A	4.000.000	CNH	99,64%	568.628,19		0,16%	0,15%
KREDITANSTALT FUER 2.7 21-24 25/03A	4.000.000	CNH	99,47%	567.669,94		0,15%	0,14%
CNH				1.136.298,13		0,31%	0,29%
OBLIGATIONS-Emis(es) par un établissement de crédit				32.106.868,64		8,77%	8,12%
BELGIUM 0.50 17-24 22/10A	2.000.000	EUR	99,30%	1.985.960,00		0,54%	0,50%
BELGIUM 1.7 19-50 05/02A	300.000	EUR	82,30%	246.892,50		0,07%	0,06%
BELGIUM 4.00 12-32 28/03A	250.000	EUR	118,80%	296.997,50		0,08%	0,08%
GERMANY 0.10 12-23 15/04A	5.750.000	EUR	103,81%	7.088.302,33		1,94%	1,79%
GERMANY 0.10 15-26 15/04A	3.750.000	EUR	106,96%	4.635.583,23		1,27%	1,17%
GERMANY 0.10 15-46 15/04A	500.000	EUR	118,14%	687.849,26		0,19%	0,17%
GERMANY 0.50 14-30 15/04A	1.200.000	EUR	112,14%	1.559.359,18		0,43%	0,40%
GERMANY 1.50 13-23 15/02A	750.000	EUR	100,93%	756.997,50		0,21%	0,19%
IRELAND 1.50 19-50 15/05A	300.000	EUR	80,51%	241.543,50		0,07%	0,06%
NETHERLANDS 1.75 13-23 15/07A	1.250.000	EUR	101,30%	1.266.218,75		0,34%	0,32%
POLAND 3.375 12-24 09/07A	1.100.000	EUR	102,54%	1.127.989,50		0,31%	0,29%
ROMANIA 2.75 15-25 29/10A	500.000	EUR	97,45%	487.270,00		0,13%	0,12%
ROMANIA 3.875 15-35 29/10A	500.000	EUR	74,23%	371.165,00		0,10%	0,09%
ROMANIA REGS 2.875 14-24 28/10A	1.000.000	EUR	100,06%	1.000.555,00		0,27%	0,25%

Dénomination	Quantité au 30.06.22	Devise	Cours en devises	Evaluation (en EUR)	% détenu de l'OPC	% Portefeuille	% Actif Net
SERBIE INTERNATIONAL 1.00 21-28 23/09A	2.000.000	EUR	73,23%	1.464.620,00		0,40%	0,37%
SLOVAKIA ZCP 16-23 13/11U	1.000.000	EUR	99,06%	990.620,00		0,27%	0,25%
SPAIN 0.15 17-23 30/11A	7.200.000	EUR	105,11%	8.523.542,90		2,33%	2,16%
SPAIN 1.00 14-30 30/11A	1.000.000	EUR	107,42%	1.230.223,95		0,34%	0,31%
SPAIN 1.80 13-24 30/11A	4.200.000	EUR	110,24%	5.316.972,63		1,45%	1,35%
SPAIN INDEXED 0.65 17-27 30/11A	250.000	EUR	106,18%	303.417,52		0,08%	0,08%
EUR				39.582.080,25		10,82%	10,01%
NORWAY 1.75 15-25 13/03A	20.000.000	NOK	96,95%	1.877.332,69		0,51%	0,47%
NORWAY 2.00 12-23 24/05A	45.000.000	NOK	99,69%	4.343.439,42		1,19%	1,10%
NORWAY 3.00 14-24 14/03A	70.000.000	NOK	100,38%	6.803.257,90		1,86%	1,72%
NOK				13.024.030,01		3,56%	3,29%
POLOGNE 3.00 12-23 17/03S	1.000.000	USD	99,70%	953.665,88		0,26%	0,24%
ROMANIA REGS 4.375 13-23 22/08S	1.500.000	USD	99,88%	1.433.074,28		0,39%	0,36%
SOUTH AFRICA 4.665 12-24 17/01A	500.000	USD	99,41%	475.462,72		0,13%	0,12%
UNITED STATES 0.25 15-25 15/01S	3.000.000	USD	100,64%	3.530.264,93		0,96%	0,89%
UNITED STATES 0.375 13-23 15/07S	1.250.000	USD	101,80%	1.514.338,04		0,41%	0,38%
UNITED STATES 1.50 16-26 15/08S	500.000	USD	93,94%	449.268,26		0,12%	0,11%
UNITED STATES 2.25 16-46 15/08S	3.650.000	USD	80,41%	2.807.239,10		0,77%	0,71%
USA T NOTES INDEX 0.125 16-26 15/07S	500.000	USD	99,29%	573.558,29		0,16%	0,15%
US TREASURY N/B 2.5000 22-27 31/03S	1.000.000	USD	97,58%	933.360,04		0,26%	0,24%
USD				12.670.231,54		3,46%	3,20%
CZECH REPUBLIC 0.45 15-23 25/10A	130.000.000	CZK	92,50%	4.861.512,81		1,33%	1,23%
CZECH REPUBLIC 1.00 15-26 26/06A	13.500.000	CZK	84,07%	458.807,89		0,12%	0,12%
CZECH REPUBLIC 1.50 20-40 24/04A	25.000.000	CZK	60,73%	613.793,94		0,17%	0,15%
TCHEQUE REPUBLIQUE GOV 0.00 21-24 12/12U	3.000.000	CZK	86,47%	104.871,74		0,03%	0,03%
CZK				6.038.986,38		1,65%	1,53%
CANADA 0.25 20-22 01/08S	4.000.000	CAD	99,88%	2.962.678,43		0,81%	0,75%
CANADA 0.50 20-25 01/09S	950.000	CAD	92,28%	650.054,87		0,18%	0,16%
CANADA 1.00 17-22 01/09S	1.500.000	CAD	99,85%	1.110.592,86		0,30%	0,28%
CAD				4.723.326,16		1,29%	1,19%
POLAND 4.00 12-23 25/10A	14.500.000	PLN	95,91%	2.958.723,12		0,81%	0,75%
REPUBLIQUE DE POLOGNE 2.50 18-24 25/04A	8.500.000	PLN	91,77%	1.659.662,46		0,45%	0,42%
PLN				4.618.385,58		1,26%	1,17%
UNITED KINGDOM 0.125 20-23 31/03S	2.200.000	GBP	99,16%	2.534.204,23		0,69%	0,64%
GBP				2.534.204,23		0,69%	0,64%
MEXICO 5.75 15-26 05/03S	200.000	MXN	88,95	843.389,32		0,23%	0,21%
MXN				843.389,32		0,23%	0,21%
OBLIGATIONS-Emis(es) par un état				84.034.633,47		22,96%	21,24%
OBLIGATIONS				204.408.234,35		55,85%	51,67%
ALPHABET INC -A-	2.335	USD	2.179,26	4.867.351,00		1,33%	1,23%
ARISTA NETWORKS INC	26.000	USD	93,74	2.331.283,18		0,64%	0,59%
BLACKROCK INC	3.400	USD	609,04	1.980.712,61		0,54%	0,50%
BOSTON SCIENTIF CORP	119.000	USD	37,27	4.242.316,71		1,16%	1,07%
EMERSON ELECTRIC CO	28.000	USD	79,54	2.130.297,96		0,58%	0,54%
FEDEX CORP	19.500	USD	226,71	4.228.652,73		1,16%	1,07%
JOHNSON & JOHNSON	22.000	USD	177,51	3.735.444,07		1,02%	0,94%
MARVELL TECH --- REGISTERED SHS	42.000	USD	43,53	1.748.778,04		0,48%	0,44%
MICROSOFT CORP	19.000	USD	256,83	4.667.626,38		1,28%	1,18%
MONDELEZ INTERNATIONAL INC	72.000	USD	62,09	4.276.129,90		1,17%	1,08%
NEWMONT CORPORATION	175.850	USD	59,67	10.036.797,07		2,74%	2,54%
NIKE INC	42.000	USD	102,20	4.105.791,76		1,12%	1,04%
NVIDIA CORP	15.500	USD	151,59	2.247.496,29		0,61%	0,57%
PEPSICO INC	23.000	USD	166,66	3.666.535,94		1,00%	0,93%
S&P GLOBAL INC	7.000	USD	337,06	2.256.846,33		0,62%	0,57%
VISA INC -A-	24.000	USD	196,89	4.519.929,22		1,23%	1,14%
WALT DISNEY CO	21.000	USD	94,40	1.896.216,94		0,52%	0,48%
États-Unis				62.938.206,13		17,20%	15,91%
ARKEMA SA	25.000	EUR	84,92	2.123.000,00		0,58%	0,54%
CIE DE SAINT-GOBAIN	54.000	EUR	40,95	2.211.030,00		0,60%	0,56%
DANONE SA	56.500	EUR	53,26	3.009.190,00		0,82%	0,76%
VINCI SA	48.000	EUR	84,96	4.078.080,00		1,12%	1,03%
France				11.421.300,00		3,12%	2,89%
ABB LTD REG SHS	111.000	CHF	25,46	2.823.518,83		0,77%	0,71%

Dénomination	Quantité au 30.06.22	Devise	Cours en devises	Evaluation (en EUR)	% détenu de l'OPC	% Portefeuille	% Actif Net
BARRY CALLEBAUT - NAMEN-AKT ROCHE HOLDING LTD Suisse	1.500 13.650	CHF CHF	2.130,00 318,55	3.192.127,09 4.344.297,63 10.359.943,55		0,87% 1,19% 2,83%	0,81% 1,10% 2,62%
NN GROUP NV NXP SEMICONDUCTORS STELLANTIS N.V.-BEARER & REGISTERED SHS Pays-Bas	88.922 16.275 136.000	EUR USD EUR	43,34 148,03 11,79	3.853.879,48 2.304.450,95 1.603.712,00 7.762.042,43		1,05% 0,63% 0,44% 2,12%	0,97% 0,58% 0,41% 1,96%
SAMSUNG ELEC GDR REP.0.5 VGT HS -144A- SAMSUNG SDI CO LTD République de Corée du sud	2.350 10.400	USD KRW	1.091,00 512.000,00	2.452.388,92 3.922.758,03 6.375.146,95		0,67% 1,07% 1,74%	0,62% 0,99% 1,61%
AGNICO EAGLE MINES LTD Canada	142.131	USD	45,76	6.221.162,71 6.221.162,71		1,70% 1,70%	1,57% 1,57%
ASTRAZENECA PLC Royaume-Uni	49.000	GBP	108,00	6.147.769,52 6.147.769,52		1,68% 1,68%	1,55% 1,55%
INFINEON TECHNOLOGIES REG SHS MERCEDES-BENZ GROUP VONOVA SE Allemagne	91.000 37.000 57.500	EUR EUR EUR	23,09 55,22 29,40	2.101.190,00 2.043.140,00 1.690.500,00 5.834.830,00		0,57% 0,56% 0,46% 1,59%	0,53% 0,51% 0,43% 1,47%
MEDTRONIC HLD SMURFIT KAPPA PLC Irlande	23.500 90.000	USD EUR	89,75 32,08	2.017.432,68 2.887.200,00 4.904.632,68		0,55% 0,79% 1,34%	0,51% 0,73% 1,24%
IBERDROLA SA Espagne	470.000	EUR	9,90	4.651.120,00 4.651.120,00		1,27% 1,27%	1,18% 1,18%
HUHTAMAKI OYJ METSO OUTOTEC OYJ Finlande	50.200 255.000	EUR EUR	37,80 7,15	1.897.560,00 1.823.250,00 3.720.810,00		0,52% 0,50% 1,02%	0,48% 0,46% 0,94%
ASSA ABLOY -B- NEW I Suède	160.000	SEK	217,30	3.245.357,34 3.245.357,34		0,89% 0,89%	0,82% 0,82%
ANHEUSER-BUSCH INBEV Belgique	55.000	EUR	51,36	2.824.800,00 2.824.800,00		0,77% 0,77%	0,71% 0,71%
TAIWAN SEMICONDUCTOR CO ADR (REPR 5 SHS) Taiwan	36.000	USD	81,75	2.815.055,72 2.815.055,72		0,77% 0,77%	0,71% 0,71%
LEROY SEAFOOD GROUP ASA Norvège	174.000	NOK	69,95	1.178.390,42 1.178.390,42		0,32% 0,32%	0,30% 0,30%
ORSTED Danemark	3.000	DKK	741,90	299.287,99 299.287,99		0,08% 0,08%	0,08% 0,08%
ACTIONS				140.699.855,44		38,44%	35,56%
<u>AUTRES VALEURS MOBILIERES</u>							
ECONOPOLIS EM GOV BONDS O EUR CAP Directive 2009/65/CE - Inscrit auprès de la FSMA OPC-Obligations	40.000	EUR	106,00	4.240.000,00 4.240.000,00 4.240.000,00 4.240.000,00	25,17%	1,16% 1,16% 1,16% 1,16%	1,07% 1,07% 1,07% 1,07%
OPC A NOMBRE VARIABLE DE PARTS							
BEFIMMO SA 2.175 17-27 12/04A COFINIMMO FL.R 20-28 21/02Q COFINIMMO SA 2.00 16-24 09/12A DUVEL MOORTGAT NV 2.15 18-26 05/06A KINEPOLIS GROUP NV 2.9 17-27 15/12A MATEXI NV 3.750 16-23 22/06A UNI BRUSSEL 1.653 15-35 30/10A EUR	200.000 1.700.000 3.000.000 1.500.000 4.500.000 1.800.000 875.000	EUR EUR EUR EUR EUR EUR EUR	91,20% 88,29% 100,06% 97,81% 94,40% 96,72% 87,41%	182.404,00 1.500.923,94 3.001.815,00 1.467.148,08 4.248.027,49 1.740.924,00 764.852,21 12.906.094,72		0,05% 0,41% 0,82% 0,40% 1,16% 0,47% 0,21% 3,52%	0,05% 0,38% 0,76% 0,37% 1,08% 0,44% 0,19% 3,27%
OBLIGATIONS-Emis(es) par une entreprise privée				12.906.094,72		3,52%	3,27%

Dénomination	Quantité au 30.06.22	Devise	Cours en devises	Evaluation (en EUR)	% détenu de l'OPC	% Portefeuille	% Actif Net
OBLIGATIONS				12.906.094,72		3,52%	3,27%
TOTAL PORTEFEUILLE				366.003.907,01	100,00%	92,52%	
CACEIS BANK, BELGIUM BRANCH		DKK	7.474.873,21			1,89%	
CACEIS BANK, BELGIUM BRANCH		JPY	7.392.822,56			1,87%	
CACEIS BANK, BELGIUM BRANCH		EUR	6.656.181,41			1,68%	
CACEIS BANK, BELGIUM BRANCH		CHF	4.453.023,55			1,12%	
CACEIS BANK, BELGIUM BRANCH		NOK	3.117.782,45			0,79%	
CACEIS BANK, BELGIUM BRANCH		GBP	536.846,76			0,14%	
CACEIS BANK, BELGIUM BRANCH		KRW	430.967,05			0,11%	
CACEIS BANK, BELGIUM BRANCH		CAD	103.429,32			0,03%	
CACEIS BANK, BELGIUM BRANCH		PLN	29.005,50			0,01%	
CACEIS BANK, BELGIUM BRANCH		AUD	27.658,66			0,01%	
CACEIS BANK, BELGIUM BRANCH		CZK	16.533,42			0,00%	
CACEIS BANK, BELGIUM BRANCH		SEK	19.858,44			0,00%	
CACEIS BANK, BELGIUM BRANCH		CNH	704,38			0,00%	
CACEIS BANK, BELGIUM BRANCH		MXN	1.655,66			0,00%	
CACEIS BANK, BELGIUM BRANCH		HKD	10.766,75			0,00%	
Avoirs bancaires à vue				30.272.109,12			7,65%
DEPOTS ET LIQUIDITES				30.272.109,12			7,65%
CREANCES ET DETTES DIVERSES				-1.144.936,33			-0,29%
AUTRES				478.079,97			0,12%
TOTAL DE L'ACTIF NET				395.609.159,77			100,00%

2.4.2 . Répartition des actifs (en % du portefeuille)

Par pays		
Afrique du Sud		0,13%
Allemagne		6,64%
Autriche		0,10%
Belgique		18,45%
Canada		2,99%
Colombie		0,40%
Danemark		0,08%
Espagne		5,47%
États-Unis		24,08%
Finlande		1,02%
France		6,01%
Hong-Kong		0,13%
Irlande		2,33%
Japon		0,21%
Luxembourg		3,45%
Mexique		0,23%
Norvège		4,14%
Pays-Bas		8,59%
Philippines		0,16%
Pologne		1,83%
République de Corée		2,16%
République tchèque		1,65%
Roumanie		0,90%
Royaume-Uni		3,99%
Slovaquie		0,27%
Suède		0,99%
Suisse		2,83%

Par pays	
Taiwan	0,77%
TOTAL	100,00%

Par secteur	
Art graphique, maison d'édition	0,62%
Articles de bureaux et ordinateurs	0,89%
Autre	0,10%
Banques et institutions financières	1,00%
Bien de consommation divers	1,03%
Biotechnologie	0,39%
Cantons, Etats fédéraux, provinces, etc.	0,08%
Chimie	2,01%
Compagnies d'assurance	2,20%
Construction de machines et appareils	0,89%
Constructions, matériaux de construction	0,25%
Distribution, commerce de détail	1,82%
Electronique et semiconducteurs	4,33%
Electrotechnique et électronique	3,07%
Energie et eau	2,72%
Fonds d'investissement	2,18%
Holding et sociétés financières	8,68%
Industrie agro-alimentaire	4,43%
Industrie automobile	2,51%
Industrie pharmaceutique et cosmétique	5,93%
Industries d'emballage	0,03%
Internet et services d'Internet	3,65%
Métaux et pierres précieuses	4,44%
Métaux non ferreux	1,52%
Organisations supranationales	0,97%
Papier et bois	0,79%
Pays et gouvernements	22,96%
Restauration, industrie hôtelière	1,95%
Secteurs divers	0,34%
Service de santé publique et service social	1,46%
Services divers	1,31%
Sociétés immobilières	10,09%
Tabac et alcool	1,25%
Télécommunication	1,62%
Textile et habillement	1,33%
Transports	1,16%
TOTAL	100,00%

Par devise	
AUD	0,67%
CAD	1,29%
CHF	2,83%
CNH	0,31%
CZK	1,65%
DKK	0,08%

Par devise	
EUR	52,01%
GBP	3,31%
KRW	1,07%
MXN	0,23%
NOK	4,14%
PLN	1,26%
SEK	0,89%
USD	30,26%
TOTAL	100,00%

2.4.3 . Changement dans la composition des actifs (en EUR)

Taux de rotation

		1er SEMESTRE
Achats		148.389.236,06
Ventes		86.641.462,47
Total 1		235.030.698,53
Souscriptions		75.531.357,33
Remboursements		19.904.464,27
Total 2		95.435.821,60
Moyenne de référence de l'actif net total		393.275.121,09
Taux de rotation		35,50%

Un chiffre proche de 0% montre que les transactions portant, selon le cas, sur les valeurs mobilières ou sur les actifs, à l'exception des dépôts et liquidités, ont été réalisées, durant une période déterminée, en fonction uniquement des souscriptions et des remboursements. Un pourcentage négatif indique que les souscriptions et les remboursements n'ont donné lieu qu'à un nombre limité de transactions ou, le cas échéant, à aucune transaction dans le portefeuille.

La liste détaillée des transactions qui ont eu lieu pendant l'exercice est disponible sans frais chez CACEIS Bank, Belgium Branch, Avenue du Port, 86C boite 320, 1000 Bruxelles, qui assure le service financier.

2.4.4 . Evolution des souscriptions et des remboursements ainsi que de la valeur nette d'inventaire

R

Période	Evolution du nombre d'actions en circulation						Montants payés et reçus par l'OPC (EUR)				Valeur nette d'inventaire Fin de période (en EUR)		
	Souscrites		Remboursées		Fin de période		Souscriptions		Remboursements		du compartiment	d'une action	
Année	Cap.	Dis.	Cap.	Dis.	Cap.	Dis.	Total	Cap.	Dis.	Cap.	Dis.		
2020	473.831,44		304.222,33		2.432.159,52		2.432.159,52	56.015.980,19		35.549.769,76		294.494.146,73	121,08
2021	677.767,14		214.860,31		2.895.066,35		2.895.066,35	86.189.613,90		27.238.864,96		381.220.511,72	131,68
01.01.22 - 30.06.22	495.569,39	123.845,32	156.153,52	3.355,82	3.234.482,21	120.489,50	3.354.971,72	63.235.052,64	12.296.304,69	19.577.098,00	327.366,27	395.609.159,77	118,99
													89,06

2.4.5 . Performances

* Il s'agit de chiffres du passé qui ne constituent pas un indicateur de performance future. Ces chiffres ne tiennent pas compte d'éventuelles restructurations.

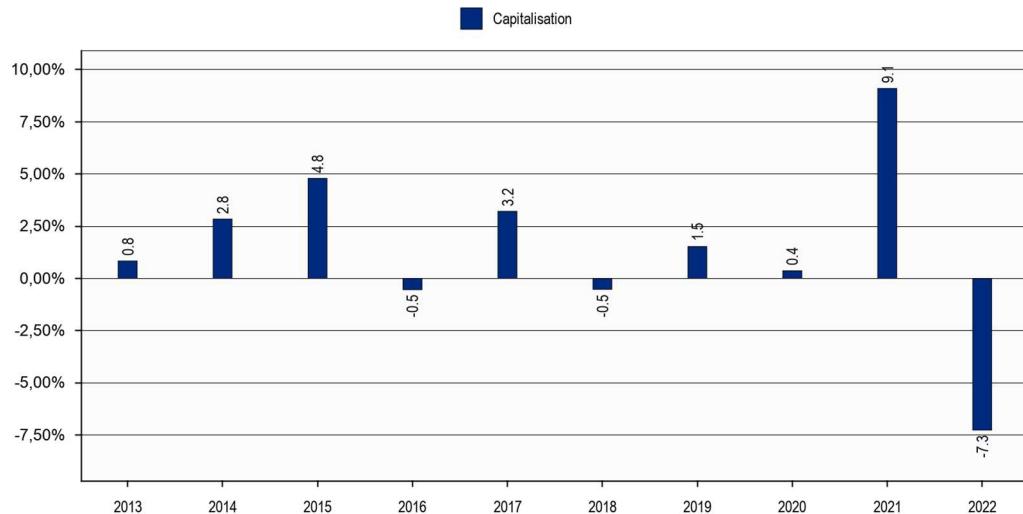
* Les rendements sont arrêtés à la fin de l'exercice comptable. Pour le rapport semestriel, l'exercice comptable s'entend de la période de 12 mois qui précède la clôture du semestre.

* Par rendement annuel, il faut entendre le rendement absolu obtenu sur une année.

* Diagramme en bâtons avec rendement annuel des 10 dernières années (en % et calculés en EUR):

R

Rendement annuel



* Tableau des performances historiques (rendements actuariels)

Capitalisation

1 an	3 ans	5 ans	10 ans
Part	Part	Part	Part
-7,26% (en EUR)	0,51% (en EUR)	0,51% (en EUR)	1,35% (en EUR)

* Les chiffres de performances présentés ci-dessus ne tiennent pas compte des commissions et frais liés aux émissions et rachats de parts.

* Il s'agit des chiffres de performances des parts de capitalisation. Le calcul de la performance annualisée sur une période n donnée est établi selon la formule suivante:

$$P(t; t+n) = \left(\frac{VNI_{t+n}}{VNI_t} \right)^{\frac{1}{n}} - 1$$

avec

- P(t; t+n) la performance de t à t+n
- VNI t+n la valeur nette d'inventaire par part en t+n
- VNI t la valeur nette d'inventaire par part en t
- n la période sous revue

2.4.6 . Frais

Frais courants

- Part de capitalisation : 1,44%

Etant donné que la part de distribution n'a pas encore un exercice fiscal complet, il n'y a pas suffisamment de données pour fournir des informations utiles liés aux frais courants.

* Les frais courants sont calculés sur les 12 derniers mois.

* Les frais suivants ne sont pas repris dans le total des frais courants :

- les frais de transaction;
- les commissions de performances.

Existence de certaines rémunérations, commissions ou d'avantages non-monétaires (soft commissions)

Non applicable.

Existence de fee-sharing agreements

Néant.

2.4.7 . Notes aux états financiers et autres informations

NOTE 1 - Valeurs mobilières, instruments du marché monétaire, OPC et instruments financiers dérivés

Le poste « II. A. a. Obligations » du bilan contient non seulement des obligations à long terme, mais aussi des obligations à court terme dont la date d'échéance est inférieure à 397 jours :

Code ISIN	Dénomination	Date d'échéance
XS0084657039	3I GROUP PLC EMTN 6.875 98-23 09/03A	09.03.23
XS1713464441	ADLER REAL ESTATE AG 1.875 18-23 27/04A	27.04.23
XS0809847667	AKZO NOBEL NV 2.625 12-22 27/07A	27.07.22
US037833DV96	APPLE INC 0.7500 20-23 11/05S	11.05.23
BE0002286558	ARGAN 3.25 17-23 04/07A	04.07.23
XS2249906699	ASIAN DEVELOPMENT BAN2.375 20-23 29/04A	29.04.23
BE6254003252	BARRY CALLEBAUT SV 5.50 13-23 15/06S	15.06.23
CA135087L286	CANADA 0.25 20-22 01/08S	01.08.22
CA135087G732	CANADA 1.00 17-22 01/09S	01.09.22
DE000A2RYD83	DAIMLER INTL FI 0.625 19-23 27/02A	27.02.23
DE000A19UNN9	DAIMLER INTL FIN FL.R 18-23 11/01Q	11.01.23
XS1668898981	DEVELOPMENT BK OF 2.125 17-22 01/09S	01.09.22
DE0001030542	GERMANY 0.10 12-23 15/04A	15.04.23
DE0001102309	GERMANY 1.50 13-23 15/02A	15.02.23
XS1253558388	HJ HEINZ CO 2.00 15-23 30/06A	30.06.23
US500630BX56	KOREA DEV BANK 3.00 12-22 14/09S	14.09.22
BE6287654170	MATEXI NV 3.750 16-23 22/06A	22.06.23
NL0010418810	NETHERLANDS 1.75 13-23 15/07A	15.07.23
NO0010646813	NORWAY 2.00 12-23 24/05A	24.05.23
US713448EY04	PEPSICO INC 0.7500 20-23 01/05S	01.05.23
US731011AT95	POLOGNE 3.00 12-23 17/03S	17.03.23
US31562QAF46	STELLANTIS 5.25 15-23 15/04S	15.04.23
BE0002232016	TESSENDERLO CHEMIE NV 2.875 15-22 15/07A	15.07.22
GB00BL68HG94	UNITED KINGDOM 0.125 20-23 31/03S	31.01.23
US912828VM96	UNITED STATES 0.375 13-23 15/07S	15.07.23
BE0002677582	VGP NV 2.7500 19-23 02/04A	02.04.23

NOTE 2 - Autres produits

Le poste « III. B. Autres » du compte de résultats est composé de frais CSDR.

NOTE 3 - Autres charges

Le poste « IV. K. Autres charges (-) » du compte de résultats est principalement composé de contributions payées à la FSMA pour ses frais de fonctionnement.

NOTE 4 – Nombre d'actions à la fin de la période

Au 30.06.22, sur un total de 3.234.482,21 actions de capitalisation, un nombre de 190.063,47 actions a été incorporé pour un montant de 24.441.508,36 euros, et au total de 120.489,50 actions de distribution un nombre de 115.364,98 actions a été incorporé pour un montant de 11.536.497,80 euros, résultant de la fusion en date du 29.03.22 avec les compartiments SUSTAINABLE, commercialisés par la SICAV CRELAN FUND.

NOTE 5 – SFDR

Les compartiments favorisent, entre autres caractéristiques, les caractéristiques environnementales, sociales et de gouvernance (appelées « ESG ») et sont soumis à l'Article 8 du règlement (UE) 2019/2088 du Parlement Européen et du Conseil du 27 novembre 2019 sur la publication d'informations en matière de durabilité dans le secteur des services financiers (la « Réglementation SFDR »). Le prospectus en date du 13 avril 2022 a été publié afin de décrire la manière dont les risques en matière de durabilité sont intégrés dans les décisions d'investissement dans le respect des objectifs et politiques d'investissement des Compartiments, en particulier, les informations sur la manière dont les caractéristiques environnementales, sociales et de gouvernance sont respectées; ainsi que les résultats de l'évaluation des incidences probables des risques en matière de durabilité sur le rendement des compartiments.

3 . INFORMATIONS SUR LE COMPARTIMENT ECONOSTOCKS

3.1 . RAPPORT DE GESTION

3.1.1 . Date de lancement du compartiment et prix de souscription des parts

Le 02/12/2013 au prix de 100,00 EUR par part de capitalisation et de distribution.

3.1.2 . Cotation en bourse

Non applicable.

3.1.3 . Objectif et lignes de force de la politique de placement

Objectif du compartiment

Le compartiment investit dans des actions de sociétés sans limite géographique et dans des titres qui donnent accès au capital de ces sociétés. Le compartiment vise une expansion du capital à long terme.

Une diversification efficace est substantielle dans la politique d'investissement.

Aucune garantie formelle n'est octroyée au compartiment, ni à ses participants.

Indice de référence : Aucun.

Le compartiment est géré de manière active : le gestionnaire du portefeuille d'investissement dispose d'une certaine discréption dans la composition du portefeuille du compartiment dans le respect des objectifs et de la politique d'investissement du compartiment.

Politique de placement du compartiment

Catégories d'actifs autorisés

Pour atteindre son objectif, le compartiment investit essentiellement dans un portefeuille constitué d'actions de sociétés et diversifié d'un point de vue géographique et sectoriel. Le compartiment investit tant dans des sociétés qui sont actives sur les marchés développés (Europe, Etats Unis et Japon) que dans de sociétés actives sur les marchés émergents (« emerging markets »). Parmi les sociétés sélectionnées, au moins 80% sera investi dans des sociétés qui répondent aux tendances à long terme, définies par Econopolis Wealth Management, en particulier: (1) l'agriculture et l'alimentation, (2) l'énergie, (3) les matières premières, (4) l'ICT (technologies de l'information et des communications) et (5) les activités qui répondent à la croissance, le vieillissement et l'urbanisation de la population mondiale. Ce dernier groupe comprend entre autre les soins de santé, les produits de consommation ainsi que d'autres produits liés à l'amélioration du niveau de vie, la mobilité et la communication, etc. Les décisions d'investissement dans d'autres secteurs sont prises par le Conseil d'Administration sur proposition d'Econopolis Wealth Management SA. Pour d'autres restrictions d'investissement, veuillez consulter le chapitre « Aspects sociaux, éthiques et environnementaux » ci-dessous.

À titre accessoire, le compartiment pourra investir jusqu'à 10% de son portefeuille d'investissement en instruments du marché monétaire, en parts d'organisme de placement collectif.

La politique d'investissement respecte les règles définies par l'Arrêté Royal de 2012.

Transactions sur instruments financiers dérivés autorisés

Sous réserve du respect des dispositions légales applicables et des règles imposées par le Conseil d'administration, le compartiment peut utiliser des instruments financiers dérivés, à la fois comme instruments de couverture et afin d'atteindre les objectifs d'investissement du compartiment. Les produits financiers dérivés utilisés sont basés sur des actions ou indices boursiers ou sur des titres assimilables à des actions (options, futures, contrats à terme, swaps, etc.), des obligations ou indices obligataires (swaps de taux d'intérêt, contrats à terme, credit default swaps, futures, etc.) ou sur des actifs liquides dans différentes devises. Cette liste n'est pas exhaustive et dépend des objectifs d'investissement du compartiment. Ces instruments sont généralement utilisés pour imiter ou neutraliser les risques inhérents à un investissement plus ciblé et plus souple dans les titres sous-jacents. Leur utilisation n'augmente pas en soi le profil de risque de ce compartiment.

Garanties financières

Lorsque le compartiment conclut des opérations sur instruments financiers dérivés de gré à gré, le compartiment veille à recevoir des espèces à titre de garantie financière (collateral) et cela dans un but de réduction de l'exposition du risque de contrepartie et conformément aux règles applicables.

Les garanties financières en espèces seront majoritairement placées en dépôts auprès d'entités éligibles et/ou utilisées en obligations d'Etat de haute qualité et en OPC monétaires à court terme. Les garanties financières en espèces seront réinvesties conformément à la réglementation en vigueur.

Le compartiment appliquera une politique de décote de 10% sur les garanties financières en espèces reçues dans une devise différente de la devise d'exposition du compartiment.

Limits de la politique de placement

Le compartiment peut détenir des liquidités sous forme de comptes courants ou dépôts bancaires (<10%). En plus des règles susmentionnées, la politique d'investissement du compartiment correspond à la politique définie dans l'Arrêté Royal de 2012 pour les OPC qui répondent aux conditions de la Directive 2009/65/CE.

Le compartiment ne peut pas investir directement dans des "titrisations" ou des "positions de titrisation" au sens du Règlement (UE) 2017/2402 du Parlement Européen et du Conseil du 12 décembre 2017 créant un cadre général pour la titrisation ainsi qu'un cadre spécifique pour les titrisations simples, transparentes et standardisées.

Le compartiment n'investira pas plus de 10% de son portefeuille en actions de marchés émergents et frontières.

Description de la stratégie générale visant à couvrir le risque de change

Le risque de change n'est pas systématiquement couvert. Les gestionnaires décident de ne pas couvrir ou de couvrir entièrement ou partiellement le risque de change en fonction de leurs attentes quant à l'évolution des devises par rapport à l'Euro. En conséquence, les frais généraux du compartiment liés à cette stratégie ne subiront pas d'impact important, les frais de transaction restant faibles. En revanche, le compartiment reste exposé à l'évolution du marché des devises et donc, le coût réel de la stratégie de couverture peut être déterminé, au prorata des actifs investis, sur base de la différence entre le taux d'intérêt de la devise du compartiment et le taux d'intérêt de la devise vis-à-vis de laquelle une couverture de change doit être établie.

La volatilité de la valeur nette d'inventaire peut être élevée en raison de la composition du portefeuille.

Aspects sociaux, éthiques et environnementaux

Règlement SFDR

Le compartiment est soumis à l'article 8 du Règlement SFDR.

Le compartiment promeut certaines caractéristiques environnementales et/ou sociales et des pratiques de bonne gouvernance mais n'a pas pour objectif un investissement durable.

La durabilité est un pilier essentiel du gestionnaire du portefeuille. Le compartiment promeut certaines caractéristiques ESG (référant à l'aspect Environnement, Social et de Gouvernance). La sélection des différents actifs repose sur une procédure qui combine différentes stratégies et filtres afin d'aboutir un univers d'investissement. Ce processus comprend la combinaison d'une approche d'exclusion dite négative (portant sur l'entreprise elle-même ou l'activité qu'elle génère) et d'une approche d'exclusion dite positive ("best-in-universe") basée sur les recherches menées de manière indépendante.

De plus, le compartiment prend également en compte un certain nombre de positions clairement définies envers les activités controversées.

Les entreprises ne respectant pas les normes internationales telles que définies dans les "Principes du Pacte Mondial des Nations Unies" (UNGCI) ou les réglementations nationales, sont exclues de facto d'une éligibilité du compartiment.

Tous les détails sur la stratégie d'investissement durable du compartiment sont disponibles dans la rubrique "Politique d'investissement durable" sur le site www.crelan.be ou dans le prospectus.

3.1.4 . Gestion financière du portefeuille

Voir 1. Informations générales sur la société d'investissement, 1.1. Organisation de la société d'investissement.

3.1.5 . Distributeurs

Voir 1. Informations générales sur la société d'investissement, 1.1. Organisation de la société d'investissement.

3.1.6 . Indice et benchmark

Non applicable.

3.1.7 . Politique suivie pendant l'exercice

ACTIONS

Au sein du portefeuille, nous avons accordé ces derniers mois plus d'attention à des secteurs moins sensibles à la conjoncture. Au premier semestre, nous avons donc acheté, dans le secteur de la **Consommation de base**, des actions de PepsiCo (boissons, snacks, céréales petit-déjeuner), AB Inbev (brasseur de bière), Mondelez (snacks et friandises) et Lerøy Seafood (saumon). Nous avons échangé notre position dans Nestlé (café, chocolat et aliments pour animaux) contre Barry Callebaut, spécialiste du chocolat. Danone, spécialiste des produits laitiers, était également un nouveau venu. L'entreprise s'est dotée d'un tout nouveau top management expérimenté, dirigé par Antoine De Saint-Affrique. La nouvelle direction s'attelle à la relance de la croissance chez Danone. Nous avons vendu Henkel parce que l'entreprise souffre beaucoup de l'inflation élevée et parce que les marges bénéficiaires de l'entreprise restent sous pression.

Les **soins de santé** sont peu sensibles à la conjoncture et tournés vers l'avenir car ils répondent au vieillissement de la population et à l'importance croissante des marchés émergents. C'est pourquoi ce secteur représente une part importante du portefeuille. Dans le secteur, nous avons pris une position dans Medtronic. Cette entreprise propose des solutions innovantes pour le traitement de plus de 70 maladies, de la maladie de Parkinson au diabète. Medtronic se distingue surtout dans les appareils médicaux. Nous avons pris un bénéfice sur le spécialiste du diabète Novo Nordisk et acheté des actions de la société pharmaceutique européenne en pleine croissance AstraZeneca et de Johnson & Johnson (médicaments, médicaments sans prescription et appareils médicaux).

Dans le secteur des **Biens de consommation durables**, nous avons acheté des actions de la société de luxe Kering, mais avons ensuite échangé cette participation contre EssilorLuxottica, moins sensible à la conjoncture. Cette entreprise est un acteur fortement intégré verticalement dans le domaine des soins oculaires. Leader mondial des verres de lunettes et montures, il a construit un impressionnant réseau de plus de 18 000 magasins d'optique, notamment via la reprise de GrandVision (Pearle). Nous avons acheté des actions du fabricant d'articles de sport Nike, qui devraient pouvoir continuer à croître durant les prochaines années, surtout en Chine.

Dans le secteur de l'**Industrie**, nous avons pris un bénéfice sur Schneider Electric en raison du potentiel haussier limité du cours. Nous avons partiellement réduit notre position dans ABB, spécialisée dans l'électrification et l'automatisation/robotisation. Les fondamentaux de l'entreprise sont solides mais nous ne sommes pas aveugles face aux vents contraires qu'elle subit à court terme. Nous avons augmenté le poids de Vinci. Ce groupe de construction et de concessions devrait bénéficier de la (poursuite) de la normalisation du trafic routier (concessions autoroutières) et aérien (concessions aéroportuaires). Nous avons acheté des actions dans la société de livraison de colis FedEx. Le nouveau CEO (le deuxième depuis la création de l'entreprise) mise beaucoup sur l'amélioration de la rentabilité de l'entreprise et sur une rémunération plus élevée des actionnaires. La société a augmenté son dividende de plus de 50% et vise une croissance bénéficiaire annuelle moyenne de 14 à 19% pour les 3 prochains exercices. Nous avons pris une position dans Emerson Electric. Cette entreprise est notamment active dans l'automatisation, les systèmes de ventilation et de chauffage, les outils et les compresseurs. Nous avons vendu la participation dans Daimler Trucks et augmenté légèrement la position dans l'entreprise d'emballage Smurfit Kappa et dans Assa Abloy (serrures et contrôle d'accès).

Dans le **secteur financier**, nous avons initié 2 nouvelles positions : BlackRock et S&P Global. BlackRock est le plus grand gestionnaire de fonds du monde. Le groupe propose une large gamme de fonds gérés activement. En outre, BlackRock est également l'un des principaux acteurs dans les instruments d'investissement passifs (ETF), ce qui lui permet de profiter du glissement vers l'investissement passif. Les activités de BlackRock sont très rentables, relativement peu capitalistiques et présentent un potentiel de croissance supplémentaire. S&P Global est surtout connue comme agence de notation. Cette activité représente environ un tiers des bénéfices et est très rentable car le marché est oligopolistique. Par ailleurs, l'entreprise est un important fournisseur de données et de services pour le secteur financier et pour le secteur des transports.

Dans le secteur des **Matériaux**, nous avons réduit de moitié la position dans la société minière aurifère Newmont Mining. L'entreprise réalise de solides performances, mais l'évolution des résultats de l'entreprise dépend fortement du prix de l'or qui a été sous pression. Nous avons vendu notre position dans la société de peintures et revêtements Akzo Nobel. Les marges de l'entreprise restent sous pression en raison de l'inflation élevée des coûts tandis que la demande risque de souffrir du ralentissement économique.

Dans le secteur des **Technologies de l'information**, des actions ont été acquises dans la société de cartes de paiement Visa, dans le spécialiste sud-coréen des batteries Samsung SDI, dans le fabricant de puces TSMC et dans la société de logiciels Salesforce. Nous avons pris une première position dans ASML, un acteur crucial dans l'industrie des semi-conducteurs. Cette entreprise développe et fabrique des machines de lithographie complexes utilisées pour la production de puces de plus en plus petites, omniprésentes dans de nombreux produits.

En matière de **Utilities**, nous avons acquis des actions dans la société espagnole Iberdrola, un acteur de premier plan dans le domaine de l'énergie durable. L'entreprise tire également une grande partie de ses revenus de l'exploitation de réseaux électriques, une activité stable et hautement prévisible.

Dans le secteur de la **Communication**, nous avons acheté des actions dans Alphabet, la société mère de, notamment, Google et YouTube. En outre, nous avons pris une première position dans la société de divertissement Walt Disney Company, un acteur mondial de l'industrie des médias et du divertissement. L'entreprise dispose d'un large éventail de personnages emblématiques du cinéma (d'animation) qui permettent au groupe de consolider ou de renforcer sa position de force dans l'industrie cinématographique et les parcs à thème et complexes touristiques. Par ailleurs, le groupe est également actif dans l'industrie de la télévision américaine et mise en outre sur le développement du service de streaming Disney+.

3.1.8 . Politique future

ACTIONS

Au premier semestre, diverses modifications ont été apportées dans le volet actions du compartiment, principalement en raison des développements macroéconomiques. Au sein du portefeuille d'actions, nous sommes restés très attentifs à la diversification, tant au niveau des régions et des secteurs que des entreprises. Grâce à un portefeuille encore plus équilibré géographiquement (pondération accrue des actions américaines), nous voulons profiter des développements macroéconomiques plus favorables aux USA qu'en Europe. Le portefeuille constitue un mélange de sociétés de croissance plus marquées et de sociétés caractérisées par une croissance plus basse mais un flux de revenus stable. Dans les mois à venir, nous voulons continuer à surveiller la diversification au sein du portefeuille comme moyen de limiter la volatilité d'une part, mais aussi comme moyen de générer du rendement. Une éventuelle poursuite du ralentissement de l'économie et ses conséquences pour les entreprises en portefeuille constituent un point d'attention important.

3.1.9 . Indicateur synthétique de risque et de rendement

Le compartiment ECONOSTOCKS présente actuellement un profil de risque et de rendement de niveau 5 sur une échelle de 1 (risque le plus faible) à 7 (risque le plus élevé). La classe de risque au moment de la création du compartiment était de 6.

L'indicateur synthétique de risque et de rendement est calculé, conformément aux dispositions du Règlement 583/2010 (CESR). L'indicateur synthétique de risque et de rendement⁵ classe le Compartiment sur une échelle sur la base de ses résultats passés en matière de volatilité. Cette échelle se présente comme une série de catégories identifiées par des nombres entiers allant de 1 à 7, classées par ordre croissant de gauche à droite et représentant les niveaux de risque et de rendement, du plus faible au plus élevé.

Les données historiques, utilisées pour calculer l'indicateur synthétique de risque et de rendement, pourraient ne pas constituer une indication fiable du profil de risque futur du Compartiment.

Il n'est pas certain que la catégorie de risque et de rendement affichée demeure inchangée au fil de temps. Le classement du Compartiment est susceptible d'évoluer dans le temps.

La catégorie de risque la plus basse n'est pas synonyme d'investissement sans risque.

La catégorie de risque 5 correspond à un potentiel élevé de gain et/ou de perte de la valeur du portefeuille, qui s'explique par son investissement dans des actions de sociétés sans limitation géographique ou sectorielle.

3.2 . BILAN

	Au 30.06.22 (en EUR)	Au 30.06.21 (en EUR)
SECTION 1: SCHEMA DU BILAN		
TOTAL DE L'ACTIF NET	222.402.108,90	201.446.673,74
II. Valeurs mobilières, instruments du marché monétaire, OPC et instruments financiers dérivés	214.606.300,87	194.376.439,06
C. Actions et autres valeurs assimilables à des actions	214.606.300,87	194.376.439,06
a. Actions		
IV. Crédances et dettes à un an au plus	-1.260.231,42	-6.186.718,03
A. Crédances		
a. Montants à recevoir	542.423,73	1.103.806,09
b. Avoirs fiscaux	388.871,06	266.553,68
B. Dettes		
a. Montants à payer (-)	-56.053,00	-309.727,31
b. Dettes fiscales (-)		-195.972,89
c. Emprunts (-)	-2.135.473,21	-7.051.377,60
V. Dépôts et liquidités	10.193.531,68	14.197.328,98
A. Avoirs bancaires à vue	10.193.531,68	14.197.328,98
VI. Comptes de régularisation	-1.137.492,23	-940.376,27
C. Charges à imputer (-)	-1.137.492,23	-940.376,27
TOTAL CAPITAUX PROPRES	222.402.108,90	201.446.673,74
A. Capital	257.825.322,40	173.760.108,79
B. Participations au résultat	-1.967.598,05	3.116.463,52
C. Résultat reporté	7.993.269,36	2.897.964,01
D. Résultat de l'exercice (du semestre)	-41.448.884,81	21.672.137,42

3.3 . COMPTE DE RESULTATS

	Au 30.06.22 (en EUR)	Au 30.06.21 (en EUR)
SECTION 3: SCHEMA DU COMPTE DE RÉSULTATS		
I. Réductions de valeur, moins-values et plus-values	-42.562.614,95	21.390.478,03
C. Actions et autres valeurs assimilables à des actions	-50.409.204,45	19.620.533,57
a. Actions	2,55	
D. Autres valeurs mobilières	7.846.586,95	1.769.944,46
H. Positions et opérations de change		
b. Autres positions et opérations de change		
II. Produits et charges des placements	3.328.466,91	1.959.464,90
A. Dividendes	3.789.374,04	2.281.972,41
B. Intérêts	328,07	
b. Dépôts et liquidités	-89.146,37	-65.055,35
C. Intérêts d'emprunts (-)		
E. Précomptes mobiliers (-)	-372.088,83	-257.452,16
b. D'origine étrangère		
III. Autres produits	294,65	
B. Autres	294,65	
IV. Coûts d'exploitation	-2.215.031,42	-1.677.805,51
A. Frais de transaction et de livraison inhérents aux placements (-)	-108.111,67	-75.730,98
C. Rémunération due au dépositaire (-)	-35.340,19	-27.798,66
D. Rémunération due au gestionnaire (-)		
a. Gestion financière		
R	-776.799,97	-574.256,63
b. Gestion administrative et comptable	-33.317,59	-27.216,03
c. Rémunération commerciale		
R	-1.113.879,27	-821.089,66
E. Frais administratifs (-)	-6.807,49	-10.418,46
F. Frais d'établissement et d'organisation (-)	-175,14	-2.037,26
G. Rémunérations, charges sociales et pensions (-)	-1.402,10	-1.387,96
H. Services et biens divers (-)	-18.161,75	-16.332,32
J. Taxes	-99.845,40	-91.001,49
K. Autres charges (-)	-21.190,85	-30.536,06
Produits et charges de l'exercice (du semestre)	1.113.730,14	281.659,39
Sous Total II + III + IV		
V. Bénéfice courant (perte courante) avant impôts sur le résultat	-41.448.884,81	21.672.137,42
VII. Résultat de l'exercice (du semestre)	-41.448.884,81	21.672.137,42

3.4 . COMPOSITION DES ACTIFS ET CHIFFRES-CLES

3.4.1 . Composition des actifs au 30.06.22

Dénomination	Quantité au 30.06.22	Devise	Cours en devises	Evaluation (en EUR)	% Portefeuille	% Actif Net
<u>VALEURS MOBILIERES ET INSTRUMENTS DU MARCHE MONETAIRE NEGOCIES SUR UN MARCHE REGLEMENTE OU SUR UN MARCHE SIMILAIRE</u>						
ALPHABET INC -A-	3.300	USD	2.179,26	6.878.911,47	3,21%	3,09%
ARISTA NETWORKS INC	40.000	USD	93,74	3.586.589,51	1,67%	1,61%
BLACKROCK INC	5.875	USD	609,04	3.422.554,88	1,60%	1,54%
BOSTON SCIENTIF CORP	198.000	USD	37,27	7.058.644,60	3,29%	3,17%
EMERSON ELECTRIC CO	40.000	USD	79,54	3.043.282,80	1,42%	1,37%
FEDEX CORP	31.000	USD	226,71	6.722.473,58	3,13%	3,02%
JOHNSON & JOHNSON	42.000	USD	177,51	7.131.302,31	3,32%	3,21%
MICROSOFT CORP	26.500	USD	256,83	6.510.110,48	3,03%	2,93%
MONDELEZ INTERNATIONAL INC	125.000	USD	62,09	7.423.836,63	3,46%	3,34%
NEWMONT CORPORATION	98.000	USD	59,67	5.593.438,23	2,61%	2,51%
NIKE INC	65.000	USD	102,20	6.354.201,54	2,96%	2,86%
NVIDIA CORP	16.000	USD	151,59	2.319.996,17	1,08%	1,04%
PEPSICO INC	29.000	USD	166,66	4.623.023,58	2,15%	2,08%
S&P GLOBAL INC	10.000	USD	337,06	3.224.066,19	1,50%	1,45%
SALESFORCE INC	23.500	USD	165,04	3.709.828,30	1,73%	1,67%
VISA INC -A-	44.000	USD	196,89	8.286.536,90	3,86%	3,73%
WALT DISNEY CO	18.000	USD	94,40	1.625.328,81	0,76%	0,73%
États-Unis				87.514.125,98	40,78%	39,35%
ARKEMA SA	55.000	EUR	84,92	4.670.600,00	2,18%	2,10%
CIE DE SAINT-GOBAIN	125.000	EUR	40,95	5.118.125,00	2,38%	2,30%
DANONE SA	83.000	EUR	53,26	4.420.580,00	2,06%	1,99%
ESSILORLUXOTTICA SA	31.573	EUR	142,90	4.511.781,70	2,10%	2,03%
VINCI SA	84.000	EUR	84,96	7.136.640,00	3,33%	3,21%
France				25.857.726,70	12,05%	11,63%
ASML HOLDING NV	5.250	EUR	455,85	2.393.212,50	1,12%	1,08%
NN GROUP NV	149.927	EUR	43,34	6.497.836,18	3,03%	2,92%
NXP SEMICONDUCTORS	35.500	USD	148,03	5.026.605,77	2,34%	2,26%
STELLANTIS N.V.-BEARER & REGISTERED SHS	263.000	EUR	11,79	3.101.296,00	1,44%	1,39%
Pays-Bas				17.018.950,45	7,93%	7,65%
ABB LTD REG SHS	171.000	CHF	25,46	4.349.745,23	2,03%	1,96%
BARRY CALLEBAUT - NAMEN-AKT	1.800	CHF	2.130,00	3.830.552,50	1,79%	1,72%
ROCHE HOLDING LTD	15.000	CHF	318,55	4.773.953,44	2,22%	2,15%
Suisse				12.954.251,17	6,04%	5,83%
INFINEON TECHNOLOGIES REG SHS	202.000	EUR	23,09	4.664.180,00	2,18%	2,10%
MERCEDES-BENZ GROUP	82.000	EUR	55,22	4.528.040,00	2,11%	2,04%
VONOVA SE	122.798	EUR	29,40	3.610.261,20	1,68%	1,62%
Allemagne				12.802.481,20	5,97%	5,76%
SAMSUNG ELEC GDR REP.0.5 VGT HS -144A-	2.800	USD	1.091,00	2.921.995,31	1,36%	1,31%
SAMSUNG SDI CO LTD	16.000	KRW	532.000,00	6.270.755,02	2,92%	2,82%
République de Corée				9.192.750,33	4,28%	4,13%
ASTRAZENECA PLC	68.000	GBP	108,00	8.531.598,51	3,98%	3,84%
Royaume-Uni				8.531.598,51	3,98%	3,84%
MEDTRONIC HLD	34.500	USD	89,75	2.961.762,88	1,38%	1,33%
SMURFIT KAPPA PLC	147.000	EUR	32,08	4.715.760,00	2,20%	2,12%
Irlande				7.677.522,88	3,58%	3,45%
IBERDROLA SA	755.000	EUR	9,90	7.471.480,00	3,48%	3,36%
Espagne				7.471.480,00	3,48%	3,36%
HUHTAMAKI OYJ	100.000	EUR	37,80	3.780.000,00	1,76%	1,70%
METSO OUTOTEC OYJ	430.000	EUR	7,15	3.074.500,00	1,43%	1,38%
Finlande				6.854.500,00	3,19%	3,08%
LEROY SEAFOOD GROUP ASA	825.000	NOK	69,95	5.587.195,93	2,60%	2,51%
Norvège				5.587.195,93	2,60%	2,51%

Dénomination	Quantité au 30.06.22	Devise	Cours en devises	Evaluation (en EUR)	% Portefeuille	% Actif Net
ASSA ABLOY -B- NEW I Suède	267.000	SEK	217,30	5.415.690,06 5.415.690,06	2,52% 2,52%	2,44% 2,44%
ANHEUSER-BUSCH INBEV Belgique	85.000	EUR	51,36	4.365.600,00 4.365.600,00	2,03% 2,03%	1,96% 1,96%
TAIWAN SEMICONDUCTOR CO ADR (REPR 5 SHS) Taiwan	43.000	USD	81,75	3.362.427,66 3.362.427,66	1,57% 1,57%	1,51% 1,51%
ACTIONS				214.606.300,87	100,00%	96,50%
TOTAL PORTEFEUILLE				214.606.300,87	100,00%	96,50%
CACEIS BANK, BELGIUM BRANCH		DKK		4.047.627,98		1,82%
CACEIS BANK, BELGIUM BRANCH		EUR		3.186.735,54		1,43%
CACEIS BANK, BELGIUM BRANCH		CHF		2.941.721,10		1,32%
CACEIS BANK, BELGIUM BRANCH		NOK		9.742,24		0,01%
CACEIS BANK, BELGIUM BRANCH		HKD		5.051,74		0,00%
CACEIS BANK, BELGIUM BRANCH		SEK		2.653,08		0,00%
Avoirs bancaires à vue				10.193.531,68		4,58%
DEPOTS ET LIQUIDITES				10.193.531,68		4,58%
CREANCES ET DETTES DIVERSES				-1.260.231,42		-0,57%
AUTRES				-1.137.492,23		-0,51%
TOTAL DE L'ACTIF NET				222.402.108,90		100,00%

3.4.2 . Répartition des actifs (en % du portefeuille)

Par pays		
Allemagne		5,97%
Belgique		2,03%
Espagne		3,48%
États-Unis		40,78%
Finlande		3,19%
France		12,05%
Irlande		3,58%
Norvège		2,60%
Pays-Bas		7,93%
République de Corée		4,28%
Royaume-Uni		3,98%
Suède		2,52%
Suisse		6,04%
Taiwan		1,57%
TOTAL		100,00%

Par secteur		
Art graphique, maison d'édition		1,50%
Bien de consommation divers		1,76%
Chimie		2,18%
Compagnies d'assurance		3,03%
Construction de machines et appareils		2,52%
Distribution, commerce de détail		4,21%
Electronique et semiconducteurs		12,56%
Electrotechnique et électronique		3,45%
Energie et eau		3,48%
Holding et sociétés financières		7,31%

Par secteur	
Industrie agro-alimentaire	7,85%
Industrie automobile	4,31%
Industrie pharmaceutique et cosmétique	16,30%
Internet et services d'Internet	9,64%
Métaux et pierres précieuses	2,61%
Métaux non ferreux	1,43%
Papier et bois	2,20%
Services divers	3,86%
Sociétés immobilières	1,68%
Tabac et alcool	2,03%
Textile et habillement	2,96%
Transports	3,13%
TOTAL	100,00%

Par devise	
CHF	6,04%
EUR	34,51%
GBP	3,98%
KRW	2,92%
NOK	2,60%
SEK	2,52%
USD	47,43%
TOTAL	100,00%

3.4.3 . Changement dans la composition des actifs (en EUR)

Taux de rotation

	1er SEMESTRE
Achats	77.122.977,23
Ventes	51.252.566,39
Total 1	128.375.543,62
Souscriptions	33.318.695,24
Remboursements	7.324.495,90
Total 2	40.643.191,14
Moyenne de référence de l'actif net total	234.103.208,09
Taux de rotation	37,48%

Un chiffre proche de 0% montre que les transactions portant, selon le cas, sur les valeurs mobilières ou sur les actifs, à l'exception des dépôts et liquidités, ont été réalisées, durant une période déterminée, en fonction uniquement des souscriptions et des remboursements. Un pourcentage négatif indique que les souscriptions et les remboursements n'ont donné lieu qu'à un nombre limité de transactions ou, le cas échéant, à aucune transaction dans le portefeuille.

La liste détaillée des transactions qui ont eu lieu pendant l'exercice est disponible sans frais chez CACEIS Bank, Belgium Branch, Avenue du Port, 86C boîte 320, 1000 Bruxelles, qui assure le service financier.

3.4.4 . Evolution des souscriptions et des remboursements ainsi que de la valeur nette d'inventaire

R

Période	Evolution du nombre d'actions en circulation							Montants payés et reçus par l'OPC (EUR)				Valeur nette d'inventaire Fin de période (en EUR)		
	Souscrites		Remboursées		Fin de période			Souscriptions		Remboursements		du compartiment	d'une action	
	Cap.	Dis.	Cap.	Dis.	Cap.	Dis.	Total	Cap.	Dis.	Cap.	Dis.			
2020	256.849,17	70.490,71	80.082,23	15.803,04	722.912,79	149.055,96	871.968,75	38.382.352,46	9.421.538,20	11.926.089,52	2.126.080,37	138.010.525,34	161,37	143,25
2021	416.894,34	108.609,94	89.810,85	24.754,30	1.049.996,28	232.911,60	1.282.907,88	74.403.967,19	17.027.607,54	16.105.365,78	3.932.857,45	238.704.581,03	190,59	165,67
01.01.22 - 30.06.22	157.966,77	34.553,95	32.419,24	10.205,69	1.175.543,81	257.259,86	1.432.803,67	28.026.142,43	5.292.552,81	5.761.985,75	1.562.510,15	222.402.108,90	159,52	135,57

3.4.5 . Performances

* Il s'agit de chiffres du passé qui ne constituent pas un indicateur de performance future. Ces chiffres ne tiennent pas compte d'éventuelles restructurations.

* Les rendements sont arrêtés à la fin de l'exercice comptable. Pour le rapport semestriel, l'exercice comptable s'entend de la période de 12 mois qui précède la clôture du semestre.

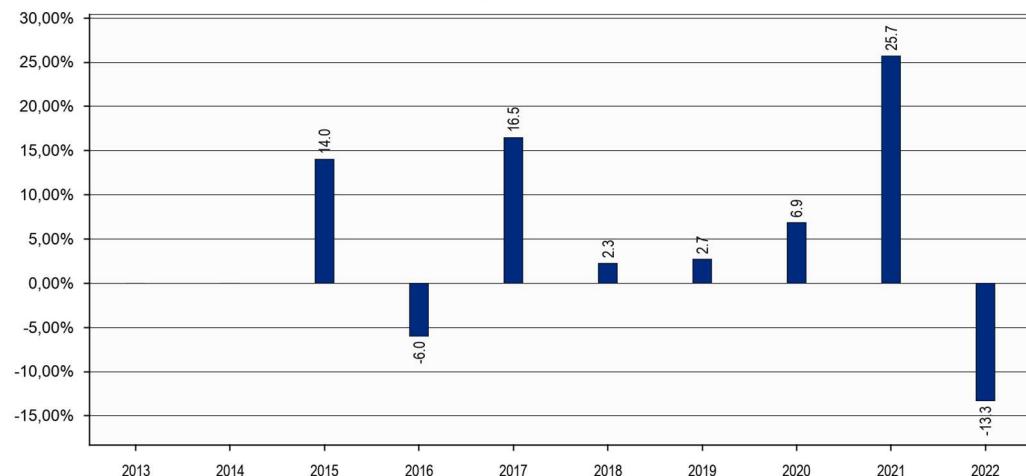
* Par rendement annuel, il faut entendre le rendement absolu obtenu sur une année.

* Diagramme en bâtons avec rendement annuel des 10 dernières années (en % et calculés en EUR):

R

Rendement annuel

■ Capitalisation



* Tableau des performances historiques (rendements actuariels)

Capitalisation

1 an	3 ans	5 ans
Part	Part	Part
-13,29% (en EUR)	5,22% (en EUR)	4,12% (en EUR)

* Les chiffres de performances présentés ci-dessus ne tiennent pas compte des commissions et frais liés aux émissions et rachats de parts.

* Il s'agit des chiffres de performances des parts de capitalisation. Le calcul de la performance annualisée sur une période n donnée est établi selon la formule suivante:

$$P(t; t+n) = \left(\frac{VNI(t+n)}{VNI(t)} \right)^{\frac{1}{n}} - 1$$

avec

P(t; t+n) la performance de t à t+n

VNI t+n	la valeur nette d'inventaire par part en t+n
VNI t	la valeur nette d'inventaire par part en t
n	la période sous revue

3.4.6 . Frais

Frais courants

- Part de capitalisation : 1,82%
- Part de distribution : 1,83%

* Les frais courants sont calculés sur les 12 derniers mois.

* Les frais suivants ne sont pas repris dans le total des frais courants :

- les frais de transaction;
- les commissions de performances.

Existence de certaines rémunérations, commissions ou d'avantages non-monétaires (soft commissions)

Non applicable.

Existence de fee-sharing agreements

Néant.

3.4.7 . Notes aux états financiers et autres informations

NOTE 1 - Autres produits

Le poste « III. B. Autres » du compte de résultats est composé de frais CSDR.

NOTE 2 - Autres charges

Le poste « IV. K. Autres charges (-) » du compte de résultats est principalement composé de contributions payées à la FSMA pour ses frais de fonctionnement.

NOTE 3 - SFDR

Les compartiments favorisent, entre autres caractéristiques, les caractéristiques environnementales, sociales et de gouvernance (appelées « ESG ») et sont soumis à l'Article 8 du règlement (UE) 2019/2088 du Parlement Européen et du Conseil du 27 novembre 2019 sur la publication d'informations en matière de durabilité dans le secteur des services financiers (la « Réglementation SFDR »). Le prospectus en date du 13 avril 2022 a été publié afin de décrire la manière dont les risques en matière de durabilité sont intégrés dans les décisions d'investissement dans le respect des objectifs et politiques d'investissement des Compartiments, en particulier, les informations sur la manière dont les caractéristiques environnementales, sociales et de gouvernance sont respectées ; ainsi que les résultats de l'évaluation des incidences probables des risques en matière de durabilité sur le rendement des compartiments.

4 . INFORMATIONS SUR LE COMPARTIMENT GLOBAL EQUITY DBI-RDT

4.1 . RAPPORT DE GESTION

4.1.1 . Date de lancement du compartiment et prix de souscription des parts

Le 18/12/2017 au prix de 100,00 EUR par part de distribution.

4.1.2 . Cotation en bourse

Non applicable.

4.1.3 . Objectif et lignes de force de la politique de placement

Objectif du compartiment

Le Compartiment investit principalement dans des actions de sociétés sans limite géographique.

Le Compartiment vise principalement une croissance maximale du capital investit, en assurant que les actionnaires soumis à l'impôt des sociétés bénéficient des dividendes déductibles dans le chef des revenus définitivement taxés.

L'objectif de ce Compartiment est de distribuer annuellement au moins 90% des revenus du Compartiment aux actions de distribution, déduction faite des rémunération, provisions et frais, en accord avec l'article 203 C.I.R. 92 et toute modification ultérieure.

Indice de référence : Aucun.

Le Compartiment est géré de manière active : le gestionnaire du portefeuille d'investissement dispose d'une certaine discréption dans la composition du portefeuille du Compartiment dans le respect des objectifs et de la politique d'investissement du Compartiment.

Politique d'investissement du compartiment

Catégories d'actifs autorisés

Pour atteindre son objectif, le Compartiment investit essentiellement dans un portefeuille diversifié d'actions de sociétés d'un point de vue géographique et sectoriel. Le Compartiment investit tant dans des sociétés qui sont actives sur les marchés développés (Europe, Etats Unis et Japon) que dans de sociétés actives sur les marchés émergents et frontières (« emerging and frontier markets ») avec un maximum de 10% dans ces dernières. Parmi les sociétés, au moins 80% sera investi dans des sociétés qui répondent aux tendances à long terme, définies par Econopolis Wealth Management, en particulier à: (1) l'agriculture et l'alimentation, (2) l'énergie, (3) les matières premières, (4) l'ICT (technologies de l'information et des communications) et (5) les activités qui répondent à la croissance, le vieillissement et l'urbanisation de la population mondiale. Ce dernier groupe comprend entre autre les soins de santé, les consommateurs ainsi que d'autres produits liés à l'amélioration du niveau de vie, la mobilité et la communication, etc. Les décisions d'investissement dans d'autres secteurs sont prises par le Conseil d'Administration sur proposition d'Econopolis Wealth Management SA. Pour d'autres restrictions d'investissement, veuillez consulter le chapitre « Aspects sociaux, éthiques et environnementaux » ci-dessous.

À titre accessoire, le Compartiment pourra investir jusqu'à 10% de son portefeuille en instruments du marché monétaire et en parts d'organismes de placement collectif.

Transactions sur instruments financiers dérivés autorisés

Sous réserve du respect des dispositions légales applicables et des règles imposées par le Conseil d'administration, le Compartiment peut utiliser des instruments financiers dérivés, à la fois comme instruments de couverture et afin d'atteindre les objectifs d'investissement du Compartiment. Les produits financiers dérivés utilisés sont basés sur des actions ou indices boursiers ou sur des titres assimilables à des actions (options, futures, contrats à terme, swaps, etc.), des obligations ou indices obligataires (swaps de taux d'intérêt, contrats à terme, credit default swaps, futures, etc.) ou sur des actifs liquides dans différentes devises. Cette liste n'est pas exhaustive et dépend des objectifs d'investissement du compartiment. Ces instruments sont généralement utilisés pour imiter ou neutraliser les risques inhérents à un investissement plus ciblé et plus souple dans les titres sous-jacents. Leur utilisation n'augmente pas en soi le profil de risque de ce compartiment.

Garanties financières

Lorsque le compartiment conclut des opérations sur instruments financiers dérivés de gré à gré, le compartiment veille à recevoir des espèces à titre de garantie financière (collatéral) et cela dans un but de réduction de l'exposition du risque de contrepartie et conformément aux règles applicables.

Les garanties financières en espèces seront majoritairement placées en dépôts auprès d'entités éligibles et/ou utilisées en obligations d'Etat de haute qualité et en OPC monétaires à court terme. Les garanties financières en espèces seront réinvesties conformément à la réglementation en vigueur.

Le compartiment appliquera une politique de décote de 10% sur les garanties financières en espèces reçues dans une devise différente de la devise d'exposition du compartiment.

Limites de la politique d'investissement

Le Compartiment peut détenir des liquidités sous forme de comptes courants ou dépôts bancaires (<10%). En plus des règles susmentionnées, la politique d'investissement du Compartiment correspond à la politique définie dans l'Arrêté Royal de 2012 pour les OPC qui répondent aux conditions de la Directive 2009/65/CE.

Le Compartiment ne peut pas investir directement dans des "titrisations" ou des "positions de titrisation" au sens du Règlement (UE) 2017/2402 du Parlement Européen et du Conseil du 12 décembre 2017 créant un cadre général pour la titrisation ainsi qu'un cadre spécifique pour les titrisations simples, transparentes et standardisées.

Le Compartiment n'investira pas plus de 10% de son portefeuille en actions de marchés émergents et frontières.

Description de la stratégie générale visant à couvrir le risque de change

Le risque de change n'est pas systématiquement couvert. Les gestionnaires décident de ne pas couvrir ou de couvrir ou pas entièrement ou partiellement le risque de change en fonction de leurs attentes quant à l'évolution des devises par rapport à l'Euro. En conséquence, les frais généraux du Compartiment liés à cette stratégie ne subiront pas d'impact important, les frais de transaction restant faibles. En revanche, le Compartiment reste exposé à l'évolution du marché des devises et donc, le coût réel de la stratégie de couverture peut être déterminé, au prorata des actifs investis, sur base de la différence entre le taux d'intérêt de la devise du Compartiment et le taux d'intérêt de la devise vis-à-vis de laquelle une couverture de change doit être établie.

Aspects sociaux, éthiques et environnementaux :

Règlement SFDR :

Le Compartiment tombe sous l'application de l'article 8 du règlement SFDR.

Le Compartiment promeut certaines caractéristiques environnementales et/ou sociales et des pratiques de bonne gouvernance mais n'a pas pour objectif un investissement durable.

La durabilité est un pilier essentiel du gestionnaire du portefeuille. Le Compartiment promeut certaines caractéristiques ESG (référant à l'aspect Environnement, Social et de Gouvernance). La sélection des différents actifs repose sur une procédure qui combine différentes stratégies et filtres afin d'aboutir un univers d'investissement. Ce processus comprend la combinaison d'une approche d'exclusion dite négative (portant sur l'entreprise elle-même ou l'activité qu'elle génère) et d'une approche d'exclusion dite positive ("best-in-universe") basée sur les recherches menées de manière indépendante. De plus, le Compartiment prend également en compte un certain nombre de positions clairement définies envers les activités controversées.

Les entreprises ne respectant pas les normes internationales telles que définies dans les "Principes du Pacte Mondial des Nations Unies" (UNG) ou les réglementations nationales, sont exclues de facto d'une éligibilité du Compartiment.

Tous les détails sur la stratégie d'investissement durable du compartiment sont disponibles dans la rubrique "Politique d'investissement durable" sur le site www.crelan.be ou dans le prospectus.

4.1.4 . Gestion financière du portefeuille

Voir 1. Informations générales sur la société d'investissement, 1.1. Organisation de la société d'investissement.

4.1.5 . Distributeurs

Voir 1. Informations générales sur la société d'investissement, 1.1. Organisation de la société d'investissement.

4.1.6 . Indice et benchmark

Non applicable.

4.1.7 . Politique suivie pendant l'exercice

ACTIONS

Au sein du portefeuille, nous avons accordé ces derniers mois plus d'attention à des secteurs moins sensibles à la conjoncture. Au premier semestre, nous avons donc acheté, dans le secteur de la **Consommation de base**, des actions de PepsiCo (boissons, snacks, céréales petit-déjeuner), AB Inbev (brasseur de bière), Mondelez (snacks et friandises) et

Lerøy Seafood (saumon). Nous avons pris une première position dans le spécialiste du chocolat Barry Callebaut. Danone, spécialiste des produits laitiers, était également un nouveau venu. L'entreprise s'est dotée d'un tout nouveau top management expérimenté, dirigé par Antoine De Saint-Affrique. La nouvelle direction s'attelle à la relance de la croissance chez Danone. Nous avons vendu Henkel parce que l'entreprise souffre beaucoup de l'inflation élevée et parce que les marges bénéficiaires de l'entreprise restent sous pression.

Les soins de santé sont peu sensibles à la conjoncture et tournés vers l'avenir car ils répondent au vieillissement de la population et à l'importance croissante des marchés émergents. C'est pourquoi ce secteur représente une part importante du portefeuille. Dans le secteur, nous avons pris une position dans Medtronic. Cette entreprise propose des solutions innovantes pour le traitement de plus de 70 maladies, de la maladie de Parkinson au diabète. Medtronic se distingue surtout dans les appareils médicaux. Nous avons pris des bénéfices sur le spécialiste du diabète Novo Nordisk et avons racheté des actions de la société pharmaceutique européenne en pleine croissance AstraZeneca.

Dans le secteur des **Biens de consommation durables**, nous avons acheté des actions de la société de luxe Kering, mais avons ensuite échangé cette participation contre EssilorLuxottica, moins sensible à la conjoncture. Cette entreprise est un acteur fortement intégré verticalement dans le domaine des soins oculaires. Leader mondial des verres de lunettes et montures, il a construit un impressionnant réseau de plus de 18 000 magasins d'optique, notamment via la reprise de GrandVision (Pearle). Nous avons acheté des actions du fabricant d'articles de sport Nike, qui devraient pouvoir continuer à croître durant les prochaines années, surtout en Chine.

Dans le secteur de l'**Industrie**, nous avons pris un bénéfice sur Schneider Electric en raison du potentiel haussier limité du cours. Nous avons partiellement réduit notre position dans ABB, spécialisée dans l'électrification et l'automatisation/la robotisation. Les fondamentaux de l'entreprise sont solides mais nous ne sommes pas aveugles face aux vents contraires qu'elle subit à court terme. Nous avons augmenté le poids de Vinci. Ce groupe de construction et de concessions devrait bénéficier de la (poursuite) de la normalisation du trafic routier (concessions autoroutières) et aérien (concessions aéroportuaires). Nous avons acheté des actions dans la société de livraison de colis FedEx. Le nouveau CEO (le deuxième depuis la création de l'entreprise) mise beaucoup sur l'amélioration de la rentabilité de l'entreprise et sur une rémunération plus élevée des actionnaires. La société a augmenté son dividende de plus de 50 % et vise une croissance bénéficiaire annuelle moyenne de 14 à 19 % pour les 3 prochains exercices. Nous avons pris une position dans Emerson Electric. Cette entreprise est notamment active dans l'automatisation, les systèmes de ventilation et de chauffage, les outils et les compresseurs. Nous avons vendu la participation dans Daimler Trucks et augmenté légèrement la position dans l'entreprise d'emballage Smurfit Kappa et dans Assa Abloy (serrures et contrôle d'accès).

Dans le **secteur financier**, nous avons initié 2 nouvelles positions : BlackRock et S&P Global. BlackRock est le plus grand gestionnaire de fonds du monde. Le groupe propose une large gamme de fonds gérés activement. En outre, BlackRock est également l'un des principaux acteurs dans les instruments d'investissement passifs (ETF), ce qui lui permet de profiter du glissement vers l'investissement passif. Les activités de BlackRock sont très rentables, relativement peu capitalistiques et présentent un potentiel de croissance supplémentaire. S&P Global est surtout connue comme agence de notation. Cette activité représente environ un tiers des bénéfices et est très rentable car le marché est oligopolistique. Par ailleurs, l'entreprise est un important fournisseur de données et de services pour le secteur financier et pour le secteur des transports.

Dans le secteur **Matériaux**, nous avons réduit de moitié la position dans la société minière aurifère Newmont Mining. L'entreprise réalise de solides performances, mais l'évolution des résultats de l'entreprise dépend fortement du prix de l'or, qui a été sous pression. Nous avons vendu la position dans la société de peintures et revêtements Akzo Nobel. Les marges de l'entreprise restent sous pression en raison de l'inflation élevée des coûts tandis que la demande risque de souffrir du ralentissement économique.

Dans le secteur des **Technologies de l'information**, nous avons acheté des actions (supplémentaires) dans la société de cartes de paiement Visa, dans le spécialiste sud-coréen des batteries Samsung SDI, dans le fabricant de puces TSMC et dans la société de logiciels Salesforce. Nous avons pris une première position dans ASML, un acteur crucial dans l'industrie des semi-conducteurs. Cette entreprise développe et fabrique des machines de lithographie complexes utilisées pour la production de puces de plus en plus petites, omniprésentes dans de nombreux produits.

En matière de **Utilities**, nous avons encore acheté des actions dans la société espagnole Iberdrola, un acteur de premier plan dans le domaine des énergies renouvelables. L'entreprise tire également une grande partie de ses revenus de l'exploitation de réseaux électriques, activité stable et hautement prévisible.

Dans le secteur de la **Communication**, nous avons acheté des actions dans Alphabet, la société mère, qui chapeaute Google et YouTube. Nous avons également pris une première position dans l'entreprise de divertissement Walt Disney Company, un acteur mondial de l'industrie des médias et du divertissement. L'entreprise dispose d'un large éventail de personnages emblématiques du cinéma (d'animation) qui permettent au groupe de consolider ou de renforcer sa position de force dans l'industrie cinématographique et les parcs à thème et complexes touristiques. Par ailleurs, le groupe est également actif dans l'industrie de la télévision américaine et mise en outre sur le développement du service de streaming Disney+.

4.1.8 . Politique future

ACTIONS

Au premier semestre, diverses modifications ont été apportées dans le volet actions du compartiment, principalement en raison des développements macroéconomiques. Au sein du portefeuille d'actions, nous sommes restés très attentifs à la diversification, tant au niveau des régions et des secteurs que des entreprises. Grâce à un portefeuille encore plus équilibré géographiquement (pondération accrue des actions américaines), nous voulons profiter des développements macroéconomiques plus favorables aux USA qu'en Europe. Le portefeuille constitue un mélange de sociétés de croissance plus marquées et de sociétés caractérisées par une croissance plus basse mais un flux de revenus stable. Dans les mois à venir, nous voulons continuer à surveiller la diversification au sein du portefeuille comme moyen de limiter la volatilité, d'une part, mais aussi de générer du rendement, d'autre part. Une éventuelle poursuite du ralentissement de l'économie et ses conséquences pour les entreprises en portefeuille constituent un point d'attention important.

4.1.9 . Indicateur synthétique de risque et de rendement

Le compartiment GLOBAL EQUITY DBI-RDT présente actuellement un profil de risque et de rendement de niveau 5 sur une échelle de 1 (risque le plus faible) à 7 (risque le plus élevé). La classe de risque au moment de la création du compartiment était de 5.

L'indicateur synthétique de risque et de rendement est calculé, conformément aux dispositions du Règlement 583/2010 (CESR). L'indicateur synthétique de risque et de rendement classe le Compartiment sur une échelle sur la base de ses résultats passés en matière de volatilité. Cette échelle se présente comme une série de catégories identifiées par des nombres entiers allant de 1 à 7, classées par ordre croissant de gauche à droite et représentant les niveaux de risque et de rendement, du plus faible au plus élevé.

Les données historiques, utilisées pour calculer l'indicateur synthétique de risque et de rendement, pourraient ne pas constituer une indication fiable du profil de risque futur du Compartiment.

Il n'est pas certain que la catégorie de risque et de rendement affichée demeure inchangée au fil de temps. Le classement du Compartiment est susceptible d'évoluer dans le temps.

La catégorie de risque la plus basse n'est pas synonyme d'investissement sans risque.

La catégorie de risque 5 correspond à un potentiel élevé de gain et/ou de perte de la valeur du portefeuille, qui s'explique par son investissement dans des actions de sociétés sans limitation géographique ou sectorielle.

4.2 . BILAN

	Au 30.06.22 (en EUR)	Au 30.06.21 (en EUR)
SECTION 1: SCHEMA DU BILAN		
TOTAL DE L'ACTIF NET	58.367.754,04	41.753.889,69
II. Valeurs mobilières, instruments du marché monétaire, OPC et instruments financiers dérivés		
C. Actions et autres valeurs assimilables à des actions	55.988.247,01	40.402.374,03
a. Actions	55.988.247,01	40.402.374,03
IV. Créances et dettes à un an au plus	176.388,50	-373.564,17
A. Créances		
a. Montants à recevoir	92.527,38	321.203,42
b. Avoirs fiscaux	83.861,12	44.283,25
B. Dettes		
a. Montants à payer (-)		-295.915,09
b. Dettes fiscales (-)		-443.135,75
V. Dépôts et liquidités	2.500.247,58	1.923.588,59
A. Avoirs bancaires à vue	2.500.247,58	1.923.588,59
VI. Comptes de régularisation	-297.129,05	-198.508,76
C. Charges à imputer (-)	-297.129,05	-198.508,76
TOTAL CAPITAUX PROPRES	58.367.754,04	41.753.889,69
A. Capital	61.967.580,73	34.354.957,88
B. Participations au résultat	-1.196.752,10	662.702,42
C. Résultat reporté	8.411.392,76	2.542.481,43
D. Résultat de l'exercice (du semestre)	-10.814.467,35	4.193.747,96

4.3 . COMPTE DE RESULTATS

	Au 30.06.22 (en EUR)	Au 30.06.21 (en EUR)
SECTION 3: SCHEMA DU COMPTE DE RÉSULTATS		
I. Réductions de valeur, moins-values et plus-values	-11.136.934,46	4.177.232,36
C. Actions et autres valeurs assimilables à des actions	-13.231.239,58	3.831.077,87
a. Actions		
H. Positions et opérations de change	2.094.305,12	346.154,49
b. Autres positions et opérations de change		
II. Produits et charges des placements	896.920,20	401.236,18
A. Dividendes	992.705,73	456.604,09
C. Intérêts d'emprunts (-)	-11.347,24	-5.257,52
E. Précomptes mobiliers (-)		
b. D'origine étrangère	-84.438,29	-50.110,39
III. Autres produits	269,00	
B. Autres	269,00	
IV. Coûts d'exploitation	-574.722,09	-384.720,58
A. Frais de transaction et de livraison inhérents aux placements (-)	-37.699,63	-23.778,86
C. Rémunération due au dépositaire (-)	-8.850,18	-5.257,52
D. Rémunération due au gestionnaire (-)		
a. Gestion financière		
E	-22.035,58	-13.143,78
R	-181.177,41	-109.311,45
b. Gestion administrative et comptable	-11.496,77	-7.273,28
c. Rémunération commerciale		
R	-259.548,93	-156.291,48
E. Frais administratifs (-)	-5.389,79	-2.988,62
F. Frais d'établissement et d'organisation (-)	-46,10	-1.613,70
G. Rémunerations, charges sociales et pensions (-)	-361,66	-291,26
H. Services et biens divers (-)	-12.169,83	-10.436,25
J. Taxes	-26.712,04	-19.099,14
K. Autres charges (-)	-9.234,17	-34.734,24
Produits et charges de l'exercice (du semestre)	322.467,11	16.515,60
Sous Total II + III + IV		
V. Bénéfice courant (perte courante) avant impôts sur le résultat	-10.814.467,35	4.193.747,96
VII. Résultat de l'exercice (du semestre)	-10.814.467,35	4.193.747,96

4.4 . COMPOSITION DES ACTIFS ET CHIFFRES-CLES

4.4.1 . Composition des actifs au 30.06.22

Dénomination	Quantité au 30.06.22	Devise	Cours en devises	Evaluation (en EUR)	% Portefeuille	% Actif Net
<u>VALEURS MOBILIERES ET INSTRUMENTS DU MARCHE MONETAIRE NEGOCIES SUR UN MARCHE REGLEMENTE OU SUR UN MARCHE SIMILAIRE</u>						
ALPHABET INC -A-	845	USD	2.179,26	1.761.418,24	3,15%	3,02%
ARISTA NETWORKS INC	14.600	USD	93,74	1.309.105,17	2,34%	2,24%
BLACKROCK INC	1.600	USD	609,04	932.100,05	1,67%	1,60%
BOSTON SCIENTIF CORP	54.100	USD	37,27	1.928.649,86	3,44%	3,30%
EMERSON ELECTRIC CO	11.000	USD	79,54	836.902,77	1,49%	1,43%
FEDEX CORP	8.400	USD	226,71	1.821.573,49	3,25%	3,12%
JOHNSON & JOHNSON	10.000	USD	177,51	1.697.929,12	3,03%	2,91%
MARVELL TECH --- REGISTERED SHS	16.000	USD	43,53	666.201,16	1,19%	1,14%
MICROSOFT CORP	6.400	USD	256,83	1.572.253,10	2,81%	2,69%
MONDELEZ INTERNATIONAL INC	34.000	USD	62,09	2.019.283,56	3,61%	3,46%
NEWMONT CORPORATION	26.300	USD	59,67	1.501.096,18	2,68%	2,57%
NIKE INC	18.000	USD	102,20	1.759.625,04	3,14%	3,02%
PEPSICO INC	7.600	USD	166,66	1.211.551,01	2,16%	2,08%
S&P GLOBAL INC	2.650	USD	337,06	854.377,54	1,53%	1,46%
SALESFORCE INC	5.900	USD	165,04	931.403,70	1,66%	1,60%
VISA INC -A-	9.000	USD	196,89	1.694.973,46	3,03%	2,90%
WALT DISNEY CO	4.500	USD	94,40	406.332,20	0,73%	0,70%
États-Unis				22.904.775,65	40,91%	39,24%
ARKEMA SA	12.350	EUR	84,92	1.048.762,00	1,87%	1,80%
CIE DE SAINT-GOBAIN	32.000	EUR	40,95	1.310.240,00	2,34%	2,24%
DANONE SA	20.500	EUR	53,26	1.091.830,00	1,95%	1,87%
ESSILORLUXOTTICA SA	8.148	EUR	142,90	1.164.349,20	2,08%	2,00%
VINCI SA	21.100	EUR	84,96	1.792.656,00	3,20%	3,07%
France				6.407.837,20	11,44%	10,98%
ASML HOLDING NV	1.100	EUR	455,85	501.435,00	0,90%	0,86%
NN GROUP NV	41.359	EUR	43,34	1.792.499,06	3,20%	3,07%
NXP SEMICONDUCTORS	9.700	USD	148,03	1.373.466,93	2,45%	2,35%
STELLANTIS N.V.-BEARER & REGISTERED SHS	66.000	EUR	11,79	778.272,00	1,39%	1,34%
Pays-Bas				4.445.672,99	7,94%	7,62%
INFINEON TECHNOLOGIES REG SHS	50.000	EUR	23,09	1.154.500,00	2,06%	1,98%
MERCEDES-BENZ GROUP	25.000	EUR	55,22	1.380.500,00	2,47%	2,36%
VONOVIA SE	36.350	EUR	29,40	1.068.690,00	1,91%	1,83%
Allemagne				3.603.690,00	6,44%	6,17%
ABB LTD REG SHS	44.000	CHF	25,46	1.119.232,69	2,00%	1,92%
BARRY CALLEBAUT - NAMEN-AKT	575	CHF	2.130,00	1.223.648,72	2,18%	2,09%
ROCHE HOLDING LTD	2.900	CHF	318,55	922.964,33	1,65%	1,58%
Suisse				3.265.845,74	5,83%	5,59%
SAMSUNG ELEC GDR REP.0.5 VGT HS -144A-	940	USD	1.091,00	980.955,57	1,75%	1,68%
SAMSUNG SDI CO LTD	17.000	EUR	96,00	1.632.000,00	2,92%	2,80%
République de Corée				2.612.955,57	4,67%	4,48%
ASTRAZENECA PLC	17.000	GBP	108,00	2.132.899,63	3,81%	3,65%
Royaume-Uni				2.132.899,63	3,81%	3,65%
IBERDROLA SA	205.000	EUR	9,90	2.028.680,00	3,62%	3,48%
Espagne				2.028.680,00	3,62%	3,48%
MEDTRONIC HLD	9.300	USD	89,75	798.388,25	1,43%	1,37%
SMURFIT KAPPA PLC	37.000	EUR	32,08	1.186.960,00	2,12%	2,03%
Irlande				1.985.348,25	3,55%	3,40%
HUHTAMAKI OYJ	20.000	EUR	37,80	756.000,00	1,35%	1,29%
METSO OUTOTEC OYJ	114.000	EUR	7,15	815.100,00	1,46%	1,40%
Finlande				1.571.100,00	2,81%	2,69%
LEROY SEAFOOD GROUP ASA	228.000	NOK	69,95	1.544.097,79	2,76%	2,65%
Norvège				1.544.097,79	2,76%	2,65%

Dénomination	Quantité au 30.06.22	Devise	Cours en devises	Evaluation (en EUR)	% Portefeuille	% Actif Net
ASSA ABLOY -B- NEW I Suède	73.000	SEK	217,30	1.480.694,29 1.480.694,29	2,64% 2,64%	2,54% 2,54%
ANHEUSER-BUSCH INBEV Belgique	20.000	EUR	51,36	1.027.200,00 1.027.200,00	1,83% 1,83%	1,76% 1,76%
TAIWAN SEMICONDUCTOR CO ADR (REPR 5 SHS) Taiwan	12.500	USD	81,75	977.449,90 977.449,90	1,75% 1,75%	1,67% 1,67%
ACTIONS				55.988.247,01	100,00%	95,92%
TOTAL PORTEFEUILLE				55.988.247,01	100,00%	95,92%
CACEIS BANK, BELGIUM BRANCH Avoirs bancaires à vue		EUR		2.500.247,58 2.500.247,58		4,29% 4,29%
DEPOTS ET LIQUIDITES				2.500.247,58		4,29%
CREANCES ET DETTES DIVERSES				176.388,50		0,30%
AUTRES				-297.129,05		-0,51%
TOTAL DE L'ACTIF NET				58.367.754,04		100,00%

4.4.2 . Répartition des actifs (en % du portefeuille)

Par pays	
Allemagne	6,44%
Belgique	1,83%
Espagne	3,62%
États-Unis	40,91%
Finlande	2,81%
France	11,44%
Irlande	3,55%
Norvège	2,76%
Pays-Bas	7,94%
République de Corée	4,67%
Royaume-Uni	3,81%
Suède	2,64%
Suisse	5,83%
Taiwan	1,75%
TOTAL	100,00%

Par secteur	
Art graphique, maison d'édition	1,53%
Bien de consommation divers	1,35%
Chimie	1,87%
Compagnies d'assurance	3,20%
Construction de machines et appareils	2,65%
Distribution, commerce de détail	4,11%
Electronique et semiconducteurs	11,82%
Electrotechnique et électronique	3,49%
Energie et eau	3,62%
Holding et sociétés financières	8,40%
Industrie agro-alimentaire	8,55%
Industrie automobile	4,58%
Industrie pharmaceutique et cosmétique	15,44%
Internet et services d'Internet	9,96%

Par secteur	
Métaux et pierres précieuses	2,68%
Métaux non ferreux	1,46%
Papier et bois	2,12%
Services divers	3,03%
Sociétés immobilières	1,91%
Tabac et alcool	1,84%
Textile et habillement	3,14%
Transports	3,25%
TOTAL	100,00%

Par devise	
CHF	5,83%
EUR	36,67%
GBP	3,81%
NOK	2,76%
SEK	2,64%
USD	48,29%
TOTAL	100,00%

4.4.3 . Changement dans la composition des actifs (en EUR)

Taux de rotation

	1er SEMESTRE
Achats	26.944.406,17
Ventes	11.989.787,62
Total 1	38.934.193,79
Souscriptions	18.180.513,61
Remboursements	1.879.092,25
Total 2	20.059.605,86
Moyenne de référence de l'actif net total	60.171.971,92
Taux de rotation	31,37%

Un chiffre proche de 0% montre que les transactions portant, selon le cas, sur les valeurs mobilières ou sur les actifs, à l'exception des dépôts et liquidités, ont été réalisées, durant une période déterminée, en fonction uniquement des souscriptions et des remboursements. Un pourcentage négatif indique que les souscriptions et les remboursements n'ont donné lieu qu'à un nombre limité de transactions ou, le cas échéant, à aucune transaction dans le portefeuille.

La liste détaillée des transactions qui ont eu lieu pendant l'exercice est disponible sans frais chez CACEIS Bank, Belgium Branch, Avenue du Port, 86C boite 320, 1000 Bruxelles, qui assure le service financier.

4.4.4 . Evolution des souscriptions et des remboursements ainsi que de la valeur nette d'inventaire

E

Période	Evolution du nombre d'actions en circulation			Montants payés et reçus par l'OPC (EUR)			Valeur nette d'inventaire Fin de période (en EUR)	
	Année	Souscrites	Remboursées	Fin de période	Souscriptions	Remboursements	de la classe	d'une action
		Dis.	Dis.	Dis.	Dis.	Dis.		Dis.
2020		5.848,00	11.825,00	24.305,00	641.845,08	1.242.543,00	2.927.464,73	120,45
2021		11.945,00	2.145,00	34.105,00	1.557.239,25	284.959,75	4.635.330,50	135,91
01.01.22 - 30.06.22		18.365,00	1.220,00	51.250,00	2.349.635,50	164.960,50	5.571.419,35	108,71

R

Période	Evolution du nombre d'actions en circulation			Montants payés et reçus par l'OPC (EUR)			Valeur nette d'inventaire Fin de période (en EUR)	
	Année	Souscrites	Remboursées	Fin de période	Souscriptions	Remboursements	de la classe	d'une action
		Dis.	Dis.	Dis.	Dis.	Dis.		Dis.
2020		166.997,05	63.065,99	222.069,75	18.340.345,55	7.136.987,31	26.183.555,08	117,91
2021		206.840,99	48.047,70	380.863,04	26.403.061,15	6.159.688,76	50.571.812,70	132,78
01.01.22 - 30.06.22		128.010,29	13.778,54	495.094,79	15.830.878,11	1.714.131,75	52.796.334,69	106,64

4.4.5 . Performances

* Il s'agit de chiffres du passé qui ne constituent pas un indicateur de performance future. Ces chiffres ne tiennent pas compte d'éventuelles restructurations.

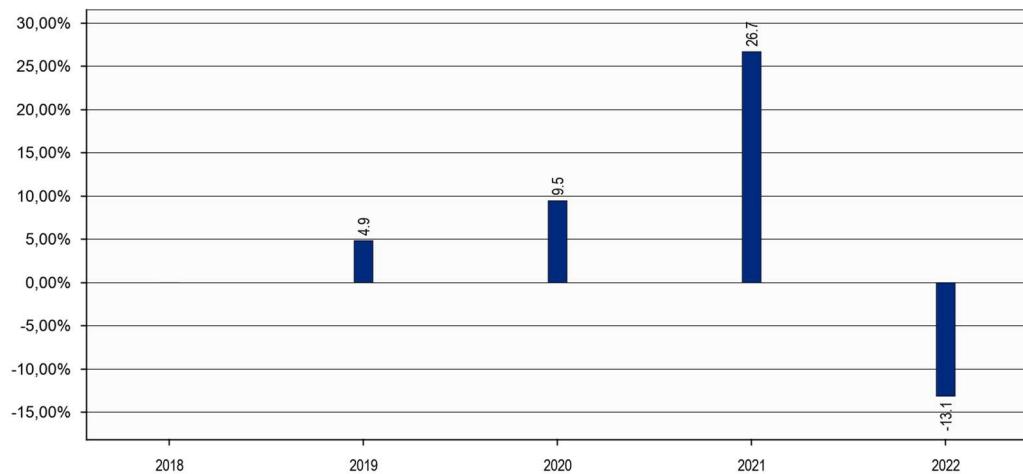
* Les rendements sont arrêtés à la fin de l'exercice comptable. Pour le rapport semestriel, l'exercice comptable s'entend de la période de 12 mois qui précède la clôture du semestre.

* Par rendement annuel, il faut entendre le rendement absolu obtenu sur une année.

* Diagramme en bâtons avec rendement annuel des 5 dernières années (en % et calculés en EUR):

E

Rendement annuel

 Distribution


* Tableau des performances historiques (rendements actuariels)

Distribution

1 an	3 ans
Part	Part
-13,12% (en EUR)	6,41% (en EUR)

* Les chiffres de performances présentés ci-dessus ne tiennent pas compte des commissions et frais liés aux émissions et rachats de parts.

* Il s'agit des chiffres de performances des parts de distribution. Nous avons pris comme hypothèse que le coupon est immédiatement réinvesti dans l'OPC à la valeur nette d'inventaire ex-coupon le jour du détachement.

Le calcul de la performance annualisée sur une période n donnée est établi selon la formule suivante:

$$P(t; t+n) = \left([(1 + P_t) (1 + P_{t+1}) \dots (1 + P_{t+n})]^{(1/n)} - 1 \right)$$

avec

P(t; t+n) la performance de t à t+n

n le nombre d'année (périodes)

$P_t = [\alpha \times (VNI_{t+1} / VNI_t)] - 1$

avec

P_t la performance annuelle pour la première période

VNI_{t+1} la valeur nette d'inventaire par part en $t+1$

VNI_t la valeur nette d'inventaire par part en t

α l'opérateur algébrique suivant:

$$\alpha = [1 + (D_t / VNI_{ex,t})] [1 + (D_{t2} / VNI_{ex,t2})] \dots [1 + (D_{tn} / VNI_{ex,tn})]$$

avec

$D_t, D_{t2}, \dots, D_{tn}$ les montants du dividende distribué durant l'année t

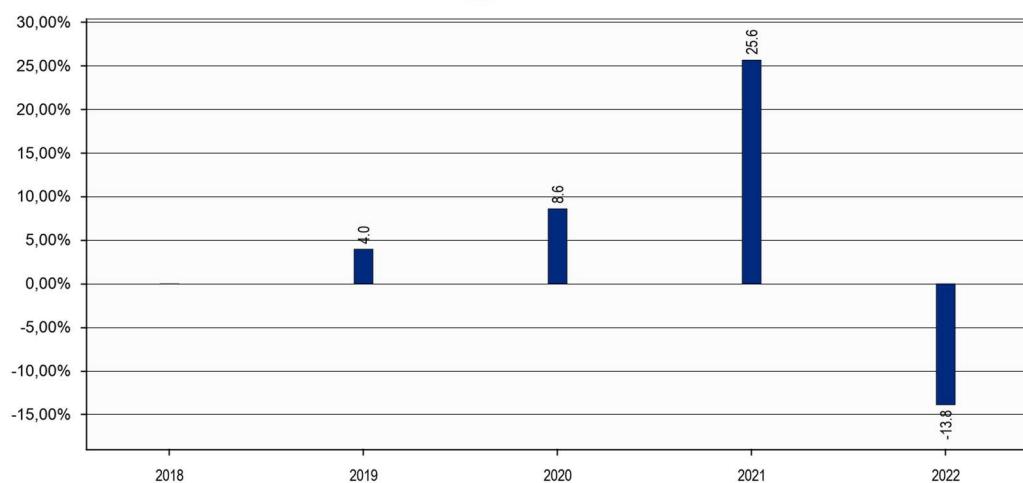
$VNI_{ex,t}, \dots, VNI_{ex,tn}$ la valeur nette d'inventaire par part ex-coupon le jour du détachement

n le nombre de paiements de dividendes pendant la période t

R

Rendement annuel

■ Distribution



* Tableau des performances historiques (rendements actuariels)

Distribution

1 an	3 ans
Part	Part
-13,85% (en EUR)	5,53% (en EUR)

* Les chiffres de performances présentés ci-dessus ne tiennent pas compte des commissions et frais liés aux émissions et rachats de parts.

* Il s'agit des chiffres de performances des parts de distribution. Nous avons pris comme hypothèse que le coupon est immédiatement réinvesti dans l'OPC à la valeur nette d'inventaire ex-coupon le jour du détachement.

Le calcul de la performance annualisée sur une période n donnée est établi selon la formule suivante:

$$P(t; t+n) = [(1 + P_t)(1 + P_{t+1}) \dots (1 + P_{t+n})]^{(1/n)} - 1$$

avec

 $P(t; t+n)$ la performance de t à $t+n$

n le nombre d'année (périodes)

 $P_t = [\alpha \times (VNI_{t+1} / VNI_t)] - 1$

avec

 P_t la performance annuelle pour la première période

VNI t+1 la valeur nette d'inventaire par part en t+1
 VNI t la valeur nette d'inventaire par part en t
 α l'opérateur algébrique suivant:
 $\alpha = [1 + (D_t / VNI_{ex,t})] [1 + (D_{t2} / VNI_{ex,t2})] \dots [1 + (D_{tn} / VNI_{ex,tn})]$
 avec
 $D_t, D_{t2}, \dots, D_{tn}$ les montants du dividende distribué durant l'année t
 VNI ex_t...VNI ex_{tn} la valeur nette d'inventaire par part ex-coupon le jour du détachement
 n le nombre de paiements de dividendes pendant la période t

4.4.6 . Frais

Frais courants

- Part de distribution (E) : 1,04%
- Part de distribution (R) : 1,89%

* Les frais courants sont calculés sur les 12 derniers mois.

* Les frais suivants ne sont pas repris dans le total des frais courants :

- les frais de transaction;
- les commissions de performances.

Existence de certaines rémunérations, commissions ou d'avantages non-monétaires (soft commissions)

Non applicable.

Existence de fee-sharing agreements

Néant.

4.4.7 . Notes aux états financiers et autres informations

NOTE 1 - Autres produits

Le poste « III. B. Autres » du compte de résultats est composé de frais CSDR.

NOTE 2 - Autres charges

Le poste « IV. K. Autres charges (-) » du compte de résultats est principalement composé de contributions payées à la FSMA pour ses frais de fonctionnement.

NOTE 3 – SFDR

Les compartiments favorisent, entre autres caractéristiques, les caractéristiques environnementales, sociales et de gouvernance (appelées « ESG ») et sont soumis à l'Article 8 du règlement (UE) 2019/2088 du Parlement Européen et du Conseil du 27 novembre 2019 sur la publication d'informations en matière de durabilité dans le secteur des services financiers (la « Réglementation SFDR »). Le prospectus en date du 13 avril 2022 a été publié afin de décrire la manière dont les risques en matière de durabilité sont intégrés dans les décisions d'investissement dans le respect des objectifs et politiques d'investissement des Compartiments, en particulier, les informations sur la manière dont les caractéristiques environnementales, sociales et de gouvernance sont respectées ; ainsi que les résultats de l'évaluation des incidences probables des risques en matière de durabilité sur le rendement des compartiments.

5 . INFORMATIONS SUR LE COMPARTIMENT ECONONEXT

5.1 . RAPPORT DE GESTION

5.1.1 . Date de lancement du compartiment et prix de souscription des parts

Le 31/08/2012 au prix de 100,00 EUR par part.

5.1.2 . Cotation en bourse

Non applicable.

5.1.3 . Objectif et lignes de force de la politique de placement

Objectif du compartiment

Ce Compartiment vise un rendement à long terme en investissant principalement dans des instruments financiers (surtout des actions et des obligations, des certificats de trésorerie ou autres titres de créance) dans des pays en expansion. L'allocation des actifs est essentiellement effectuée par le gestionnaire sur base d'une vision à long terme, tant sur le plan macro-économique qu'au niveau technique d'investissement. De plus, la politique d'investissement tient compte d'une forme actuelle de perception du risque sur l'ensemble des catégories d'actifs. De la sorte, l'allocation des actifs peut régulièrement être adaptée, en fonction des différents paramètres de risque, afin de maintenir des rendements stables.

Aucune garantie formelle n'est octroyée au compartiment, ni à ses participants.

Indice de référence : Aucun.

Le compartiment est géré de manière active : le gestionnaire du portefeuille d'investissement dispose d'une certaine discrétion dans la composition du portefeuille du compartiment dans le respect des objectifs et de la politique d'investissement du compartiment.

Politique de placement du compartiment

Catégories d'actifs autorisés

Une gestion dynamique, supportée par une sélection basée sur l'analyse financière des émetteurs des instruments financiers visés, sera appliquée. Bien que le Compartiment a pour objectif principal d'investir dans des titres de pays en expansion (y compris marchés émergents et frontières) et d'entreprises qui y sont établies, il peut également le faire dans des entreprises qui n'y ont pas leur siège statutaire mais qui y réalisent une partie substantielle de leur chiffre d'affaires ou activité, ou alors, y connaissent une augmentation rapide de leur chiffre d'affaires ou activité.

La performance du Compartiment ne sera pas comparée à celle d'un indicateur de référence. Le Compartiment visera un rendement absolu sur l'horizon d'investissement retenu pour lequel la préservation du capital restera un critère d'importance (sans toutefois donner de garantie formelle). Le poids de chacune des deux principales catégories d'actifs (obligations et actions) peut varier individuellement de 0 à 100%. À titre accessoire, le Compartiment pourra investir jusqu'à 10% de son portefeuille en instruments du marché monétaire, et 20% en parts d'organismes de placement collectif. Il n'y a pas de limitations quant au choix des devises. Le portefeuille d'actions occupera une position dynamique grâce à une sélection d'entreprises offrant des perspectives de bénéfice et de croissance à long terme. La sélection sera effectuée sur base d'une analyse financière, d'une analyse du marché ainsi que de la position que l'entreprise y occupe, des perspectives d'avenir, etc. Les choix géographiques et sectoriels seront effectués de manière similaire.

Limites de la politique de placement

Le Compartiment peut détenir des liquidités sous forme de comptes courants ou dépôts bancaires (<10%). En plus des règles susmentionnées, la politique d'investissement du Compartiment correspond à la politique définie dans l'Arrêté Royal de 2012 pour les OPC qui répondent aux conditions prévues par la Directive 2009/65/CE.

Le Compartiment ne peut pas investir directement dans des "titrisations" ou des "positions de titrisation" au sens du Règlement (UE) 2017/2402 du Parlement Européen et du Conseil du 12 décembre 2017 créant un cadre général pour la titrisation ainsi qu'un cadre spécifique pour les titrisations simples, transparentes et standardisées.

Transactions sur instruments financiers dérivés autorisées

Sous réserve du respect des dispositions légales applicables et des règles imposées par le Conseil d'administration, le compartiment peut utiliser des instruments financiers dérivés, à la fois comme instruments de couverture et afin d'atteindre les objectifs d'investissement du Compartiment. Les produits financiers dérivés utilisés sont basés sur des actions ou indices boursiers ou sur des titres assimilables à des actions (options, futures, contrats à terme, swaps, etc.), des obligations ou indices obligataires (swaps de taux d'intérêt, contrats à terme, credit default swaps, futures, etc.) ou sur des

actifs liquides dans différentes devises. Cette liste n'est pas exhaustive et dépend des objectifs d'investissement du compartiment. Ces instruments sont généralement utilisés pour imiter ou neutraliser les risques inhérents à un investissement plus ciblé et plus souple dans les titres sous-jacents. Leur utilisation n'augmente pas en soi le profil de risque de ce compartiment.

Garanties financières

Lorsque le compartiment conclut des opérations sur instruments financiers dérivés de gré à gré, le compartiment veille à recevoir des espèces à titre de garantie financière (collateral) et cela dans un but de réduction de l'exposition du risque de contrepartie et conformément aux règles applicables.

Les garanties financières en espèces seront majoritairement placées en dépôts auprès d'entités éligibles et/ou utilisées en obligations d'Etat de haute qualité et en OPC monétaires à court terme. Les garanties financières en espèces seront réinvesties conformément à la réglementation en vigueur.

Le compartiment appliquera une politique de décote de 10% sur les garanties financières en espèces reçues dans une devise différente de la devise d'exposition du compartiment.

Stratégie déterminée

Le Compartiment investit dans une large mesure (soit directement, soit indirectement) dans les nouvelles économies émergentes en Orient (comme l'Inde, la Chine et certains pays ASEAN), mais aussi dans d'autres pôles d'expansion comme le Brésil ou des opportunités en Turquie, en Afrique du Sud et au Mexique.

Caractéristiques des obligations et des titres de créances

Le compartiment investit dans des obligations et des titres de créance émis par toutes sortes d'émetteurs (gouvernements, entreprises publiques, sociétés privées et/ou institutions internationales). En général, les émissions et/ou les émetteurs se sont vu attribuer un «investment grade» rating (minimum BBB et/ou Baa3). Le Compartiment n'investira pas plus de 50% de son portefeuille en obligations dites « High Yield » (à haut rendement) et en obligations qui n'ont pas de « credit rating » (note de crédit). La note retenue sera celle de l'une des agences de notation principales donnant la note la plus élevée. Les obligations et titres de créance d'une durée d'au moins 398 jours au moment de leur émission, restent qualifiés comme des obligations et titres de créance pendant toute la durée de l'instrument.

Description de la stratégie générale visant à couvrir le risque de change

Le risque de change n'est pas couvert systématiquement. Les gestionnaires décident de ne pas couvrir ou de couvrir entièrement ou partiellement le risque de change en fonction de leurs attentes quant à l'évolution des devises par rapport à l'Euro. En conséquence, les frais généraux du Compartiment liés à cette stratégie ne subiront pas d'impact important, les frais de transaction restant faibles. En revanche, le Compartiment reste exposé à l'évolution du marché des devises et donc, le coût réel de la stratégie de couverture peut être déterminé, au prorata des actifs investis, sur base de la différence entre le taux d'intérêt de la devise du Compartiment et le taux d'intérêt de la devise vis-à-vis de laquelle une couverture de change doit être établie.

La volatilité de la valeur d'inventaire nette peut être élevée en conséquence de la composition du portefeuille.

Aspects sociaux, éthiques et environnementaux

Règlement SFDR

Le Compartiment tombe sous l'application de l'article 6 du règlement SFDR.

La prise en compte des risques ESG passe par :

Application d'une liste d'exclusions

Le Compartiment ne promeut pas de caractéristiques environnementales et/ou sociales (ni a pour objectif l'investissement durable. Cependant, le Compartiment prend en compte les risques ESG en utilisant une stratégie d'exclusion minimale pour filtrer les activités et entreprises:

- Liste d'activités inadmissibles :

Conformément à la loi du 8 juin 2006, dénommée loi sur les armes, telle que modifiée pour la dernière fois par la loi du 16 juillet 2009, le compartiment n'investit pas dans des titres émis par des entreprises de droit belge ou de droit étranger dont l'activité consiste en la fabrication, l'utilisation, la réparation, l'exposition en vente, la vente, la distribution, l'importation ou l'exportation, l'entreposage ou le transport de mines antipersonnel, de sous-munitions et/ou de munitions inertes et de blindages contenant de l'uranium appauvri ou tout autre type d'uranium industriel au sens de la loi, en vue de leur propagation.

- Liste d'exclusion des fonds de pension de l'Etat norvégien :

Le compartiment n'investira pas dans des actions de sociétés qui, sur base des directives d'investissement éthiques du fonds de pension du gouvernement Norvégien (Government Pension Fund Norway), sont exclues de l'univers de

l'investissement (« liste d'exclusion »), comme cela est publié sur le site web de la Banque Centrale de Norvège (<https://www.nbim.no/en/responsibility/exclusion-of-companies/>).

5.1.4 . Gestion financière du portefeuille

Voir 1. Informations générales sur la société d'investissement, 1.1. Organisation de la société d'investissement.

5.1.5 . Distributeurs

Voir 1. Informations générales sur la société d'investissement, 1.1. Organisation de la société d'investissement.

5.1.6 . Indice et benchmark

Non applicable.

5.1.7 . Politique suivie pendant l'exercice

ACTIONS

Au niveau des entreprises, la nouvelle année a rapidement été riche en nouvelles. En effet, le début de l'année marque traditionnellement le commencement d'une nouvelle saison des résultats et quelques exceptions ont été observées. La marque de sport chinoise Anta Sports a ainsi une nouvelle fois lancé un avertissement positif sur ses résultats. L'entreprise indienne Maruti Suzuki a annoncé qu'elle allait procéder à une deuxième série de hausses de prix pour compenser l'augmentation des coûts des intrants. Toujours en Inde, Infosys a publié de beaux résultats et a relevé ses prévisions de chiffre d'affaires pour cette année. La société taïwanaise TSMC a également relevé ses perspectives pour cette année. Enfin, il y a eu la plus grande IPO jamais enregistrée en Corée du Sud, avec LG Energy Solution, qui a bondi de 68% lors de son premier jour de bourse.

Avant l'éclatement de la guerre, nous avions déjà vendu un reliquat d'une position dans la société russe VK (anciennement Mail.ru), ce qui signifie qu'au début de la guerre entre la Russie et l'Ukraine, nous ne détenions plus que deux petites positions dans Yandex (le Google russe) et X5 (un détaillant alimentaire russe de premier plan). Enfin, au niveau des entreprises, les nouvelles ne manquaient pas non plus, avec les résultats positifs de, notamment, Maruti Suzuki et Cognizant en Inde, Mediatek à Taïwan et Naver en Corée du Sud. Le trio sud-coréen Samsung SDI, LG Household & Healthcare et LG Chem s'avérait quelque peu décevant.

En mars, nous avons privilégié la sécurité dans le volet actions, en vendant entièrement notre position dans Suzuki Motor. Nous avons également pris un bénéfice partiel sur la position dans Newmont Mining après la belle hausse réalisée préalablement par le cours de l'action.

Durant le mois d'avril, de nombreux prix de matières premières ont été sous pression, ce qui a contraint les marchés d'actions latino-américains à ralentir. Parallèlement, la Corée du Sud et Taïwan ont particulièrement souffert en raison d'une nouvelle vague de ventes d'actions liées aux technologies. Les valorisations ont donc déjà intégré bon nombre de ces mauvaises nouvelles dans les cours, renforçant à tout le moins la probabilité d'une consolidation. Il ne faut toutefois pas s'étonner que cinq de nos six positions en actions latino-américaines soient restées dans le positif à ce moment-là et depuis le début de l'année et continuent ainsi d'offrir une bonne diversification au sein du fonds. La société brésilienne d'infrastructures CCR et la société brésilienne de location de voitures Localiza se distinguaient déjà par leurs performances positives.

Au cours des premiers mois de l'année, les marchés financiers n'avaient pas grand-chose de positif à dire à propos de la Chine et, à un moment donné, les investisseurs ont naturellement commencé à se rendre compte que les valorisations étaient devenues très attractives. C'est alors qu'ils ont progressivement commencé à se dire que le pire était passé, ce que nous avons remarqué dès les derniers mois du premier semestre avec une surperformance remarquable des actions technologiques chinoises par rapport à leurs pairs américains.

Au niveau des entreprises, Naspers et Prosus ont annoncé en juin le rachat d'actions propres pour atténuer la décote du holding, recourant à la réduction de leur participation dans Tencent pour financer cette opération. En Chine, l'assouplissement des mesures en matière de voyage et de quarantaine a par ailleurs permis à notre position dans Trip.com d'enregistrer un bon mois.

OBLIGATIONS

Au premier semestre de 2022, les obligations des pays émergents ont montré leur potentiel de diversification, tant par rapport aux actions de ces mêmes pays émergents que par rapport aux obligations d'entreprises et d'État occidentales classiques. Alors que tant les actions des pays émergents que les obligations occidentales classiques souffraient, notamment, de la forte hausse des taux et de la flambée de l'inflation, les obligations des pays émergents ont tenu bon au cours des six premiers mois de cette année. Ceci parce qu'une part importante des pays émergents en portefeuille (et donc leurs devises) profitent de la hausse des prix des matières premières et parce que de nombreux pays émergents ont déjà commencé l'année dernière à relever fortement les taux pour lutter contre la hausse de l'inflation. Les devises locales (matières premières), comme le real brésilien, le peso mexicain, la roupie indonésienne et le rand sud-africain, se sont

très bien comportées durant le premier semestre. Les devises d'Europe de l'Est, mais surtout les obligations à long terme en devises dures comme l'euro ou le dollar américain, ont connu un semestre difficile.

Au printemps, le volet obligataire a souffert de la décision de Vladimir Poutine d'envahir l'Ukraine, le fonds ayant une position limitée en rouble russe. Cependant, depuis son invasion, le rouble russe s'est énormément redressé et se classe de loin comme la meilleure devise de l'univers au premier semestre 2022 (+30%). Il est important de noter que nous n'avons pas de positions dans des obligations d'État ou d'entreprises russes, mais dans une obligation nominée en rouble émise par l'institution supranationale Asian Development Bank. Celle-ci est notée AAA et, selon nos attentes, elle devrait être remboursée en dollars américains l'année prochaine (au cours USDRUB en vigueur à ce moment-là).

Au premier semestre de 2022, le poids des obligations en devises dures (EUR et USD) a été légèrement augmenté après le solide rallye enregistré par plusieurs devises locales. Afin de protéger le fonds contre la hausse des taux, nous avons quelque peu raccourci la durée à 3,5 ans en début d'année. Avec la hausse globale des taux, le taux sur la partie obligataire est passé de 5% à plus de 8%.

5.1.8 . Politique future

ACTIONS

L'histoire séculaire à long terme de nombreux pays émergents reste aujourd'hui totalement intacte. Les chocs géopolitiques et autres chocs exogènes actuels ont pour l'instant mis tout en attente, car les choses bougent tellement sur les marchés financiers que les entreprises et les pouvoirs publics ne savent pas toujours clairement quelle sera la prochaine étape. En effet, de nombreux prix de matières premières sont devenus exceptionnellement volatils, les taux d'intérêt sont en hausse, la guerre fait encore rage en Ukraine. À cela s'ajoute une sorte de guerre froide entre les États-Unis et la Chine, la question du climat est au centre de l'attention, etc. Dans de tels moments, il est important de faire un pas en arrière et de se pencher sur les fondamentaux des pays émergents. Dans la plupart des cas, ceux-ci sont meilleurs qu'il y a quelques années, ce qui permet aux plus importants d'entre eux d'être plus résistants. Ainsi, bon nombre de pays ont déjà franchi le pas vers une normalisation des taux d'intérêt, de sorte que le mouvement actuel des taux fait provisoirement moins de victimes. D'un autre côté, il semble évident qu'une nouvelle tendance à la hausse ne pourra se manifester que lorsque l'on aura au moins un peu plus de clarté concernant un ou plusieurs des chocs évoqués ci-dessus. En ce qui concerne l'allocation des actifs, il n'est pas exclu que nous adaptions le poids de la composante actions en raison des perspectives positives à long terme, mais pour le moment, nous préférons garder quelques munitions, si bien que notre positionnement reste actuellement inchangé en termes d'allocation des actifs. Au sein de la poche actions proprement dite, nous intervenons plus rapidement en manœuvrant dans les positions existantes et éventuellement nouvelles.

OBLIGATIONS

Malgré les taux plus élevés que l'on retrouve actuellement sur les obligations d'entreprises et d'État occidentales classiques, nous restons positifs à propos des obligations des pays émergents. Nous y constatons en effet des taux encore plus élevés, même pour des durées très courtes. Compte tenu des incertitudes économiques actuelles, il ne faut pas non plus toujours chercher des solutions trop exotiques, étant donné qu'il existe suffisamment de pays émergents qui combinent des fondamentaux économiques solides et des taux très attractifs (par exemple, dans des pays d'Europe de l'Est comme la Tchéquie et la Pologne). Si une correction devait intervenir dans certaines devises locales, nous pourrions également en profiter pour augmenter ce segment. Toutefois, pour le moment, nous optons pour plus de prudence, avec des prises de bénéfices sur un certain nombre de devises qui se sont bien comportées et nous trouvons suffisamment d'opportunités dans les devises dures.

5.1.9 . Indicateur synthétique de risque et de rendement

Le comportement ECONONEXT présente actuellement un profil de risque et de rendement de niveau 4 sur une échelle de 1 (risque le plus faible) à 7 (risque le plus élevé). La classe de risque au moment de la création du compartiment était de 6.

L'indicateur synthétique de risque et de rendement est calculé, conformément aux dispositions du Règlement 583/2010 (CESR). L'indicateur synthétique de risque et de rendement⁵ classe le Compartiment sur une échelle sur la base de ses résultats passés en matière de volatilité. Cette échelle se présente comme une série de catégories identifiées par des nombres entiers allant de 1 à 7, classées par ordre croissant de gauche à droite et représentant les niveaux de risque et de rendement, du plus faible au plus élevé.

Les données historiques, utilisées pour calculer l'indicateur synthétique de risque et de rendement, pourraient ne pas constituer une indication fiable du profil de risque futur du Compartiment.

Il n'est pas certain que la catégorie de risque et de rendement affichée demeure inchangée au fil de temps. Le classement du Compartiment est susceptible d'évoluer dans le temps.

La catégorie de risque la plus basse n'est pas synonyme d'investissement sans risque.

La catégorie de risque 4 correspond à un potentiel moyen de gain et/ou de perte de la valeur du portefeuille, qui s'explique par son exposition diversifiée aux marchés des actions et des obligations, ainsi qu'à des risques de taux d'intérêt, de crédit et de change, et par son caractère dynamique.

5.2 . BILAN

	Au 30.06.22 (en EUR)	Au 30.06.21 (en EUR)
SECTION 1: SCHEMA DU BILAN		
TOTAL DE L'ACTIF NET	27.709.561,24	37.518.639,05
II. Valeurs mobilières, instruments du marché monétaire, OPC et instruments financiers dérivés		
A. Obligations et autres titres de créance	26.716.114,40	35.888.726,68
a. Obligations	7.151.594,47	15.568.711,17
C. Actions et autres valeurs assimilables à des actions	17.093.094,75	17.481.129,90
a. Actions	2.471.425,18	2.838.885,61
E. OPC à nombre variable de parts		
IV. Crédances et dettes à un an au plus	-628.260,53	-313.076,09
A. Crédances		
a. Montants à recevoir	147.403,54	114.029,72
B. Dettes		
a. Montants à payer (-)		-100.931,26
c. Emprunts (-)	-775.664,07	-326.174,55
V. Dépôts et liquidités	1.569.461,30	1.802.932,24
A. Avoirs bancaires à vue	1.569.461,30	1.802.932,24
VI. Comptes de régularisation	52.246,07	140.056,22
B. Produits acquis	188.079,69	316.954,78
C. Charges à imputer (-)	-135.833,62	-176.898,56
TOTAL CAPITAUX PROPRES	27.709.561,24	37.518.639,05
A. Capital	32.204.776,94	35.902.825,62
B. Participations au résultat	150.611,47	43.010,59
D. Résultat de l'exercice (du semestre)	-4.645.827,17	1.572.802,84

5.3 . COMPTE DE RESULTATS

	Au 30.06.22 (en EUR)	Au 30.06.21 (en EUR)
SECTION 3: SCHEMA DU COMPTE DE RÉSULTATS		
I. Réductions de valeur, moins-values et plus-values	-4.835.460,26	1.409.940,61
A. Obligations et autres titres de créance		
a. Obligations	-932.879,55	-425.380,04
C. Actions et autres valeurs assimilables à des actions		
a. Actions	-5.647.602,42	954.158,10
E. OPC à nombre variable de parts	-392.918,52	99.653,02
H. Positions et opérations de change		
b. Autres positions et opérations de change	2.137.940,23	781.509,53
II. Produits et charges des placements	469.326,97	507.241,51
A. Dividendes	283.439,05	171.943,22
B. Intérêts		
a. Valeurs mobilières/instruments du marché monétaire	216.984,88	362.744,63
b. Dépôts et liquidités	3.314,12	761,04
C. Intérêts d'emprunts (-)	-2.565,02	-3.488,76
E. Précomptes mobiliers (-)		
b. D'origine étrangère	-31.846,06	-24.718,62
IV. Coûts d'exploitation	-279.693,88	-344.379,28
A. Frais de transaction et de livraison inhérents aux placements (-)	-606,29	-7.388,04
C. Rémunération due au dépositaire (-)	-9.119,54	-12.011,18
D. Rémunération due au gestionnaire (-)		
a. Gestion financière		
R	-98.159,38	-118.198,97
b. Gestion administrative et comptable	-4.554,23	-5.505,60
c. Rémunération commerciale		
R	-140.406,58	-168.860,45
E. Frais administratifs (-)	-5.097,66	-3.122,01
F. Frais d'établissement et d'organisation (-)	-21,77	-1.840,92
G. Rémunérations, charges sociales et pensions (-)	-178,22	-277,88
H. Services et biens divers (-)	-8.768,48	-7.562,77
J. Taxes	-11.363,39	-15.888,14
K. Autres charges (-)	-1.418,34	-3.723,32
Produits et charges de l'exercice (du semestre)	189.633,09	162.862,23
Sous Total II + III + IV		
V. Bénéfice courant (perte courante) avant impôts sur le résultat	-4.645.827,17	1.572.802,84
VII. Résultat de l'exercice (du semestre)	-4.645.827,17	1.572.802,84

5.4 . COMPOSITION DES ACTIFS ET CHIFFRES-CLES

5.4.1 . Composition des actifs au 30.06.22

Dénomination	Quantité au 30.06.22	Devise	Cours en devises	Evaluation (en EUR)	% détenu de l'OPC	% Portefeuille	% Actif Net
VALEURS MOBILIERES ET INSTRUMENTS DU MARCHE MONETAIRE NEGOCIES SUR UN MARCHE REGLEMENTE OU SUR UN MARCHE SIMILAIRE							
LOF ASIA VALUE BOND USD I CAP UH	1.220	USD	130,92	152.779,20	0,01%	0,57%	0,55%
PICTET-STECB -I USD- CAP	2.500	USD	115,75	276.794,68	0,03%	1,04%	1,00%
Directive 2009/65/CE - Inscrit auprès de la FSMA				429.573,88		1,61%	1,55%
OPC-Obligations				429.573,88		1,61%	1,55%
OPC A NOMBRE VARIABLE DE PARTS				429.573,88		1,61%	1,55%
OMV AG FL.R 15-XX 09/12A	200.000	EUR	102,40%	204.799,00		0,77%	0,74%
PROSUS NV 2.031 20-32 03/08A	150.000	EUR	69,79%	104.688,75		0,39%	0,38%
EUR				309.487,75		1,16%	1,12%
LENOVO GROUP LTD 5.875 20-25 24/04S	200.000	USD	103,02%	197.089,29		0,74%	0,71%
USD				197.089,29		0,74%	0,71%
OBLIGATIONS-Emis(es) par une entreprise privée				506.577,04		1,90%	1,83%
ASIAN DEVELOPMENT BANK 3.75 20-23 15/09A	51.000.000	RUB	64,60%	575.569,39		2,16%	2,08%
RUB				575.569,39		2,16%	2,08%
INTL BK RECON & 3.3750 21-26 17/02A	1.200.000.000	COP	79,93%	220.490,35		0,83%	0,80%
COP				220.490,35		0,83%	0,80%
BEI 8.50 14-24 17/09A	3.500.000	ZAR	100,91%	206.207,58		0,77%	0,74%
ZAR				206.207,58		0,77%	0,74%
ASIAN DEV.BK 6.20 16-26 06/10S	15.000.000	INR	97,39%	176.932,50		0,66%	0,64%
INR				176.932,50		0,66%	0,64%
KREDITANSTALT FUER 2.7 21-24 25/03A	1.000.000	CNH	99,47%	141.917,48		0,53%	0,51%
CNH				141.917,48		0,53%	0,51%
BANQUE CENT TUNISIE 5.75 15-25 30/01S	200.000	USD	55,73%	106.615,33		0,40%	0,38%
USD				106.615,33		0,40%	0,38%
OBLIGATIONS-Emis(es) par un établissement de crédit				1.427.732,63		5,35%	5,15%
BRAZIL 7.125 06-37 20/01S	140.000	USD	99,89%	133.760,97		0,50%	0,48%
DOMINICAN REPUBLIC 7.45 14-44 30/04S	150.000	USD	85,97%	123.350,23		0,46%	0,45%
POLOGNE 3.00 12-23 17/03S	300.000	USD	99,70%	286.099,77		1,07%	1,03%
ROMANIA REGS 4.375 13-23 22/08S	100.000	USD	99,88%	95.538,29		0,36%	0,35%
TURKEY 6.25 12-22 26/09S	600.000	USD	99,93%	573.505,19		2,15%	2,07%
USD				1.212.254,45		4,54%	4,38%
AFRIQUE DU SUD 3.75 14-26 24/07A	200.000	EUR	94,53%	189.062,00		0,71%	0,68%
CHILE 1.625 14-25 30/01A	200.000	EUR	97,42%	194.833,00		0,73%	0,70%
MACEDONIA REGS 5.625 16-23 26/07A	175.000	EUR	100,91%	176.600,38		0,66%	0,64%
ROMANIA 3.875 15-35 29/10A	100.000	EUR	74,23%	74.233,00		0,28%	0,27%
TURKEY 4.125 14-23 11/04A	100.000	EUR	99,46%	99.455,50		0,37%	0,36%
EUR				734.183,88		2,75%	2,65%
CZECH REPUBLIC 0.45 15-23 25/10A	7.500.000	CZK	92,50%	280.471,89		1,05%	1,01%
CZECH REPUBLIC 4.85 07-57 26/11A	6.000.000	CZK	96,78%	234.755,72		0,88%	0,85%
TCHEQUE REPUBLIQUE GOV 0.00 21-24 12/12U	4.500.000	CZK	86,47%	157.307,61		0,59%	0,57%
CZK				672.535,22		2,52%	2,43%

Dénomination	Quantité au 30.06.22	Devise	Cours en devises	Evaluation (en EUR)	% détenu de l'OPC	% Portefeuille	% Actif Net
PHILIPPINES 3.90 12-22 26/11S	10.000.000	PHP	98,11%	170.671,00		0,64%	0,62%
PHILIPPINES 6.25 11-36 14/01S	20.000.000	PHP	96,75%	336.619,12		1,26%	1,21%
PHP				507.290,12		1,90%	1,83%
BRAZIL -DY- 10.00 14-25 01/01S	2.000	BRL	942,20	326.637,07		1,22%	1,18%
BRAZIL 10.00 20-31 01/01S	1.000	BRL	853,19	146.962,64		0,55%	0,53%
BRL				473.599,71		1,77%	1,71%
POLAND 4.00 12-23 25/10A	1.150.000	PLN	95,91%	234.657,35		0,88%	0,84%
REPUBLIQUE DE POLOGNE 2.50 18-24 25/04A	550.000	PLN	91,77%	107.389,93		0,40%	0,39%
PLN				342.047,28		1,28%	1,23%
SOUTH AFRICA 10.50 98-26 21/12S	2.150.000	ZAR	105,92%	132.960,55		0,50%	0,48%
SOUTH AFRICA 8.875 15-35 28/02S	750.000	ZAR	83,84%	36.713,77		0,13%	0,13%
ZAR				169.674,32		0,63%	0,61%
MALAYSIAN GOV-0313- 3.48 13-23 15/03S	750.000	MYR	100,36%	163.358,54		0,61%	0,59%
MYR				163.358,54		0,61%	0,59%
HUNGARY 6.00 07-23 24/11A	63.500.000	HUF	97,70%	156.355,08		0,58%	0,56%
HUF				156.355,08		0,58%	0,56%
PERU 6.95 08-31 12/08S	600.000	PEN	95,02%	143.473,36		0,54%	0,52%
PEN				143.473,36		0,54%	0,52%
MEXICO 5.75 15-26 05/03S	30.000	MXN	88,95	126.508,40		0,47%	0,46%
MXN				126.508,40		0,47%	0,46%
OBLIGATIONS-Emis(es) par un état				4.701.280,36		17,59%	16,97%
OBLIGATIONS				6.635.590,03		24,84%	23,95%
HANSOL CHEMICAL CO LTD	2.100	KRW	201.000,00	310.959,32		1,17%	1,12%
LG CHEMICAL LTD PREF./ISSUE 01	1.650	KRW	237.500,00	288.692,68		1,08%	1,04%
LG H&H - PRF	1.160	KRW	326.000,00	278.588,90		1,04%	1,00%
NAVER	2.170	KRW	237.000,00	378.875,31		1,42%	1,37%
NCSOFT	780	KRW	350.000,00	201.117,97		0,75%	0,73%
PEARLABYSS CORP	7.250	KRW	49.250,00	263.046,46		0,99%	0,95%
SAMSUNG ELEC GDR REP.0.5 VGT HS -144A-	820	USD	1.091,00	855.727,20		3,20%	3,09%
SAMSUNG SDI CO LTD	1.050	KRW	512.000,00	396.047,69		1,48%	1,43%
République de Corée				2.973.055,53		11,13%	10,73%
ANTA SPORTS PRODUCTS	30.800	HKD	96,40	361.928,91		1,35%	1,31%
CHINA MENNIU DAIRY	78.000	HKD	39,15	372.239,02		1,39%	1,34%
CK HUTCHISON	54.900	HKD	53,05	355.020,36		1,33%	1,28%
NETEASE INC	10.000	HKD	144,10	175.654,59		0,66%	0,63%
NETEASE SPONS ADR REPR 25 SHS	7.000	USD	93,36	625.108,80		2,34%	2,26%
SUNNY OPTICAL TECHNOLOGY (GRP) CO LTD	20.000	HKD	127,90	311.814,33		1,17%	1,13%
TRIP COM GROUP LTD	6.200	USD	27,45	162.791,14		0,61%	0,59%
XINYI GLASS HOLDINGS LTD	185.000	HKD	18,82	424.411,23		1,59%	1,53%
Iles Caïmans				2.788.968,38		10,44%	10,07%
ALIBABA GROUP	31.100	HKD	111,90	424.214,98		1,59%	1,53%
ALIBABA GROUP	1.900	USD	113,68	206.601,94		0,77%	0,75%
JD.COM INC - CL A	828	HKD	252,80	25.515,43		0,10%	0,09%
PING AN INS (GRP) CO -H-	75.000	HKD	53,35	487.743,19		1,83%	1,76%
SHENZHOU INTERNATIONAL GROUP	24.000	HKD	95,05	278.073,04		1,04%	1,00%
SINOPHARM GROUP CO LTD	223.000	HKD	19,02	517.024,23		1,93%	1,87%
TENCENT HOLDINGS LTD	17.400	HKD	354,40	751.689,50		2,81%	2,71%
Chine				2.690.862,31		10,07%	9,71%
CHROMA ATE	100.000	TWD	142,00	456.813,44		1,71%	1,65%
MEDIA TEK INCORPORATION	32.000	TWD	612,00	630.016,50		2,36%	2,27%
TAIWAN SEMICONDUCTOR CO ADR (REPR 5 SHS)	13.800	USD	81,75	1.079.104,69		4,04%	3,90%
Taiwan				2.165.934,63		8,11%	7,82%
COGNIZANT TECHNOLOGY SOLUTIONS -A-	7.400	USD	67,49	477.713,90		1,79%	1,73%
MERCADOLIBRE	260	USD	636,87	158.387,49		0,59%	0,57%
NEWMONT CORPORATION	10.500	USD	59,67	599.296,95		2,24%	2,16%
YUM CHINA HOLDINGS INC WI	7.200	HKD	382,80	335.969,57		1,26%	1,21%
États-Unis				1.571.367,91		5,88%	5,67%

Dénomination	Quantité au 30.06.22	Devise	Cours en devises	Evaluation (en EUR)	% détenu de l'OPC	% Portefeuille	% Actif Net
AMBEV SA	139.000	BRL	13,40	340.689,39		1,28%	1,23%
CONCESSOES RODOVIARIAS	110.000	BRL	12,53	252.105,76		0,94%	0,91%
LOCALIZA RENT A CAR SA	45.000	BRL	52,41	431.385,64		1,61%	1,56%
ODONTOPREV - SHS	149.600	BRL	9,35	255.848,11		0,96%	0,92%
Brésil				1.280.028,90		4,79%	4,62%
INFOSYS TECHNOLOGIES ADR REPR.1 SHS Inde	48.000	USD	18,51	849.854,13 849.854,13		3,18%	3,07%
TELKOM INDONESIA -B- Indonésie	3.200.000	IDR	4.020,00	825.960,65 825.960,65		3,09%	2,98%
AIA GROUP LTD Hong-Kong	60.000	HKD	85,05	622.043,98 622.043,98		2,33%	2,24%
PROSUS NV	7.423	ZAR	1.055,15	457.310,42		1,71%	1,65%
X5 RETAIL GROUP GDR REPR SHS REG-S	5.700	USD	0,53	2.895,12		0,01%	0,01%
YANDEX NV	10.400	USD	1,89	18.841,26		0,07%	0,07%
Pays-Bas				479.046,80		1,79%	1,73%
NASPERS -N- Afrique du Sud	2.936	ZAR	2.367,72	405.885,77 405.885,77		1,52%	1,46%
FEMSA SPON ADR REP.10UTS CONS-B-+20SH-D- FOMENTO ECONOMICO UNITS 1 SH-B- 4 SHS-D- Mexique	5.700	USD	67,49	367.968,82		1,38%	1,33%
	1.400	MXN	135,76	9.010,87 376.979,69		0,03%	0,03%
CD PROJEKT SA Pologne	3.100	PLN	95,68	63.106,07 63.106,07		0,24%	0,23%
ACTIONS				17.093.094,75		63,98%	61,69%
<u>AUTRES VALEURS MOBILIERES</u>							
ALLIANZ CHINA A SHARES RT USD CAP	39.000	USD	15,65	583.815,58	0,01%	2,18%	2,11%
CHINA A SHARE EQUITY FUND I ACC USD	35.000	USD	20,81	696.611,99	0,02%	2,61%	2,51%
ROBECO CHINESE A SHARE EQUITIES I USD C	3.390	USD	209,36	678.875,51 1.959.303,08	0,02%	2,54%	2,45%
Directive 2009/65/CE - Inscrit auprès de la FSMA				1.959.303,08		7,33%	7,07%
OPC-Actions				1.959.303,08		7,33%	7,07%
INDIAN BOND FUND I ACC USD Directive 2009/65/CE - Inscrit auprès de la FSMA	6.710,63	USD	12,86	82.548,22 82.548,22	0,04%	0,31%	0,30%
OPC-Obligations				82.548,22		0,31%	0,30%
OPC A NOMBRE VARIABLE DE PARTS				2.041.851,30		7,64%	7,37%
MUNICIPALITY FINANCE 6.31 19-22 26/07A IDR	2.500.000.000	IDR	100,08%	160.648,44 160.648,44		0,60%	0,58%
ASIAN INFRA INVEST BK5.0 21-23 02/09A INR	12.000.000	INR	98,14%	142.640,03 142.640,03		0,53%	0,51%
OBLIGATIONS-Emis(es) par un établissement de crédit				303.288,47		1,13%	1,09%
MEXICO UDIBONOS INDEX 4.50 06-25 12/04S MXN	6.000	MXN	101,42	212.715,97 212.715,97		0,80%	0,77%
OBLIGATIONS-Emis(es) par un état				212.715,97		0,80%	0,77%
OBLIGATIONS				516.004,44		1,93%	1,86%
TOTAL PORTEFEUILLE				26.716.114,40		100,00%	96,42%
CACEIS BANK, BELGIUM BRANCH		USD		1.080.398,08			3,90%
CACEIS BANK, BELGIUM BRANCH		MXN		296.840,30			1,07%
CACEIS BANK, BELGIUM BRANCH		JPY		161.378,82			0,58%
CACEIS BANK, BELGIUM BRANCH		SGD		8.927,72			0,03%
CACEIS BANK, BELGIUM BRANCH		CZK		5.690,02			0,02%
CACEIS BANK, BELGIUM BRANCH		CNH		4.770,09			0,02%
CACEIS BANK, BELGIUM BRANCH		HKD		6.585,31			0,02%
CACEIS BANK, BELGIUM BRANCH		HUF		1.294,32			0,01%
CACEIS BANK, BELGIUM BRANCH		PLN		3.004,38			0,01%
CACEIS BANK, BELGIUM BRANCH		ZAR		77,54			0,00%

Dénomination	Quantité au 30.06.22	Devise	Cours en devises	Evaluation (en EUR)	% détenu de l'OPC	% Portefeuille	% Actif Net
CACEIS BANK, BELGIUM BRANCH				494,72			0,00%
Avoirs bancaires à vue				1.569.461,30			5,66%
DEPOTS ET LIQUIDITES				1.569.461,30			5,66%
CREANCES ET DETTES DIVERSES				-628.260,53			-2,27%
AUTRES				52.246,07			0,19%
TOTAL DE L'ACTIF NET				27.709.561,24			100,00%

5.4.2 . Répartition des actifs (en % du portefeuille)

Par pays		
Afrique du Sud		2,86%
Allemagne		0,53%
Autriche		0,77%
Brésil		7,06%
Chili		0,73%
Chine		10,61%
Dominicaine, République		0,46%
États-Unis		6,71%
Finlande		0,60%
Hong-Kong		3,07%
Hongrie		0,58%
Iles Caïmans		10,44%
Inde		3,18%
Indonésie		3,09%
Luxembourg		10,02%
Macédoine, L'Ex-République Yougoslave de		0,66%
Malaisie		0,61%
Mexique		2,68%
Pays-Bas		2,18%
Pérou		0,54%
Philippines		4,72%
Pologne		2,59%
République de Corée		11,13%
République tchèque		2,52%
Roumanie		0,63%
Taiwan		8,11%
Tunisie		0,40%
Turquie		2,52%
TOTAL		100,00%

Par secteur		
Art graphique, maison d'édition		1,52%
Articles de bureaux et ordinateurs		0,97%
Banques et institutions financières		0,93%
Cantons, Etats fédéraux, provinces, etc.		0,60%
Chimie		2,24%
Compagnies d'assurance		5,11%
Distribution, commerce de détail		0,11%
Electronique et semiconducteurs		10,31%

Par secteur	
Electrotechnique et électronique	4,07%
Fonds d'investissement	9,25%
Holding et sociétés financières	1,33%
Industrie agro-alimentaire	1,39%
Industrie automobile	1,62%
Industrie pharmaceutique et cosmétique	2,98%
Internet et services d'Internet	16,70%
Métaux et pierres précieuses	2,24%
Organisations supranationales	4,95%
Pays et gouvernements	18,39%
Pétrole	0,77%
Photographie et optique	1,17%
Restauration, industrie hôtelière	1,87%
Services divers	2,36%
Tabac et alcool	2,69%
Télécommunication	3,09%
Textile et habillement	2,40%
Transports	0,94%
TOTAL	100,00%

Par devise	
BRL	6,56%
CNH	0,53%
COP	0,83%
CZK	2,52%
EUR	3,91%
HKD	20,37%
HUF	0,58%
IDR	3,69%
INR	1,20%
KRW	7,93%
MXN	1,30%
MYR	0,61%
PEN	0,54%
PHP	1,90%
PLN	1,52%
RUB	2,15%
TWD	4,07%
USD	35,15%
ZAR	4,64%
TOTAL	100,00%

5.4.3 . Changement dans la composition des actifs (en EUR)

Taux de rotation

	1er SEMESTRE
Achats	202.655,98
Ventes	1.937.281,34
Total 1	2.139.937,32
Souscriptions	1.045.615,78
Remboursements	2.806.031,61
Total 2	3.851.647,39
Moyenne de référence de l'actif net total	30.363.733,96
Taux de rotation	-5,64%

Un chiffre proche de 0% montre que les transactions portant, selon le cas, sur les valeurs mobilières ou sur les actifs, à l'exception des dépôts et liquidités, ont été réalisées, durant une période déterminée, en fonction uniquement des souscriptions et des remboursements. Un pourcentage négatif indique que les souscriptions et les remboursements n'ont donné lieu qu'à un nombre limité de transactions ou, le cas échéant, à aucune transaction dans le portefeuille.

La liste détaillée des transactions qui ont eu lieu pendant l'exercice est disponible sans frais chez CACEIS Bank, Belgium Branch, Avenue du Port, 86C boite 320, 1000 Bruxelles, qui assure le service financier.

5.4.4 . Evolution des souscriptions et des remboursements ainsi que de la valeur nette d'inventaire

R

Période	Evolution du nombre d'actions en circulation			Montants payés et reçus par l'OPC (EUR)			Valeur nette d'inventaire Fin de période (en EUR)	
	Année	Souscrites	Remboursées	Fin de période	Souscriptions	Remboursements	de la classe	d'une action
		Cap.	Cap.	Cap.	Cap.	Cap.		
2020		32.362,49	58.823,22	335.934,75	3.226.525,69	5.790.047,62	34.775.961,97	103,52
2021		59.041,42	63.250,71	331.725,46	6.194.527,89	6.593.062,45	34.115.804,24	102,84
01.01.22 - 30.06.22		10.850,34	29.432,24	313.143,56	1.045.615,78	2.806.031,61	27.709.561,24	88,49

5.4.5 . Performances

* Il s'agit de chiffres du passé qui ne constituent pas un indicateur de performance future. Ces chiffres ne tiennent pas compte d'éventuelles restructurations.

* Les rendements sont arrêtés à la fin de l'exercice comptable. Pour le rapport semestriel, l'exercice comptable s'entend de la période de 12 mois qui précède la clôture du semestre.

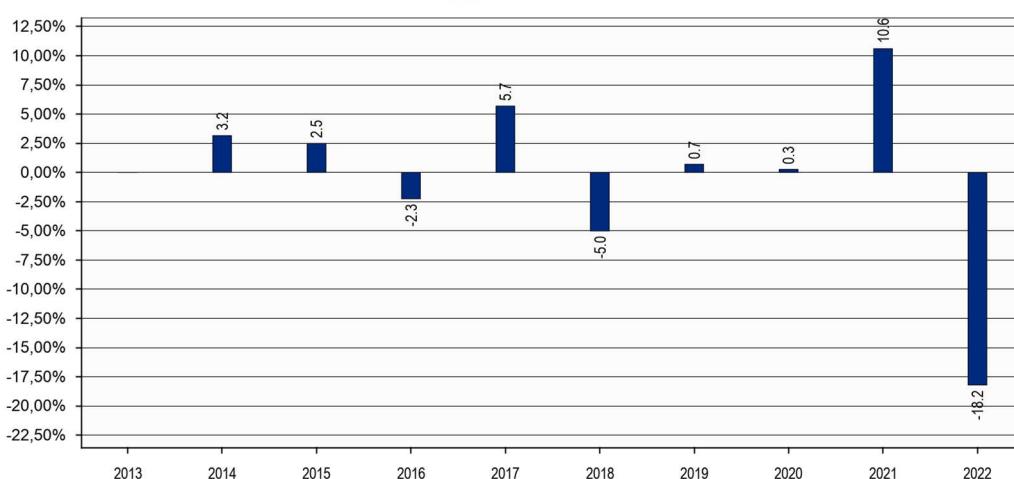
* Par rendement annuel, il faut entendre le rendement absolu obtenu sur une année.

* Diagramme en bâtons avec rendement annuel des 10 dernières années (en % et calculés en EUR):

R

Rendement annuel

■ Capitalisation



* Tableau des performances historiques (rendements actuariels)

Capitalisation

1 an	3 ans	5 ans
Part	Part	Part
-18,20% (en EUR)	-3,20% (en EUR)	-2,80% (en EUR)

* Les chiffres de performances présentés ci-dessus ne tiennent pas compte des commissions et frais liés aux émissions et rachats de parts.

* Il s'agit des chiffres de performances des parts de capitalisation. Le calcul de la performance annualisée sur une période n donnée est établi selon la formule suivante:

$$P(t; t+n) = \left(\frac{VNI_{t+n}}{VNI_t} \right)^{\frac{1}{n}} - 1$$

avec

- | | |
|-----------|--|
| P(t; t+n) | la performance de t à t+n |
| VNI t+n | la valeur nette d'inventaire par part en t+n |
| VNI t | la valeur nette d'inventaire par part en t |
| n | la période sous revue |

5.4.6 . Frais

Frais courants

- Part de capitalisation : 1,82%

* Les frais courants sont calculés sur les 12 derniers mois.

* Les frais suivants ne sont pas repris dans le total des frais courants :

- les frais de transaction;
- les commissions de performances.

Existence de certaines rémunérations, commissions ou d'avantages non-monétaires (soft commissions)

Non applicable.

Existence de fee-sharing agreements

Néant.

5.4.7 . Notes aux états financiers et autres informations

NOTE 1 - Valeurs mobilières, instruments du marché monétaire, OPC et instruments financiers dérivés

Le poste « II. A. a. Obligations » du bilan contient non seulement des obligations à long terme, mais aussi des obligations à court terme dont la date d'échéance est inférieure à 397 jours :

Code ISIN	Dénomination	Date d'échéance
XS1452578591	MACEDONIA REGS 5.625 16-23 26/07A	26.07.23
MYBMMN1300033	MALAYSIAN GOV-0313- 3.48 13-23 15/03S	15.03.23
XS2031304491	MUNICIPALITY FINANCE 6.31 19-22 26/07A	26.07.22
US718286BX44	PHILIPPINES 3.90 12-22 26/11S	26.11.22
US731011AT95	POLOGNE 3.00 12-23 17/03S	17.03.23
XS1057340009	TURKEY 4.125 14-23 11/04A	11.04.23
US900123BZ27	TURKEY 6.25 12-22 26/09S	26.09.22

NOTE 2 - Autres charges

Le poste « IV. K. Autres charges (-) » du compte de résultats est principalement composé de contributions payées à la FSMA pour ses frais de fonctionnement.

NOTE 3 – SFDR

Dans le cadre du règlement (UE) 2019/2088 du Parlement Européen et du Conseil du 27 novembre 2019 sur la publication d'informations en matière de durabilité dans le secteur des services financiers (la « Réglementation SFDR »), les Compartiments sont soumis à l'article 6 de la réglementation SFDR. Ainsi, le prospectus en date du 13 avril 2022 a été publié afin d'indiquer que les investissements sous-jacents de ces produits financiers ne prennent pas en compte les critères de l'Union Européenne en matière d'activités économiques durables sur le plan environnemental au sens du règlement (UE) 2020/852 du Parlement Européen et du Conseil du 18 juin 2020 sur l'établissement d'un cadre visant à favoriser les investissements durables et modifiant le règlement (UE) 2019/2088 (le "Règlement Taxonomie").